

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N°3

PROCES VERBAL DE LA SEANCE

DU CONSEIL MUNICIPAL

EN DATE DU 11 AVRIL 2012



CONSEIL MUNICIPAL

PROCES VERBAL
de la séance du 11 AVRIL 2012

Introduction de Madame le Maire -

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, bonsoir,

Comment ne pas évoquer en ce début de Conseil les terribles tragédies de Montauban et Toulouse les 11, 15 et 19 mars dernier.

En assassinant des enfants parce qu'ils étaient juifs, des soldats français parce qu'ils représentaient la France et qu'ils étaient musulmans, le criminel voulait atteindre notre unité nationale.

Le peuple français lui a répondu en démontrant avec force cette unité.

Le 19 mars dernier, dans un établissement scolaire de Toulouse, un attentat a coûté la vie à un professeur, ses deux fils et une petite fille.

Tout notre pays a ressenti une vive indignation, mais celle-ci a pris d'autant plus de résonnance à Puteaux que ce massacre a endeuillé l'une de nos familles. Ce professeur et ses deux fils étaient parents d'un commerçant de notre ville.

J'ai adressé, au nom du Conseil municipal et des Putéoliens, nos condoléances à Monsieur David ALLOUL ainsi qu'aux autorités religieuses et institutionnelles concernées en nous associant à la douleur des familles touchées par ce drame.

Je tiens également à saluer la solidarité et l'affection dont ont fait preuve les Putéoliens, qui ont multiplié les témoignages de sympathie en laissant des roses blanches accrochées à la devanture du magasin de M ALLOUL.

Il s'agit de condamner fermement et d'une même voix tous les extrémismes. Il ne faut pas confondre un désaxé avec la communauté musulmane de France qui n'aspire qu'à la Paix.

Je vous demande de bien vouloir observer une minute de silence en hommage à ces personnes dont la vie a été fauchée...

- **N°1 - Madame AMSELLEM est désignée comme Secrétaire de séance, à l'unanimité.**

- **N°2 – Appel nominal**

Présents – Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLET, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, M. BATISTA, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mme CANCELLONI, M. GREBERT, M. VAZIA, Mme HARDY

Ont donné mandat – M. GRAZIANI à Mme MADRID, M. CHAMBAULT à M. BATISTA, Mme PONS-HOLLANDE à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX à Mme LEBRETON, M. CHAURIAT à M. VAZIA

Est excusé – M. LELIEVRE

Sont absents – M. CHEVALIER, Mme JEANNE

Sont arrivés en cours de séance – Mme TROPENAT, M. CHAMBAULT, Mlle MOZZICONACCI

Sont sortis en cours de séance – M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, M. REIN, M. FRANCHI, Mme WAKIM

Madame le Maire rappelle que le quorum est atteint.

- **N° 3 - Le Conseil, par 33 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLET, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD,

M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, M. BATISTA, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. CHAMBAULT qui a donné mandat à M. BATISTA, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **2 voix contre** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT) et **3 abstentions** (M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **adopte le procès-verbal** de la séance du Conseil Municipal en date du 16 Février 2012.

Intervention de Mme CECCALDI - J'aimerais, avant d'entamer nos travaux, que les conseils municipaux qui se suivent ne se ressemblent pas pour qu'enfin un peu de sérénité et de sérieux de la part de l'opposition puisse régner en ce lieu.

Intervention de M. GREBERT - Nous souhaitons tous effectivement, Madame le Maire, que le Conseil Municipal, pas seulement ce soir, mais les prochains, soient correctement présidés et que les principes de la démocratie s'y appliquent et que notamment la parole de l'opposition soit libre.

Ce compte-rendu de la séance du 16 Février est un modèle qui je pense pourra être étudié dans les cours de sciences politiques. Vous citez certaines de vos interventions dans ce procès-verbal, certaines interventions des élus de l'opposition, mais étonnamment vous en oubliez d'autres ; c'est-à-dire vous sélectionnez ce qui est rapporté dans ce P.V. en fonction de je ne sais quels critères.

Ainsi mon expulsion manu militari du Conseil Municipal est résumé en 1 phrase : « après la sortie de M. Grébert, la délibération est votée ». Il me semble qu'il s'est passé un peu plus qu'une simple sortie de ma part. J'ai été soulevé par 6 policiers municipaux. On remarquera aussi l'absence d'un débat d'orientations budgétaires puisque celui-ci se résume à votre propre intervention, puisqu'il n'y a pas eu d'autre intervention que la vôtre. Ce n'est pas un compte-rendu comme on pourrait le souhaiter. Bien sûr vous l'avez dit, nous ne pouvons que voter contre. J'ajoute qu'une plainte devant le Tribunal Administratif pour dénoncer justement l'impossibilité de l'opposition de s'exprimer ici normalement est en voie d'être déposée.

Réponse de Mme CECCALDI - Il serait bon de ne pas limiter votre action à des coups d'éclat, à une médiatisation à outrance et surtout au dénigrement. J'aimerais effectivement qu'on s'occupe davantage et surtout des Putéoliens.

Intervention de M. VAZIA - Egalement nous tenions à vous rappeler qu'en cette enceinte chacun doit être libre des propos qu'il souhaite tenir. Si vous les jugez diffamatoires ou insultants, vous avez suffisamment de connaissances juridiques et de moyens financiers pour faire valoir vos droits devant les Tribunaux. Quant aux discussions houleuses, bruyantes, elles sont malheureusement coutumières de nos conseils, assemblées, ce n'est pas spécifique à Puteaux, l'Assemblée Nationale est coutumière également de ce genre de débats. C'est de votre autorité d'y mettre de l'ordre, du simple rappel au règlement à la suspension de séance, sont généralement suffisants pour faire revenir le calme dans cette assemblée. Par contre, l'usage de la force publique pour faire taire un opposant est une pratique que nous désapprouvons fermement, qui ne sert ni la démocratie, ni les Putéoliens. Aussi, si nous pouvions ne plus voir ici les forces de l'ordre interrompre nos débats sous le prétexte que les propos tenus vous déplaisent, c'est notre légitimité et notre travail collectif qui en seront reconnus.

Réponse de Mme CECCALDI - Si j'ai utilisé la force publique, la dernière fois, c'est qu'il n'était plus possible de travailler sereinement. Il fallait que le calme revienne. Malgré mes interventions et celles de M. LOTTEAU, rien n'y a fait. Il est dommage que vous ayez décidé de ne pas participer au DOB. Seule Mme HARDY, conseillère municipale responsable, est venue me voir afin que nous débattions sur le sujet, ce qui a été très constructif.

Intervention de M. VAZIA - C'est très bien effectivement que ce débat ait lieu. Tout l'intérêt de ce débat c'est de connaître les positions de chacun, mais faire connaître ses positions dans votre bureau n'a pas les mêmes vertus que de les faire connaître dans cette assemblée. C'est pour cette raison que nous ne pouvons pas nous satisfaire d'un D.O.B. qui a lieu dans votre bureau.

Réponse de Mme CECCALDI – Monsieur VAZIA, pourquoi être parti ? Pourquoi n’avoir pas débattu ? Vous avez fait un choix, ce n’était pas le bon. Le DOB a eu lieu en séance dans cette enceinte et non dans mon bureau.

Arrivée de Mme TROPENAT

▪ N° 4 - Il est donné communication au Conseil Municipal :

> des décisions que le Maire a été amené à prendre en application des articles L.2122-21 et L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Tarifs

. salon des loisirs créatifs

- exposant – créateur	70 €
- exposant – métier de bouche	90 €
- caution pour réservation emplacement	100 €

. accès aux bassins nautiques pour la « nuit de l’eau »

- tarif unique (31 mars 2012)	2 €
-------------------------------	-----

Exercice du droit de préemption

. 4-6 rue Agathe – à l’occasion de la vente du bien (lots 22 – 36) appartenant aux Consorts KHAMMANE, au prix de 39.000 €

. 118 avenue du Président Wilson – à l’occasion de la vente du bien en totalité, appartenant à Mme BENAYOUNE, au prix de 222.000 €

. 17-19 rue Collin – à l’occasion de la vente du bien (lot 150) appartenant en indivision à M. AFJGOUNE, M. BAGNANE et M. BOUHMAD, au prix de 50.000 €, non compris une commission d’agence due par l’acquéreur d’un montant de 8.000 €

Acceptation d’un don – par Madame LEMARCHAND : une veste de couture des années 1950/1960

Autorisation d’ouvertures exceptionnelles de commerces relevant de la « branche commerces et réparation automobiles » les dimanches 22 Janvier et 18 Mars 2012

Conventions de mise à disposition de biens communaux

. terrain 180 rue de la République – 65 m2 environ - à la Société LES MACONS PARISIENS, moyennant une redevance mensuelle de 715 €

. terrain 12 à 32 rue Mars et Roty et 9 rue Collin – à la Société BATEG, à titre gracieux

. locaux dans la Maison des associations – à l’association « Premières classes », à titre gracieux

Règlement d’honoraires à huissiers

. SCP BENZAKEN – FOURREAU – SEBBAN – 38 rue Salvador Allendé – la somme de 491,40 € TTC, à titre de frais et honoraires, pour avoir procédé à la signification d’un jugement fixant indemnités aux différents héritiers de l’indivision IDHAMMADI dans le cadre de l’expropriation – 176 rue de la République

Contrats de location meublée à la résidence des étudiants et jeunes apprentis pour les logements 12, 14, 41, 54, 75

> du compte-rendu des décisions prises par le Maire en application de l'article L.2122-22-4° du Code Général des Collectivités Territoriales

> des décomptes généraux

> des agréments de sous-traitants dans le cadre des marchés de

Construction d'un conservatoire municipal

Société VERRE et METAL pour les menuiseries métalliques, occultations

Société EXAPROBE pour l'électricité – courants forts et courants faibles

Société SERCLIM pour les travaux de plomberie, sanitaire/chauffage ventilation

Société ARMAT France pour la fourniture, pose, assemblage d'armature et pose de treillis soudés

Réhabilitation du terrain de football en gazon synthétique

Société CLOTURE ENVIRONNEMENT pour les travaux de clôture pare ballons – portails d'accès – réfection du barreaudage périphérique

Maintenance et entretien des installations électriques

Société STANOJEVIC pour l'hôtel de ville – circulation DGST 1^{er} étage et cabinet du Maire

Entreprise TEB pour des interventions ponctuelles de maintenance et d'entretien de janvier à mars 2012

Société LUNELEC pour des interventions ponctuelles de Janvier à fin mars 2012

Société AMC COM pour des interventions ponctuelles de Janvier à fin mars 2012

Société SAS ADEP pour l'alimentation d'un coffret de relaying – accueil du palais des congrès

Entretien et travaux des installations de plomberie – travaux climatisation

Société SANICLIM pour le déplacement d'un groupe de climatisation à l'école des Deux Coupes

Société SANITRA SERVICES pour une intervention de dégorgement des blocs WC au domaine de La Falaise (tennis – piscine)

Construction d'un parking souterrain à l'angle des rues Pressensé, Voltaire

Société SFI pour voile béton projeté et traitement des serres polluées

Société CAPOCCI pour la démolition et le terrassement

Société BADI pour des travaux de dressement et de ferrailage

Travaux de maçonnerie et ravalement

Société PLACE NET pour des travaux de démolition

Société OZBAT pour des travaux de carrelage dans les écoles Parmentier et République

Société DE SA FERNANDES pour des travaux de ravalement

Maintenance et entretien du Palais des sports

Société CCTE pour transpondeurs groupe froid

Maintenance et entretien des équipements de traitement d'eau dans les piscines municipales

Société AERGO pour gaine de rejet CTA

Construction d'un parc de stationnement et aménagement d'un square au 36 bis-46 rue Eichenberger

Société ARMATURES et CONSTRUCTIONS MODERNES pour les armatures HA/TS

Caserne des pompiers

Société BASE MULTITECH pour des travaux de maçonnerie

Société CMA pour des travaux de maçonnerie

Construction modulaire par éléments préfabriqués de vestiaires de football et de rugby

Société FRANKI FOUNDATIONS pour les fondations profondes

Maintenance multi techniques

Société CCTE pour le dépannage de la climatisation du local onduleur de la Médiathèque

Médiathèque

Société ATEIS pour la recherche du dysfonctionnement des portes « issues de secours » du rez-de-chaussée

Société ASSISCO pour la mission de coordination SSI pour la levée de réserves des rapports

- N° 5 - **Il est donné communication** au Conseil Municipal de la liste des marchés publics conclus en 2011 par la Ville.

DELIBERATIONS

Rapporteur – M. GAHNASSIA

- N° 6 – Suite à une consultation lancée en vue de confier l'exploitation du futur restaurant situé sur le parking du marché, M. MALVY, qui a présenté la meilleure offre, a été retenu. Le Conseil Municipal à l'unanimité, **adopte** le projet de convention d'occupation du domaine public régissant les conditions d'utilisation et d'exploitation du futur restaurant situé 23 rue Eichenberger par Monsieur MALVY, pour une durée de dix ans. **Fixe** à 8% du chiffre d'affaires annuel HT réalisé le montant de la redevance d'occupation du domaine public. **Autorise** le Maire à signer ladite convention.

Rapporteur M. BALLET

- N° 7 - Une convention a été signée avec le Syndicat Mixte Autolib' lors du Conseil Municipal du 16 Décembre 2011 portant sur la superposition d'affectation sur une partie du domaine public de voirie en surface de la Ville au profit du service public de location de véhicules électriques Autolib', en attente d'une seconde convention portant sur deux nouvelles stations en sous sol. Le Conseil Municipal à l'unanimité, **approuve** le projet de convention venant compléter le dispositif délibéré lors du Conseil Municipal du 16 Décembre 2011 pour la réalisation de deux stations autolib' dans les parkings souterrains de la Mairie et de la rue Pressensé. **Autorise** le Maire à signer ladite convention avec le Syndicat Mixte Autolib'.

Rapporteur – Mme GIRARD

- N° 8 – Le siège du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile de France a été transféré au 64 bis rue de Monceau à Paris 8°. Le Conseil Municipal à l'unanimité, **approuve** la délibération du Conseil Syndical du SIGEIF (Syndicat Intercommunal pour le gaz et l'électricité en Ile de France) portant sur le transfert du siège de ce syndicat.

Rapporteur – Mme PALAT

- N° 9 – Afin de poursuivre les actions menées en faveur de la redynamisation du commerce de proximité, le Conseil municipal par **37 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLET, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. VAZIA, Mme HARDY, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. CHAMBAULT qui a donné mandat à M. BATISTA, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON, M. CHAURIAT qui a donné mandat à M. VAZIA) **2 abstentions** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT) **approuve** le programme d'actions de relance du commerce de proximité, de l'artisanat et des services. **Autorise** le Maire à solliciter les aides financières du fond d'interventions pour les services de l'artisanat et du commerce (FISAC) dans le cadre de la seconde tranche. **Autorise** le Maire à signer tout acte afférent à cette affaire.

Rapporteur – M. LOTTEAU

- N° 10 – Des permanences régulières sont assurées à la Maison du droit afin de favoriser l'accès au droit des Putéoliens. Le Conseil Municipal à l'unanimité, **approuve deux conventions** à intervenir avec
 - l'Association Départementale d'Aide aux Victimes d'Infractions Pénales pour la mise en œuvre d'une permanence d'aide aux victimes à la Maison du droit
 - le Barreau des Hauts-de-Seine pour assurer des permanences régulières à la Maison du droit.

Rapporteur – M. LOTTEAU

- N° 11 – Dans le cadre de son contrat local de sécurité, la Ville organise du 31 Mai au 2 Juin 2012 des journées de sensibilisation à la sécurité routière en présentant différents ateliers pédagogiques. Le Conseil Municipal à l'unanimité, **autorise le Maire à signer les conventions avec la coordination sécurité routière de la Préfecture** pour le prêt d'un simulateur de conduite automobile et d'un simulateur de conduite pour deux roues motorisées.

Arrivée de M. CHAMBAULT

Rapporteur – M. DUEZ

- N° 12 – Le Conseil Municipal à l'unanimité, **autorise le Centre Hospitalier Intercommunal de Courbevoie – Neuilly – Puteaux à occuper les locaux du bâtiment A sis 1-3 rue du 8 Mai 1945** pour une année. Fixe à 24.000 € le montant de la redevance annuelle d'occupation. **Autorise le Maire à signer la convention de mise à disposition.**

Rapporteur – Mme CHAVRIER

- N° 13 - La Ville est propriétaire de locaux - 11 rue du Moulin – qui nécessitent leur démolition en raison de leur état de vétusté. Le Conseil Municipal, **par 35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLET, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mme HARDY, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **4 abstentions** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT, M. VAZIA, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **autorise le Maire à déposer et mettre en œuvre la demande de permis de démolir pour le 11 rue du Moulin.**

Intervention de M. VAZIA – Nous nous abstenons sur ces 4 questions. Ce n'est pas que nous sommes contre ces projets, mais c'est juste au regard des personnes qui habitaient dans ces résidences et qui ont été expropriées, que nous avons défendues pour essayer de faire valoir leurs droits et nous reviendrons sur la question n°13 sur le cas de Mme SEKI qui contrairement aux notifications que Mme MONIER lui a fait parvenir, n'a à ce jour toujours pas reçu son indemnité d'expropriation. Il serait quand même convenable qu'on lui verse cette indemnité d'expropriation avant de voter en Conseil Municipal la démolition de son bien. J'aurais aimé que ce soit antérieur à ce vote.

Réponse de Mme CECCALDI – Revenons sur le cas de Mme SEKI. Cette personne avait demandé un relogement et nous lui avons proposé un F2 à Bellini, que nous avons totalement refait. Après réflexion, Mme SEKI n'a pas souhaité signer le bail, elle a refusé notre offre. Quant à l'indemnité de dépossession, elle la recevra prochainement, cela est suivi.

Intervention de M. VAZIA – Je ne doute pas un seul instant que la Mairie va spolier cette dame sur l'indemnité à laquelle elle a droit, c'est seulement la chronologie des événements qu'il serait agréable de respecter. Avant de voter une démolition, qu'on lui verse son indemnité, ce serait plus correct.

Réponse de Mme CECCALDI – La somme est consignée en l'étude de notre notaire. Mme SEKI va être payée.

Rapporteur – Mme CHAVRIER

- **N° 14** – La Ville est propriétaire de locaux 28-30 rue Lucien Voilin. Ceux-ci sont vétustes et nécessitent une démolition. Le Conseil Municipal par **35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLEZ, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mme HARDY, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **4 abstentions** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT, M. VAZIA, M. CHAURIAT qui a donné mandat à M. VAZIA) **autorise le Maire à déposer et mettre en œuvre la demande de permis de démolir pour le 28-30 rue Lucien Voilin.**

Intervention de M. GREBERT – J'aimerais avoir vos explications sur le déroulé de cette opération puisque, on sait que le 28-30 rue Lucien Voilin – était occupé par l'association philosophique et culturelle, pour un montant de 12.000 € annuel, d'une villa avec jardin, transformé en parking, ce qui fait 1.000 € par mois, pas cher pour un bâtiment de 2 étages avec parking. Cette association sous louait semble-t-il ou prêtait à la Grande Loge Maçonnique. Vous justifiez sa démolition en expliquant que le bâtiment est vétuste. Nous avons discuté avec des personnes qui se sont rendues à l'intérieur, ils n'ont pas remarqué la vétusté. Ils ont souligné, au contraire, que la Ville entretenait très bien depuis les années 80 l'intérieur de ce pavillon et y dépensait régulièrement de l'argent pour un chanceux locataire qui payait 1.000 € par mois. Il se trouve que cette Grande Loge Maçonnique est sortie, vous nous expliquerez les conditions, comment ça s'est fini. Et puis je remarque une chose, c'est que chaque fois qu'il y a un problème avec un locataire ou un promoteur immobilier ou une association de quartier, dès qu'il y a un problème sur une parcelle, on y crée une crèche, c'est très pratique, parce que la crèche, c'est inattaquable, si on dit qu'on est contre ce projet de crèche, on est tout de suite attaqué. On a eu à deux ou trois reprises, sur Puteaux, une création de crèche à des endroits où justement, comme par hasard, et je pense à l'église évangélique, il y avait un problème ou polémique autour du terrain. Ma question est : comment s'est terminé ce dossier. Il ont été sortis, un accord a été trouvé ?

Réponse de Mme CECCALDI – Puisque vous mentionnez l'église évangélique, permettez-moi de vous informer que la Ville a gagné son procès en 1^{re} instance. La crèche des oursons a vu le jour et fonctionne fort bien. En ce qui concerne le 28-30 rue Voilin, vous vous êtes élevé pendant un temps sur le fait que cet endroit était occupé par des Maçons. Aujourd'hui vous défendez l'occupant. Ce n'est pas très logique. Il suffit que l'on dise blanc pour que vous disiez noir et inversement. La Ville est propriétaire de cet endroit. Congé a été donné au locataire. Nous récupérerons notre bien dans quelques mois et créerons en cet endroit une crèche de centre-ville.

Rapporteur – Mme CHAVRIER

- **N° 15** – La Ville est propriétaire de locaux 176 rue de la République, dont la vétusté nécessite une démolition. Le Conseil Municipal par **35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLEZ, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mme HARDY, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **4 abstentions** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT, M. VAZIA, M. CHAURIAT qui a donné mandat à M. VAZIA) **autorise le Maire à déposer et mettre en œuvre la demande de permis de démolir pour le 176 rue de la République.**

Rapporteur Mme CHAVRIER

- **N° 16** – La Ville est propriétaire de locaux 178 rue de la République dont la vétusté nécessite une démolition. Le Conseil Municipal par **35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLET, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mme HARDY, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **4 abstentions** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT, M. VAZIA, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **autorise le Maire à déposer et mettre en œuvre la demande de permis de démolir pour le 178 rue de la République.**

Rapporteur – Mme CHAVRIER

- **N° 17** – La Ville est propriétaire de biens immobiliers appartenant à l'E.P.A.D.E.S.A dans le périmètre de la future ZAC Charcot. Le Conseil Municipal à l'unanimité, **autorise le Maire à signer les demandes de transfert des permis de démolir suivants délivrés à l'E.P.A.D.E.S.A:**

- 7 rue Charcot
- 10 rue Charcot
- 8q rue des Rosiers/19 rue Charcot
- 25 rue des Fontaines
- 8 rue des Rosiers
- 3 rue Charcot

Rapporteur – M. BALLET

- **N° 18** – Deux véhicules municipaux accidentés ont été reconnus économiquement irréparables par l'expertise. Le Conseil Municipal à l'unanimité, **décide la mise en réforme de ces deux véhicules municipaux :**

- Citroën Berlingo immatriculé 586 DHR 92
- Citroën Berlingo immatriculé 973 EQL 92

Rapporteur Mme ABKARI

- **N° 19** – Dans le cadre de la future ZAC Charcot, le Conseil Municipal par **34 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLET, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **5 abstentions** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT, M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **approuve l'acquisition amiable** par la Ville d'un bien en totalité, libéré de toute occupation, sis **14 rue des Rosiers**, appartenant à Monsieur et Madame COSTA, au prix de 730.000 €. **Autorise le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette acquisition.**

Arrivée de Mlle MOZZICONACCI

Rapporteur Mme ABKARI

- **N° 20** - La Ville a exercé son droit de préemption sur un appartement situé dans la future ZAC Charcot au prix estimé par les Domaines. Le vendeur a souhaité modifier la ventilation financière du prix de vente et de la commission d'agence à la charge de l'acquéreur. Le Conseil Municipal, par **35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLET, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme

LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **5 abstentions** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT, M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **approuve l'acquisition d'un bien, libéré de toute occupation, sis 118 avenue du Président Wilson (lots 3, 14), appartenant à Mme BENAYOUNE, au prix de 226.500 €. auquel s'ajoute 10.000 € de commission d'agence Autorise le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette acquisition.**

Rapporteur Mme ABKARI

▪ **N° 21 - Le Conseil Municipal par 35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **5 abstentions** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT, M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **approuve l'acquisition amiable d'un bien, en totalité, libre de toute occupation ou location, sis 15 rue Anatole France, appartenant à Mme VANDEN-BLECKEN, veuve ORLIANGE, au prix de 767.000€ plus une commission d'agence de 38.000 €. Autorise le Maire à signer tout acte afférent à cette affaire.**

Intervention de M. VAZIA – Nous avons là encore un cas de droit de préemption exercé qui se transforme en acquisition amiable et c'est votre texte que je vais souligner pour montrer à quel point il y a un certain embarras à passer d'un acte à l'autre, c'est dans votre résolution. Alors je l'ai relue quarante fois pour essayer de comprendre s'il ne manquait pas un point, une virgule ou un verbe. Toutefois, les motivations de cet arrêté, à savoir qu'un équipement public envisagé sur le site de l'ancienne gendarmerie est susceptible de ne pas se réaliser.

Réponse de Mme CECCALDI – Effectivement, l'équipement envisagé au départ en cet endroit, qui était le commissariat, ne se réalisera pas. L'Etat n'ayant pas inscrit les moyens nécessaires à cet aménagement. C'est la Maison du droit et le Rendez-vous des parents qui seront transférés dans l'ancienne Gendarmerie.

Rapporteur – Mme ABKARI

▪ **N° 22 – Dans le cadre de la future ZAC Charcot, le Conseil Municipal par 36 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mme HARDY, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **4 abstentions** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT, M. VAZIA, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **approuve l'acquisition amiable d'un fonds de commerce « Garage des Bergères » sis 138 avenue du Président Wilson, appartenant à Mme HENRIQUES, au prix de 123.500 €. Autorise le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette acquisition.**

Intervention de M. VAZIA – Sur cette acquisition, juste un regret quand même, c'est que la personne que nous allons reprendre dans nos effectifs avait manifesté l'ambition, légitime a priori, puisque vous le soulignez, c'est un bon mécanicien, de reprendre son activité à son compte, qui avait le financement pour, qui avait fait tout pour acheter son fonds de commerce, c'est dommage que nous ne soyons pas plutôt à promouvoir l'entrepreneuriat et à essayer de lui faire reprendre son activité d'une façon indépendante plutôt que de l'embaucher à la Mairie, qui sans doute, est pour lui une déception.

Réponse de Mme CECCALDI – Ce Monsieur a été reçu à la DRH, il ne nous a jamais parlé de son idée de reprendre cette activité à son compte. Nous avons signé un contrat avec lui.

Sortie de Mme WAKIM

Rapporteur – Mme ABKARI

▪ **N° 23 - Le Conseil Municipal par 35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLEZ, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mme HARDY, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **4 abstentions** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT, M. VAZIA, M. CHAURIAT qui a donné mandat à M. VAZIA) **décide l'acquisition amiable de quinze boxes, libres de toute occupation ou location, sis 57 rue Pasteur, appartenant à la Sarl FIP, au prix de 264.045 €. Autorise le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette acquisition.**

Intervention de M. GREBERT – Une remarque sur cette question. Le bas de Puteaux manque cruellement de stationnement. C'est d'ailleurs l'une des questions orales que je poserai. Ce que je remarque ici c'est que, en réalité, ça va faire 15 places de stationnement en moins puisque vous créez un passage qui supprime du stationnement. Vous achetez du stationnement qui existe déjà pour compenser. Donc, je crois, pour les quelques années qui viennent, que la priorité à Puteaux doit être vraiment la sauvegarde des stationnements qui existent et la création rapide de nouveaux stationnements. Il est impossible de se garer actuellement dans le bas de Puteaux autour de la Vieille église. Il y a un manque cruel de stationnement.

Réponse de Mme CECCALDI – Vous le verrez dans le Budget, après avoir ouvert le parking du marché, nous allons réaliser de nombreux autres parkings rue Victor Hugo et rue Auguste Blanche par exemple. Il est vrai qu'à Puteaux, plus particulièrement dans le vieux Puteaux, les rues sont plutôt des venelles étroites. Dans le cas présent on parle de 15 boxes utilisés non comme parkings mais comme réserves par les occupants. Ces 15 boxes seront remplacés par 15 autres. Nous allons créer un passage tel le passage des Camélias ou le passage des Roses.

Intervention de M. VAZIA – Je ne reviens pas sur les remarques sur le nombre des parkings global, évidemment, on est bien d'accord que ça ne changera pas le nombre de places. La deuxième remarque c'est que si le permis de construire qui a été attribué au 57 rue Pasteur, c'est sans doute que la surface habitable créée nécessitait ce nombre de parkings, du coup cette construction là est en déficit de parkings par rapport à sa surface habitable. Autre remarque, pourquoi créer un passage ici. Il y a déjà la rue des tilleuls qui permet de communiquer, même si elle est privée. Ce passage là, vous allez le faire entre la rue des Bas Rogers et la rue Pasteur, ne sera pas en ligne droite, c'est techniquement impossible à moins de raser l'immeuble qui me paraît bien impressionnant pour le raser, donc ça sera un passage en S et il y a fort à parier que vous mettrez des grilles et qu'il sera fermé comme de nombreux sites sur Puteaux, que les Putéoliens donc, de toute manière, ne pourront pas utiliser. Par ailleurs, je voudrais savoir si ce passage sera accessible aux véhicules.

Réponse de Mme CECCALDI – Il n'y a pas de déficit de places, tout cela a été réfléchi en amont. Au nombre de places nécessaires et réglementaires aux locataires ou propriétaires s'est ajouté les 15 places dont vous parlez. En ce qui concerne le passage, c'est un passage piétons. Ce passage, tout comme celui des Roses et des Camélias (vous les avez peut-être empruntés) sera un endroit de promenade, on y plantera aussi quelques jeux d'enfants, il sera fermé pendant les soirées afin d'assurer la sécurité et le calme des riverains.

Intervention de M. VAZIA – Juste ma remarque, sur l'accessibilité pompiers, c'est bien, mais par cette voie, permet l'obtention de permis de construire, qui ne peut s'obtenir dans le cas contraire. C'est simplement sur ce point de vigilance que je voulais attirer.

Réponse de Mme CECCALDI – M. VAZIA, est-ce que vous pensez vraiment que l'on puisse accorder un permis sans que l'on ait obtenu l'avis des pompiers? Cela n'est pas sérieux.

Intervention de M. VAZIA – Je sais que ça n'existe pas, mais il y a en bordure de cette voie, des biens immobiliers, des constructions qui ont été faites sans permis de construire. Je pense notamment à Tir Groupé. Vous le savez pertinemment. Cette personne paie chaque année une redevance qu'on vote en conseil municipal, une astreinte. Il a été condamné au Tribunal. Personne ici ne peut ignorer ce dossier. Donc la création de ce passage permettrait à cette personne d'obtenir à posteriori un permis pour un bien qu'il n'avait pas le droit de construire.

Réponse de Mme CECCALDI – Nous allons regarder cela puisque vous m'alertez.

Retour de Mme WAKIM

Rapporteur – M. FRANCHI

▪ **N° 24** – Afin d'enrichir les collections municipales, le Conseil Municipal par **38 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. VAZIA, Mme HARDY, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON, M. CHAURIAT qui a donné mandat à M. VAZIA) **2 abstentions** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT) **décide l'acquisition d'une affiche** intitulée « Populaires De Dion Bouton » au prix de 3.090 €. **Autorise** le Maire à procéder à cette acquisition.

Intervention de M. GREBERT – A chaque Conseil Municipal, nous avons des acquisitions d'œuvres d'art. Cette fois ci, des affiches à 3.000 €. Il faut qu'une ville ait des acquisitions d'œuvres d'art, ça ne nous choque pas, mais comme d'habitude, nous nous abstenons sur cet achat, tout simplement parce que depuis le début, nous réclamons la création d'une commission d'attribution.

Réponse de Mme CECCALDI – Elle existe tout comme celle de l'attribution des places de crèches.

Intervention de M. GREBERT – Je pose toujours la même question et vous me donnez toujours la même réponse. Nous aimerions que ces commissions, si elles existent, voir le compte rendu de leur travail. Nous voudrions avoir la composition. Vous ne voulez pas nous donner la composition de la commission qui est chargée de choisir les œuvres.

Réponse de Mme CECCALDI – Je vous la donnerai au prochain Conseil Municipal car je n'ai pas tous les noms en tête.

Rapporteur – M. FRANCHI

▪ **N° 25** – L'association Société d'Art musical « Les Saisons » développe un partenariat en vue de créer un ensemble vocal associé au Conservatoire Municipal. Le Conseil Municipal à **l'unanimité, attribue une subvention** de 10.800 € à l'association la société d'art musical Les Saisons. **Approuve** l'avenant à la convention d'objectifs conclue avec cette association.

Rapporteur – M. LOTTEAU

▪ **N° 26** – Dans le cadre d'un bail emphytéotique de 99 ans, la Ville dispose, gracieusement, d'un local d'environ 250 m2 situé au 25^{ème} étage de la Grande Arche. L'EPADESA sollicite la mise à disposition de ces locaux à destination d'un hall d'exposition. Le Conseil Municipal à **l'unanimité, autorise l'E.P.A.D.E.S.A. à occuper les locaux au 25^{ème} étage de la Grande Arche**, pour une période d'un an, sous réserve du respect des conditions de sécurité propres aux immeubles de

grande hauteur. Fixe à 40.000 € le montant de la redevance d'occupation annuelle. **Autorise** l'E.P.A.D.E.S.A. à réaliser à ses frais tous travaux d'entretien, de rénovation des locaux pendant toute la durée de l'occupation.

Intervention de M. GREBERT - C'est un bon terme que « valoriser » les propriétés de la ville. Je pense que beaucoup de Putéoliens ne savent pas que depuis 1989, inauguration de la Grande Arche, la Ville y possède des locaux. Nous avons là 250 m2, que faisons nous de ces locaux.

Réponse de Mme CECCALDI – On les utilisait notamment pour les remises des Prix notamment ceux de la SHALP. Cet endroit était réservé à des manifestations.

L'EPADESA nous a demandé s'il pouvait avoir là un hall d'exposition, leur siège étant transféré à Nanterre. Nous y sommes favorable.

Départ de M. BERNASCONI

Rapporteur – M. FRANCHI

- N° 27 – Des démonstrations et bals de milongas organisés durant l'été 2011 ayant remporté un grand succès, la ville souhaite réitérer ces manifestations. Le Conseil à l'**unanimité**, fixe à 10 € par personne et par séance le **tarif des cours de tango**

Rapporteur – Mme AMSELLEM

- N° 28 – Afin de permettre aux agents bénéficiant du droit d'accès au restaurant municipal « le 67 » d'inviter un proche ou autre, le Conseil Municipal à l'**unanimité**, fixe à 6,00 € les **droits d'accès des invités au restaurant municipal** le « 67 ». Le renouvellement du porte-monnaie électronique en cas de perte ou de casse est fixé à 4,00 €

Rapporteur – Mme PALAT

- N° 29 – Le Conseil Municipal à l'**unanimité**, fixe les tarifs :

- des **droits de place sur les marchés forains**

. commerçants abonnés

- mètre linéaire d'étalage	2,25 €
- mètre d'angle	3,35 €
- table de service	1,35 €

. commerçants non abonnés

	<u>Samedi/dimanche</u>	<u>Mercredi/jeudi</u>
- mètre linéaire d'étalage	2,85 €	2,00 €
- mètre d'angle	4,25 €	3,00 €
- table de service	1,65 €	1,65 €

. démonstrateurs

- mètre linéaire d'étalage	3,00 €
- mètre d'angle	3,90 €

- **d'abonnement forfaitaire de stationnement** des véhicules des commerçants du marché Chantecoq

- par trimestre 35,00 €

Intervention de M. GREBERT – Par rapport au marché, vous avez sans doute eu une remontée de remarques, de réactions de personnes qui sont étonnées du passage de voirie – rue Eichenberger – ouvert le jeudi et dimanche, pour pouvoir accéder au parking souterrain. Les gens sont surpris, gênés par le passage, la rue était coupée jusqu'à présent. Je pense qu'il serait nécessaire de faire un affichage, une information, pour expliquer ce changement de circulation. J'ai vu, par exemple, des parents laisser leurs enfants courir puisque habituellement,

la circulation était coupée, et là, se retrouver avec une circulation automobiles. C'est une remarque que je vous fais car j'ai des remontées là-dessus.

Réponse de Mme CECCALDI - M. BALLET, adjoint délégué à la Voirie, est allé in situ voir comment se déroule la circulation notamment les jours de marchés. Il a fait en sorte que les piétons soient totalement sécurisés dans un couloir constitué de barrières et que les automobilistes roulent d'une façon modérée.

Intervention de M. BALLET – Nous nous sommes posé évidemment des questions puisqu'il fallait bien que ce parking soit accessible, notamment les jours de marché, sinon il n'avait plus son utilité. Donc nous avons mis en place des barrières pour séparer la voie de circulation des emplacements des commerçants. Nous avons fait en sorte que ces barrières ne soient pas continues, de façon à ce que les piétons puissent passer d'un trottoir à l'autre, mais qu'ils puissent voir l'endroit qu'il ne fallait pas dépasser. Je crois que petit à petit, on arrive à un compromis qui est relativement satisfaisant. Maintenant si les parents laissent vagabonder les enfants sur la route, c'est à leurs risques et périls. Ceci étant, les véhicules sont amenés à rouler doucement, compte tenu des personnes qui traversent, évidemment.

Intervention de M. VAZIA – Pour confirmer effectivement, je trouve que ce n'est pas un très bon message que d'envoyer aux Puteoliens l'idée de prendre la voiture pour aller au marché. Je pense que Puteaux est une petite ville qui dispose de deux marchés sur le haut et sur le bas. Je pense qu'il est préférable d'encourager les gens à venir à pied. Maintenant il y a un parking, c'est un peu compliqué. Je pense qu'on pourrait trouver l'alternative en disant que ceux qui sont déjà garés puissent le faire, c'est déjà le cas pour tous les riverains, mais par contre, que les gens ne puissent pas y aller pendant les heures de marché

Rapporteur – M. FRANCHI

- N° 30 – La Ville a participé à la 26^{ème} édition de la manifestation « Nager à contre cancer » en reversant la totalité des recettes liées aux entrées de la piscine du Palais des sports de l'île de Puteaux le 18 Mars 2012. Le Conseil Municipal à l'unanimité, attribue une subvention de 3.272,50 € à l'association Comité des Hauts-de-Seine de la Ligue nationale contre le cancer.

Rapporteur – M. FRANCHI

- N° 31 – Dans le cadre de la manifestation « la nuit de l'eau », la ville a souhaité participer au mouvement national de solidarité en reversant les droits d'entrée à la piscine du Palais des sports du 31 mars 2012 à l'UNICEF. Le Conseil Municipal à l'unanimité, attribue une subvention de 544 € à l'Association UNICEF France.

Rapporteur – M. FRANCHI

- N° 32 – L'association des Parents d'élèves de l'Enseignement Public de Puteaux, fortement impliquée dans les établissements scolaires de la Ville sollicite une subvention. Le Conseil Municipal par **38 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DIEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLET, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mme CANCELLONI, M. GREBERT, Mme HARDY, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **2 abstentions** (M. VAZIA, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **attribue une subvention de 11.500 € à l'association des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Puteaux. Autorise** le Maire à signer une convention d'objectifs avec cette association.

Rapporteur – Mme AMSELLEM

- N° 33 – L'association ESPACES agit en faveur de l'insertion professionnelle via des activités d'entretien d'espaces verts. Elle sollicite une subvention afin de mener un projet d'entretien des berges de la Seine (du Pont de Puteaux vers Suresnes). Le Conseil Municipal à l'unanimité, **attribue une subvention de 10.000 € à l'association ESPACES. Autorise** le Maire à signer une convention d'objectifs avec cette association.

Rapporteur – M. BALLET

- **N° 34** – La Ville souhaite développer sur l'année 2012 son réseau de zones 30, bandes et pistes cyclables, ralentisseurs, notamment aux abords des établissements scolaires en prévision des risques d'accidents de la circulation. Le Conseil Municipal par **35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLET, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **5 abstentions** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT, M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **autorise le Maire à engager les démarches auprès du Conseil Régional d'Ile de France et de tout autre organisme pour solliciter les subventions d'investissement pour les opérations de sécurisation des voies communales.**

Intervention de M. VAZIA – Je m'étonne qu'on demande encore des subventions. On en discutera sur le vote du Compte Administratif mais nous disposons déjà d'une telle manne financière. Nous sommes préoccupés par dépenser. Je trouve ça curieux que notre commune, qui semble attirer l'argent, demande encore des subventions au Conseil Général et au Conseil Régional, pour réaliser des voiries. Nous avons dépensé je crois plus de 18 millions sur ce sujet. Je crois que peu de communes font un tel effort là-dessus.

Intervention de M. GREBERT – Je double la remarque. On va s'abstenir, non pas parce qu'on est contre la sécurisation des voiries, mais nous considérons que Puteaux est une ville des plus riches de France, que nous avons tellement d'argent que nous n'arrivons pas à dépenser et que nous avons un Compte Administratif extrêmement parlant sur ce sujet. Je pense aux municipalités d'Ile de France qui n'ont pas la chance d'avoir sur leur territoire des entreprises et des revenus fiscaux extraordinaires et qui auront besoin, elles, de subventions. Les subventions se répartissent selon des critères également, selon les demandes. Il y a sans doute des communes plus prioritaires que nous. On peut être solidaires.

Réponse de Mme CECCALDI – Nous sommes très solidaires. Chaque année nous donnons une somme fort importante de l'ordre de 18 millions aux villes dites « pauvres ». Nous sommes le deuxième contributeur après Paris mais cela n'a rien à voir avec les subventions auxquelles toute commune a droit si elle répond aux critères établis. Si je ne les demandais pas vous me le reprochiez.

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N° 35** – Le Conseil Général des Hauts-de-Seine ou tout autre organismes sont susceptibles d'accorder une subvention exceptionnelle pour l'organisation de l'évènement culturel « festival BD ». Le Conseil Municipal par **35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLET, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **5 abstentions** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT, M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **autorise le Maire à solliciter du Conseil Général des Hauts-de-Seine ou tout autre organisme l'obtention d'une subvention pour l'organisation du prochain festival de la BD.**

Intervention de Mme CANCELLONI – Combien coûte le festival. Quel est le montant de la subvention.

Réponse de Mme CECCALDI – Le festival coûte 100.000 € et ce pour 7.000 visiteurs. La subvention est de 30.000 €.

Intervention de M. GREBERT – Abstention. Même chose. Pourquoi demander l'aide d'une autre collectivité alors que nous avons les moyens de développer nous-mêmes nos activités. Nous dépensons 100.000 €. Sur le site Internet de l'organisateur, j'ai trouvé un commentaire assez intéressant qui date de début Septembre qui dit qu'il faut remettre le dossier répondant aux attentes de la Ville de Puteaux, c'est-à-dire plus grand, plus ambitieux, avec des nouveautés par rapport à 2011. Donc ils ont bien compris comment ça fonctionnait à Puteaux. Il faut toujours plus plus plus, avec une facture plus plus plus. Je ne considère pas que la gestion de l'argent public ce soit toujours plus plus, plus grand, plus ambitieux. Les fournisseurs de Puteaux ont parfaitement compris quelle était la politique de la Ville.

Réponse de Mme CECCALDI – Ce festival BD provoque un véritable engouement. Il est désormais reconnu au même titre que celui d'Angoulême. On accourt de toutes parts pour assister à notre festival. Vous Monsieur GREBERT vous êtes contre l'art, contre les voyages pour les jeunes, contre les festivals et j'en passe. Est-ce que quelque chose vous agrée ?

Rapporteur – Mme AMSELLEM

- N° 36 - Le Conseil Municipal à l'unanimité, instaure l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections en faveur des agents titulaires, stagiaires et non titulaires qui, en raison de leur grade ou de leur indice, sont exclus du bénéfice des indemnités horaires pour travaux supplémentaires. Fixe le crédit global de cette indemnité forfaitaire complémentaire pour chaque tour d'élection. Autorise le Maire à procéder aux attributions individuelles en fonction du travail effectué à l'occasion de chaque tour des élections présidentielles et législatives.

Rapporteur – M. CAVAYE

- N° 37 - Le Conseil Municipal à l'unanimité, autorise le Maire à adhérer aux organismes suivants et à régler le montant des cotisations correspondantes.

- l'Institut de Formation d'Animateurs de Collectivités des Hauts-de-Seine (IFAC)	3.730,69 €
- l'association les Eco Maires	3.985,02 €
- l'association de coopération des bibliothèques et médiathèques des Hauts-de-Seine (BIBSUD)	80,00 €
- l'association CUTO	160,00 €

FINANCES

Intervention de Mme CECCALDI - La ville dispose de 2 budgets – le budget annexe du restaurant administratif et le budget principal – puisque le budget assainissement dépend désormais de l'agglomération Seine Défense, et ces budgets obéissent à l'instruction budgétaire et comptable M14.

Le vote du Compte Administratif en même temps que les votes des B.P. permet de reprendre l'excédent de l'exercice précédent rendant inutile le vote d'un budget supplémentaire.

Il s'agit du vote du C.A. 2011 du Budget Principal. Il fait apparaître 3 résultats :

- le résultat brut qui correspond aux dépenses réalisées en dépenses et en recettes qui s'élève à 21.885.645,39 €.
- le résultat reporté qui correspond au solde des opérations d'investissement qui restent à réaliser en dépenses et en recettes, s'élève à 6.956.439,23€.
- le résultat net, conséquence des deux résultats précédents qui s'élève à 14.929.206,16 €.

La comptabilité tenue par l'ordonnateur est en parfaite concordance avec le compte de gestion du budget principal établi pour l'exercice 2011 et je vous propose d'adopter ce compte administratif.

Intervention de Mme CANCELLONI – Les conditions dans lesquelles s'est déroulé le dernier conseil municipal n'a pas permis la tenue d'un D.O.B. dans les conditions d'échange, de respect et de sérénité. C'est un précédent grave et assez unique dans son genre. Alors aujourd'hui, quelle serait la signification d'un vote du Budget de la Ville : pour, contre ou abstention, quand le socle préalable du débat n'a pas pu se dérouler dans des conditions normales. Pour ma part, je ne peux pas me résigner à voter un budget dont les orientations n'ont pas été débattues. Vous appelez à la responsabilité tout à l'heure, ce serait un contresens irresponsable, pour ma part, je ne prendrai pas part au vote du budget de ce conseil.

Réponse de Mme CECCALDI – Je note votre non participation au vote. Le DOB a été débattu hors votre présence Madame puisque vous avez quitté la salle.

Intervention de M. VAZIA – Quand on regarde ce C.A. 2011, je me dis que vos services financiers, vos équipes, doivent souffrir. J'ai envie de dire « pauvre service financier », le terme de « pauvre » étant un tic verbal hérité de ma maman, née en Algérie, pauvre parce que pour gérer l'abondance, les démesures de nos finances, avec cette opposition socialiste qui va nous reprocher forcément l'insincérité de notre budget, si vous ne parveniez pas à la réaliser, j'image les acrobaties. Cette année, nous devons le noter, vous avez une réalisation de près de 88%, ce qui est effectivement un bon niveau, qu'on n'avait pas encore atteint et j'ose espérer que nos remarques régulières et annuelles sur l'insincérité de votre budget a fait progresser l'ensemble. Mais que de mannes financières qui nous tombent. On a encore eu cette année 57 millions d'euros de cessions d'actifs sur les obligations qui sont arrivées à terme, dont on n'avait pas besoin, qu'est-ce qu'il faut faire de cet argent ? Alors nous sommes contraints, nous sommes les seuls en France, de se retourner sans doute vers les services soit Préfectoraux soit de Bercy pour nous autoriser à réinvestir 42 millions de cet argent, dans des obligations et à thésauriser, parce qu'on ne devrait pas avoir le droit, mais effectivement, il y a tellement d'argent qui arrive, on est obligé de le placer malgré tout. On a également des cessions, du stade des Bouvets, valeur comptable 1 million, 11 millions, ça nous fait encore des millions de plus dans les caisses. On se dit « mais c'est pas possible » comment allons nous faire pour dépenser tout cet argent. Je pense également à la P.L.D. alors là, j'ai une question qui avait été non résolue, en tout cas non répondue, lors du P.L.U. du précédent conseil, le P.L.D. nous rapporte cette année 500KE en 2011 et vous budgétiez dans le Budget 2012 3,3 millions. Alors je me demande par quel miracle nous arrivons à percevoir cette taxe - Plafond de Dépassement de Densité – quand on dépasse le C.O.S., on construit un bâtiment, on est taxé pour une densité excessive, or on l'a voté lors du P.L.U., non n'a plus de C.O.S. Là la question se retourne vers Mme PIONNIER, comment peut-on percevoir une P.L.D., c'est-à-dire une sur densification quand on n'a pas de C.O.S. et néanmoins, encore 3,3 millions qui vont nous tomber, inespéré, dans notre escarcelle, vraiment un C.A. réalisé à 88%, je crois qu'on doit être de l'ordre de 70 millions d'investissement en 2011, les chiffres font peur. Je pense que les 36.999 maires des autres communes qui nous écouteront ou visionneront ce conseil ce soir, imagineront un GAG, c'est pas possible, ils se moquent de nous à Paris. C'est pas possible d'avoir autant d'argent à dépenser. Dernière remarque, je n'ai pas bien noté, c'est sur la T.O.M. Je suis toujours un peu surpris du différentiel entre la somme des charges et celle des produits. On est sur 2 millions de charges, sur 5 millions de produits, alors j'ai cru comprendre qu'il y avait une partie qui n'était pas payée par la Mairie, la partie traitement des déchets. J'aimerais bien que vous me confirmiez également que le différentiel passe là, sachant que du coup, la CASD, qui récupère ce budget dans lequel nous n'avons aucun élu de l'opposition, si je ne m'abuse, qui du coup est prélevé aux Putéoliens, mais dépensé par des gens dont ne peut pas savoir ce qu'ils en font.

Réponse de Mme CECCALDI – M. VAZIA, le Préfet nous contrôle, nos comptes sont sincères. L'argent que nous avons, à quoi va-t-il servir ? D'abord à la ZAC des Bergères, il nous reste encore de nombreuses acquisitions à réaliser. Lorsque nous faisons des travaux, on favorise l'emploi, on fait vivre les entreprises. On est d'autre part très solidaire, on subventionne le CCAS ainsi que l'OPHLM. Nous avons 30% de logements sociaux, nous allons travailler dans les années qui viennent à un autre projet, celui de réaliser des logements intermédiaires. Pour cela, il faut de l'argent. Il faut dépenser avec prudence, ne sachant pas ce que demain sera fait. Toujours plus d'investissements, toujours plus de choses offertes aux Putéoliens et des tarifs qui sont toujours très bas.

Intervention de M. VAZIA – Reconnaissez que notre ville attire l'argent – 57 millions de placements qui nous arrivent cette année – 36 millions qui vont nous arriver encore en 2012. L'état fait une réforme du fond de solidarité en Ile de France, il rajoute une taxe complémentaire, et la conclusion c'est que la somme de ces deux taxes nous rapporte encore 4,5 millions dont nous aurions bien dû nous passer.

Réponse de Mme CECCALDI – Vous oubliez la clause de revoyure. Quand l'Etat a mis en place le fonds de solidarité, il y avait une clause prévue afin d'éviter qu'il y ait des villes qui gagnent trop nous serons prochainement taxés, c'est une question de temps. Ça va venir, c'est pour cela qu'il faut être prudent et vigilant.

Intervention de M. VAZIA – Je crois savoir qu'il n'y a que 2 communes qui sont concernées par le bénéfice de cette modification, c'est Puteaux et Courbevoie et je doute que ce soit rectifié.

Réponse de Mme CECCALDI – Il y a une clause qui existe, elle sera appliquée. De nombreuses communes sont concernées, Gennevilliers qui a un budget équivalent au nôtre, mais aussi Nanterre et d'autres villes de notre département.

Je voudrais pour ma part remercier M. Grandjean et son équipe pour le formidable travail réalisé.

Intervention de M. VAZIA – Et la manne miraculeuse du PLD, alors qu'on n'a pas de C.O.S. ?

Réponse de Mme CECCALDI – Le PLD n'existera plus en 2014.

En ce qui concerne le plafond local de densité (PLD), je souhaite rappeler qu'au-dessus du ce plafond, le droit de construire devrait être acheté à la collectivité, au titre du versement pour dépassement du plafond légal de densité (VDPLD). Ainsi, un plafond légal de densité de 1 signifie que sur 1 000 m² de terrain, on ne peut construire que 1 000 m² de surface hors œuvre nette (le taux est de 1,9 sur Puteaux). Pour pouvoir édifier des bâtiments d'une surface supérieure à celle imposée par le PLD, le constructeur doit acheter, sous forme du paiement d'une taxe à la collectivité, des droits à construire. Ceux-ci constituent une participation d'urbanisme due à l'occasion de la délivrance d'un permis de construire.

Dans les communes soumises à une forte pression foncière, il constitue une importante recette qui contribue au financement des équipements rendus nécessaires par la création des nouveaux bâtiments (écoles, crèches, voirie...), et revient à prélever de la rente foncière une partie au bénéfice de la collectivité.

Le versement pour dépassement du plafond légal de densité est régi par des dispositions du Code de l'urbanisme, du Code général des impôts et d'un décret de 2007.

Sont exonérés de droit : les immeubles édifiés par l'État; les immeubles édifiés par les collectivités territoriales à condition qu'ils soient affectés à un service public et ne soient pas productifs de revenu; les logements destinés aux personnes les plus défavorisées.

Peuvent être exonérées par décision à caractère réglementaire du Conseil municipal les constructions affectées à l'habitation ; les constructions édifiées dans une zone d'aménagement concerté (ZAC) comme c'est le cas à Puteaux.

Les recettes sont perçues au profit des communes ou les groupements de communes ayant compétence en matière d'urbanisme pour les ¾ et pour ¼ au profit du département. Elles sont affectées en section d'investissement de leurs budgets.

L'édification d'une construction d'une densité excédant le plafond légal est subordonnée au versement par le bénéficiaire de l'autorisation de construire d'une somme égale à la valeur du terrain dont l'acquisition serait nécessaire pour que la densité de la construction n'excède pas ce plafond. Ce montant est défini par une formule mathématique résumée ainsi : $[(m^2 \text{ habitable} - \text{existant conservé (ou SHON)} / 1,9) - \text{superficie du terrain en } m^2] \times \text{valeur du terrain nu}$.

Le PLD sera définitivement supprimé comme je vous l'ai dit le 31 décembre 2014, aux termes de la Loi de finances du 2 décembre 2010. En compensation, la Taxe d'Aménagement sera revalorisée conformément à la même loi.

Intervention de Mme HARDY – Je vais rentrer un peu plus dans les détails puisque j'ai réussi à travailler un peu le sujet grâce à M. GRANDJEAN que je remercie pour son temps qu'il me consacre chaque année (je vais finir par être aussi bonne que lui). Le C.A. 2011, vous nous le présentez dans vos commentaires avec un taux de réalisation des dépenses de 97% - 129 millions pour 134 millions qui étaient budgétés, donc c'est un écart et non pas une économie de 4,9 millions par rapport à ce qu'on avait voté au B.P. Alors c'est globalement mieux que les années précédentes, ce taux de réalisation est meilleur mais je voudrais tout de même m'attarder sur ce qu'il y a derrière ce chiffre global. Alors le 1^{er} chapitre – 11 – charges à caractère général – au B.P., vous nous avez fait voter, ou vous avez voté plus exactement puisque nous ne l'avons pas voté, l'opposition, 52.197.000 qui a été porté à 52.519.000 après des décisions modificatives qui ont été passées dans les conseils municipaux de Septembre et Décembre 2011. Ces D.M. portaient sur les frais de personnel annoncés en économie de 1,3

million, les fluides en économie de 500.000 et une augmentation, cette fois, un dépassement pour entretien de la voirie. Au final, à la réalisation de cet exercice 2011, on retrouve bien des frais de personnel, qui sont en deçà du montant budgété, il est vrai, et comme vous le dites dans votre feuillet explicatif, la masse salariale est effectivement très maîtrisée depuis le début de votre mandature en 2008, puisque la masse salariale chargée est passée de 59,8 millions à 61,6 millions en trois ans, ce qui fait 3% d'augmentation, ce qui est remarquable compte tenu effectivement du GVT donc on peut dire que cette masse est relativement bien maîtrisée. Alors ce qui l'est un peu moins, c'est son contenu. Je ferai remarquer à nouveau et pour le déplorer, c'est la répartition de cette masse salariale entre les emplois contractuels et les emplois des titulaires. Alors il y a deux rubriques dans ce Compte, de frais de personnel. La masse salariale des titulaires a augmenté effectivement de 10%, donc on peut dire qu'il y en a eu plus et la masse des contractuels, elle, ne diminue pas, elle est complètement stable pendant les trois ans. Elle fait 21,027 millions et elle fait 20,906 millions en 2011. Donc la masse des contractuels, elle, ne diminue pas du tout. J'avais cru comprendre, alors à noter que c'est un détail que nous n'avons pas dans les annexes des comptes, nous avons le nombre des titulaires qui figure à 1.629 personnes, postes occupés fin 2011, nous n'avons aucune indication sur le nombre de contractuels, y compris ramené en équivalent temps plein puisque je considère effectivement que c'est parfois difficile à compter, puisqu'il y a des gens à temps partiel, des vacataires, on peut toujours ramener ça à des équivalents temps plein pour pouvoir les dénombrer. Donc si je fais un rapide calcul par la règle de 3, si on est 1629 titulaires fin 2011, en considérant que les contractuels sont payés à peu près la même chose, on devrait être largement plus de 2000 contractuels dans cette commune, chiffre qui ne bouge pas, qui n'a pas diminué en trois ans. Lors d'une précédente intervention, je crois l'année dernière, vous m'aviez dit que vous faisiez votre possible pour titulariser ce que vous pouviez faire, en tout cas, le résultat n'est pas probant.

Sur les fluides, vous nous avez également passé une DM en septembre et en décembre. J'ai constaté dans les rubriques de ce C.A. que la ventilation entre le chauffage urbain et l'électricité n'était plus faite. Alors je vais plaider la cause de Bruno Lelièvre qui n'est pas là ce soir, mais en tout cas, il devient très difficile, voire impossible, de faire une analyse et de travailler sur l'évolution de ces postes. Il n'y a plus de ventilation, alors M. GRANDJEAN m'a expliqué que c'était l'affaire DALKIA, le contrat DALKIA, que je connais puisque j'étais à la C.A.O. à l'époque, qui est un contrat effectivement avec des objectifs de baisse, je trouve quand même dommage que dans la présentation, et ce sont les seuls chiffres que nous avons, nous élus de l'opposition, pour pouvoir regarder les évolutions de ces postes, il ne nous est plus possible de faire aucune analyse. Donc, je voudrais Madame le Maire que vous puissiez nous présenter à une autre occasion une analyse un peu plus fouillée sur les postes des fluides, des combustibles, du chauffage urbain, l'électricité, l'eau, depuis le début de votre mandature, avec des écarts de volumes et des écarts de prix, ce qui je trouve serait bien, parce que j'imagine, je veux croire, que la Mairie fait des efforts dans ce domaine. C'est dommage qu'on ne puisse pas les lire. L'autre poste remarquable dans cette ventilation du chapitre 11, c'est celui de l'entretien de la voirie. Alors là, il a fait fort puisqu'il était budgétisé pour 5,4 millions au BP 2011. Il a été réajusté à 6.100.000 avec l'augmentation des DM de Septembre et Décembre. Donc un Budget réajusté, néanmoins ce poste finit avec un réalisé à 7.300.000 : 34% de dépassement au B.P., c'est énorme et manifestement la DM passée en Septembre pour augmenter le poste de 722K n'a pas été suffisante et je me demande dans quelle mesure la Mairie maîtrisait l'évolution de ce Budget pour ne pas passer le bon montant dans la DM de Septembre.

Alors l'autre record, toujours de ce poste, c'est que c'est devenu le premier poste 2011 dans les charges à caractère général, c'est un record. Donc l'entretien de la voirie, bravo, vous avez remporté le gros lot. Alors j'y ajouterai pour être complète, que cet entretien de la voirie, qui figure dans les charges de fonctionnement, il faut y ajouter bien entendu ce qui figure dans les investissements, puisque vous nous avez créé en 2009 un AP/CP de 18 millions pour faire les réfections de voirie. Fin 2011 cet AP est consommé pour 12 millions, donc quand je remonte dans le temps, en prenant l'année 2009, 2010, 2011, que j'ajoute ce qui est consommé sur cet AP plus les frais de fonctionnement et d'entretien qui figurent dans la section de fonctionnement et C.A. respectifs, on arrive à 30 millions et demi, consommés pour la voirie en trois ans, ce qui fait une belle moyenne de 10 millions par an et au B.P. 2012. Vous nous réservez le même montant puisque nous aurons 4 millions de crédit de paiement sur les investissements et encore 5,7 millions en coût de fonctionnement, soit 9,7 millions pour 2012. Donc l'année 2012 tiendra ses promesses. Nous serons encore sur un rythme de 10 millions par an pour créer des nouvelles voies, ou plutôt pour les rénover à fond. Je ne crois pas qu'on crée de nouvelles rues si ce n'est des passages piétons, pardon Stéphane. Donc je dis quand même Halte au gaspillage de l'asphalte. Je doute quand même que l'on fasse autant d'opérations de manière coordonnée et bien faire du premier coup. On a des trous en permanence et je doute que l'on ne repasse pas sans arrêt aux mêmes endroits. Là aussi je vous demanderai Madame le Maire, si possible, de nous faire un point sur le budget de la voirie qui me semble extraordinairement élevé depuis 3 ans, rues par rues ou quartiers par quartiers. Sur le budget d'investissement et la réalisation, vous nous annoncez une réalisation de 88%, là aussi, c'est mieux que les années précédentes, c'est en deçà effectivement du budget, de ce que vous avez voté au B.P., mais c'est tout de même mieux. Je ferai une remarque sur ce budget d'investissement et sa réalisation, je me suis livrée à l'addition des crédits de paiement qui sont mentionnés dans les programmes, en AP/CP, qui sont effectivement extrêmement intéressants

puisque l'on fait de la gestion par projet et pluriannuel, donc c'est une information intéressante. Je remarque juste que l'opération rapporte la somme de ces crédits de paiement sur les investissements dépensés sur l'année, au total des investissements, on ne couvre ces AP/CP que 40% du budget, donc il y a 60% des investissements qui sont quand même près de 52 millions, qui sont dépensés, je vais dire, en tout venant, c'est-à-dire en investissement, non gérés sous forme de projets, d'AP/CP. Je trouve ça très important même si je comprends que tout ne soit pas déclaré en AP/CP, c'est relativement lourd à gérer, mais le ratio me semble pour le moins déséquilibré, ça veut dire qu'on a un flux d'investissement courant qui est extrêmement important, en plus des AP/CP qui sont elles aussi élevées. Je finirai juste ma remarque sur ces C.A. sur l'autofinancement avec un regret, je m'en suis ouverte auprès de M. GRANDJEAN, l'autofinancement qui est l'excédent du compte de fonctionnement figure toujours au moment du B.P. et n'est jamais recalculé au moment du réalisé. Donc j'ai calculé cet autofinancement, puisque dans les communes qui ne bénéficient pas de titres de placement qui se débloquent ou qui se dénouent, l'autofinancement, par le compte de fonctionnement, est l'une des sources essentielles pour pouvoir financer les investissements qui sont inscrits au programme. Donc au B.P. 2011, vous nous avez présenté un autofinancement prévisionnel de 15 millions qui était l'excédent du compte de fonctionnement. Nous finissons l'année 2011 avec un autofinancement sur ce compte fonctionnement, tout compris, avec les aléas de repositionnement, de CASD, transfert, reversement, nous finissons avec 25 millions donc 10 millions de plus que prévu, en ayant bien entendu neutralisé les opérations sur les titres de placement qui je considère ne font pas partie de notre autofinancement – intrinsèque – puisqu'ils sont liés à des opérations antérieures et ne sont pas propres à notre gestion de l'année. Voilà donc un budget qui est en réalisation, meilleur que les autres années en terme d'atteinte d'objectifs avec néanmoins des disparités importantes à l'intérieur des comptes et puis un résultat comme on s'y attend, tous les ans. Le réalisé dégage des résultats parce que nous ne consommons pas tout et je ne vous engage pas à tout consommer. L'exercice, effectivement, est très formel puisqu'il nous demande de présenter des budgets à l'équilibre mais en tout cas sur la section de fonctionnement, l'excédent a été sous estimé une fois de plus en 2011.

Réponse de Mme CECCALDI – Je n'ai qu'à vous remercier, puisque vous nous donnez un satisfecit, le taux de réalisation d'une manière globale n'a jamais été aussi important. Vous nous dites c'est bien ! c'est même très bien. Sur les frais de personnel, vous avez reconnu que la masse salariale était maîtrisée, je m'y étais engagée et j'espère qu'il en sera de nouveau ainsi. Vous dites ne pas voir sur le tableau le personnel titulaire et contractuel, vous l'avez sur un tableau qui apparaît d'une façon claire. Je fais en sorte qu'il y ait au moins 50 titulaires par an. Vous découvrez que le personnel communal travaille bien.. Il travaille pour vous et d'une manière très professionnelle.

Sur les fluides, la dépense des fluides est d'environ 4,2 millions d'euros. Ce fut exactement la même chose l'année dernière et l'année d'avant et cela même avec l'ouverture d'équipements supplémentaires.

En ce qui concerne la voirie, c'est vrai que nous avons eu quelques problèmes puisque nous n'avions plus de Directeur voirie. Mais aujourd'hui, les choses reprennent ardemment. Oui, nous dépensons car nous refaisons des rues, elles en avaient besoin. Nous avons également réalisé la reprise de tout le dallage du boulevard Richard Wallace, les entourages d'arbres, le parking des rosiers qui a été complètement refait, le terrassement pour le collège Bienheureux Charles de Foucault (notre collège privé), les terrassements du chapiteau situé près du cimetière nouveau, l'enrobé pour La Falaise, le plateau surélevé dans la rue Sadi Carnot et la reprise du pavage dans les rues Godefroy et Voltaire, sans oublier les terrains synthétiques (terrain rugby et terrain de football). Nous avons travaillé aussi sur le columbarium, sur les bancs, sur les bornes et sur les barrières, donc effectivement, en voirie, on a dépensé et on va encore dépenser car j'estime qu'il y a encore des rues à remettre en ordre. Notons que l'on récupère en investissement la TVA.

Intervention de M. BALLET – Vous avez bien rappelé ce qui a été fait cette année. L'année 2012 s'annonce très fournie puisqu'un certain nombre de voies vont être refaites, notamment les rues Cartault et Pelloutier. Ces rues seront refaites dans des considérations dont nous évoquons tout à l'heure les éléments, à savoir : zones 30 et zones facilement accessibles et boisées puisque nous essayons de mettre dans ces rues le plus d'arbres possible et du stationnement.

Mme CECCALDI – Et également un couloir vélos. Nous travaillons avec une association locale qui nous donne de précieux conseils.

Sous la présidence de Madame CHAVRIER, Premier Adjoint au Maire, Madame le Maire ayant quitté la salle, conformément aux dispositions de l'article L.2121.14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Rapporteur – Mme CECCALDI

▪ **N° 38 - Le Conseil Municipal par 34 voix pour** (Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **1 voix contre** (M. GREBERT) **3 abstentions** (M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **1 élu ne prenant pas part au vote** (Mme CANCELLONI) **adopte le Compte Administratif 2011 du Budget Principal :**

Section de fonctionnement

Résultat de l'exercice – excédent 18.211.502,25 €

Résultat de clôture – excédent 18.578.848,09 €

Section d'investissement

Résultat de l'exercice – Déficit - 12.403.924,52 €

Résultat de clôture – excédent 3.306.797,30 €

Sous la présidence de Madame le Maire,

Rapporteur – Mme CECCALDI

▪ **N° 39 - Le Conseil Municipal par 35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **1 voix contre** (M. GREBERT) **3 abstentions** (M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **1 élu ne prenant pas part au vote** (Mme CANCELLONI) **approuve le compte de gestion ville – exercice 2011 – présenté par le Trésorier Principal Municipal, en parfaite concordance avec le Compte Administratif de la Ville.**

Rapporteur – Mme CECCALDI

- **N° 40 - Le Conseil Municipal par 35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **1 voix contre** (M. GREBERT) **3 abstentions** (M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **1 élu ne prenant pas part au vote** (Mme CANCELLONI)
- **affecte** en recettes du Budget Primitif 2012 le résultat de fonctionnement constaté au Compte Administratif 2011 : 18.578.848,09 €
 - **Inscrit** sur le Budget Primitif 2012 en recettes du chapitre 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » le résultat d'investissement constaté à la clôture de l'exercice 2011 : 3.306.797,30 €

Sous la présidence de Madame CHAVRIER, Premier Adjoint au Maire, Madame le Maire ayant quitté la salle, conformément aux dispositions de l'article L.2121.14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Rapporteur – Mme CECCALDI

- **N° 40 - Le Conseil Municipal par 34 voix pour** (Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **5 abstentions** (Mme CANCELLONI, M. GREBERT, M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURLAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **1 voix contre** (M. GREBERT) **3 abstentions** (M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURLAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **1 élu ne prenant pas part au vote** (Mme CANCELLONI) **adopte le Compte Administratif 2011 du budget annexe du restaurant administratif :**

Section de fonctionnement

Résultat de l'exercice – excédent 30.204,07 €

Résultat de clôture – excédent 58.827,31 €

Section d'investissement

Résultat de l'exercice – Déficit 11.608,60 €

Résultat de clôture – excédent 17.634,19 €

Sous la présidence de Madame le Maire,

Rapporteur – Mme CECCALDI

- **N° 42 - Le Conseil Municipal par 35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **1 voix contre** (M. GREBERT) **3 abstentions** (M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURLAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **1 élu ne prenant pas part au vote** (Mme CANCELLONI) **approuve le compte de gestion du restaurant administratif de l'exercice 2011 présenté par le Trésorier Principal Municipal de Puteaux.**

Rapporteur – Mme CECCALDI

- **N° 43 - Le Conseil Municipal par 35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **1 voix contre** (M. GREBERT) **3 abstentions** (M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURLAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **1 élu ne prenant pas part au vote** (Mme CANCELLONI), **inscrit au budget primitif annexe du restaurant administratif 2012 l'excédent de clôture de la section de fonctionnement de 58.827,31 € constaté au compte administratif 2011 sur le chapitre 002. Inscrit en recettes du chapitre 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » le résultat d'investissement constaté à la clôture de l'exercice 2011 de 17.634,19 €.**

Rapporteur – Mme CECCALDI

- **N° 44 - Le Conseil Municipal par 35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M.

PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **1 voix contre** (M. GREBERT) **3 abstentions** (M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **1 élu ne prenant pas part au vote** (Mme CANCELLONI), **adopte le budget annexe 2012 du restaurant administratif**, strictement équilibré en dépenses et en recettes :

Section de fonctionnement

Dépenses HT 723.827,31 €

Recettes HT 723.827,31 €

Section d'investissement

Dépenses HT 39.111,50 €

Recettes HT 39.111,50 €

Sortie de Mme WAKIM

Rapporteur – Mme CECCALDI

- **N° 45 - Le Conseil Municipal par 34 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **1 voix contre** (M. GREBERT) **3 abstentions** (M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **1 élu ne prenant pas part au vote** (Mme CANCELLONI) **procède :**

. **au réajustement des autorisations de programmes, crédits de paiement pour**

- OPAH du centre ville- maintenu à 3.000.000 €
- Restructuration du groupe scolaire République – porté à 11.207.193,80 €
- Transfert du restaurant municipal au Palais des congrès – réduit à 5.465.060,39 €
- Parc de stationnement rue Eichenberger – inchangé à 6.850.000 €
- Contrôle d'accès – résidence Lorilleux – réduite à 450.000 €
- ZAC des Bergères – porté à 51.100.000 €
- Conservatoire municipal – porté à 36.000.000 €
- Centre de La Falaise – maintenu à 8.200.000 €
- Extension de la vidéo protection – augmenté à 5.468.500 €
- Rénovation et aménagement de voirie – porté à 19.200.000 €
- Agrandissement pôle environnement de l'île – maintenu à 3.507.425,46 €
- Confortement du parvis de l'Hôtel de ville - maintenu à 3.000.000 €
- Rénovation du hall des sports – porté à 3.801.030 €
- Parking du conservatoire – porté à 8.550.700 €

. **à la suppression d'autorisations de programme pour**

- Création d'un Centre technique municipal
- Développement durable et énergies renouvelables

Intervention de Mme HARDY – Vous commentez les deux dernières AP qui sont abandonnées, je voudrais que vous nous commentiez le report du Centre de La Falaise vers 2014. Qu'est-ce qu'on attend ?

Réponse de Mme CECCALDI – On attend la fin de l'enquête publique. La dépense va être très lourde, , on a d'autres priorités pour le moment. La solidarité est notre première préoccupation, je le répète.

Retour de Mme WAKIM

Rapporteur – M. CAVAYE

- **N° 46 - Le Conseil Municipal par 38 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme

GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, M. REIN, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. VAZIA, Mme HARDY, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **1 abstention** (M. GREBERT) **1 élu ne prenant pas part au vote** (Mme CANCELLONI) **attribue une subvention de 3.300.000 € à l'Office Public de l'Habitat de Puteaux.**

Départ de M. REIN

Rapporteur – Mme CHAVRIER

▪ **N° 47 - Le Conseil Municipal par 35 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLET, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mme HARDY, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **3 abstentions** (M. GREBERT, M. VAZIA, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **1 élu ne prenant pas part au vote** (Mme CANCELLONI) **attribue une subvention de 4.100.000 € au Centre Communal d'Action Sociale de Puteaux.**

Intervention de M. VAZIA – Je vais en reparler sur le Budget prévisionnel, le C.C.A.S. reste un des budgets qui évolue peu. Nous avions au C.A. 2006, j'ai remonté à cette époque pour avoir un espoir de progression. Il était à 3,7 millions, le C.A. 2011 est à 3,5 donc avec 500.000 € de crédits annulés, c'est-à-dire que sur la base, il faut partir d'un B.P. 2011/2012 de 4.100.000, nous devrions être sur le même ordre de grandeur de 3,5 millions, in fine, sur le C.A. 2012. Donc on le voit, en -6-7 ans, un budget qui n'évolue pas, comme si la situation des Puteoliens, les difficultés économiques, n'avaient pas cru durant cette période.

Réponse de Mme CECCALDI – Tout d'abord, si la subvention ville n'évolue pas cela ne veut pas dire que le budget du C.C.A.S. n'évolue pas. Il y a une mobilisation des fonds propres de cet organisme puisque, vous le savez, il y a eu une vente du Centre Médico Social qui a rapporté au C.C.A.S. et ces fonds ont été bloqués pendant un temps, ils sont aujourd'hui débloqués. Par conséquent, ils ont des fonds propres, on n'a pas besoin de venir les augmenter.

Vous avez écrit dans une tribune, je crois que c'est celle de Mars, que vous proposiez une aide municipale pour l'énergie pour les populations fragiles afin de les soutenir. Et bien, M. Vazia, cela existe depuis vingt ans à Puteaux. Heureusement que vous vous réveillez. Il y a également une aide pour les personnes et les seniors dont le handicap est supérieur ou égal à 80% une aide mensuelle pour l'énergie et le chauffage d'un montant de 30,49 € versée d'octobre à mars, soit 182 € par an et ce dispositif compte 171 bénéficiaires. Quand vous dites qu'il n'y a pas grand-chose de fait, on aide la petite enfance par l'AMGED, la jeunesse par les permis de conduire (si on a une note supérieure à 12), par la bourse étudiante, par la carte Puteaux-jeune, pour les handicapés par le chauffage, pour les seniors par le service de portage des repas à domicile, par les aides ménagères qui sont au nombre de 200, aidées par 29 intervenants. Le C.C.A.S. propose également un service de téléalarme gratuit pour les personnes de plus de 80 ans, une résidence – Wallace de 40 logements – 673 adhérents au Club 102 qui propose une offre importante d'ateliers et de voyages. Le C.C.A.S. compte aujourd'hui 3.700 adhérents. J'oublie l'épicerie sociale et le micro crédit.

Intervention de M. VAZIA – C'est la raison pour laquelle nous avons demandé récemment d'accéder aux comptes du C.C.A.S. pour avoir une plus grande lisibilité des actions. Il n'empêche que la subvention municipale que nous votons régulièrement n'évolue pas d'année en année et je constate, les chiffres sont assez criants, depuis 2006 nous n'avons pas fait évoluer ce montant de subvention.

Réponse de Mme CECCALDI – Vous avez une conseillère d'opposition qui siège au sein du conseil d'administration du CCAS, demandez lui les documents.

Intervention de Mme HARDY – Je voudrais être sûre de bien comprendre une phrase qui figure dans le dossier sur le doublement de l'activité de l'épicerie sociale (substitution de l'épicerie à la délivrance de bons

alimentaires à compter du 1^{er} Février) ce qui veut dire qu'il n'y aura plus de bons alimentaires, tout passera par le processus de l'éligibilité à l'épicerie sociale.

Réponse de Mme CECCALDI – Tout à fait, on avait très peu de personnes qui demandaient des bons d'alimentation, et on a pris le parti en conseil d'administration de leur ouvrir les portes de l'Épicerie Sociale.

Intervention de Mme HARDY – L'autre sujet, je vais parler du permis de conduire, sujet très à la mode en ce moment, vous avez rappelé que le permis de conduire était payé ou aidé aux jeunes bacheliers qui avaient une note supérieure à 12. Je pense que c'est une décision assez élitiste. Je rappelle que le permis de conduire est un élément d'insertion et de recherche de travail extrêmement important et j'aimerais que vous acceptiez de reconsidérer les aides par rapport aux gens les plus défavorisés qui sont dans le besoin et pas forcément bacheliers avec 12/20.

Réponse de Mme CECCALDI – Il n'y a pas que les bacheliers qui sont aidés, il y a aussi les détenteurs du C.A.P et du B.E.P. pour les mêmes notes.

Rapporteur – M. LOTTEAU

N° 48 - Le Conseil Municipal par 35 voix pour (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLEZ, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mme HARDY, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **3 abstentions** (M. GREBERT, M. VAZIA, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **1 élu ne prenant pas part au vote** (Mme CANCELLONI), **attribue une subvention de fonctionnement de 550.000 € à la Caisse des Ecoles de Puteaux.**

Intervention de M. VAZIA – J'imagine que je vais avoir droit au même type de réponse, pourquoi voulez-vous leur donner plus puisqu'ils ont tout déjà. Ils n'ont pas besoin d'argent, il n'est pas nécessaire de donner plus d'argent. Notons que le C.A. 2006, puisque c'est ma référence, était de 500 KE, le C.A. 2011 est à 550 KE, il y a fort à parier que le B.P. étant à 550, que nous n'y arriverons pas tout à fait et donc nous dépenserons un peu moins. Les écoles, c'est un sujet que je connais bien. D'ailleurs, dans ce budget on inclut également les fêtes associées à la distribution des livres, ce qui permet de réduire fortement le budget « fêtes et cérémonies » mais qui constituent des dépenses qui ne devraient pas être portées, à mon sens, à la caisse des écoles. Donc un budget qui reste ridiculement bas compte tenu de l'argent dont on pourrait disposer par ailleurs.

Réponse de Mme CECCALDI – Tout d'abord, on va dépenser 510.000€ cette année (curieux cette référence à 2006, on compare plutôt à 2010). Ce qui explique le fait que l'on n'ait pas augmenté, c'est que l'on a fait des économies. On a mutualisé les moyens, que ce soit pour le CCAS ou la Caisse des Ecoles. Un marché a été lancé qui regroupe toutes les dépenses de ces organismes, donc cela nous a fait gagner de l'argent, ensuite, nous organisons les animations, désormais, en régie interne et ne passons plus par les prestataires extérieurs, ce qui nous a fait aussi économiser. Tout cela a conduit à une maîtrise des dépenses et on ne peut que s'en féliciter. Vous auriez dû nous féliciter ...

Intervention de M. VAZIA – On constate encore des restrictions de photocopies aux enseignants, ce genre de choses .. ce qui paraît hallucinant dans notre commune où les enseignants demandent encore aux parents s'ils veulent bien prendre en charge les photocopies, chez eux.

Intervention de M. VAZIA – On constate encore des restrictions de photocopies aux enseignants, ce genre de choses .. ce qui paraît hallucinant dans notre commune où les enseignants demandent encore aux parents s'ils veulent bien prendre en charge les photocopies, chez eux.

Réponse de Mme CECCALDI – Il y a un quota qui correspond au nombre d'enfants. Il faut faire participer un peu les parents, un peu de solidarité Monsieur VAZIA.

Intervention de M. GREBERT – Je vais faire un certain nombre de remarques sur la question 48 et si vous le permettez, aussi juste les questions précédentes. L'important, et on le voit bien sur ces questions de subventions, ce n'est pas tant les sommes consacrées à ces subventions que la manière dont cela est dépensé, est géré. Vous dites qu'on serre les budgets, qu'on fait des économies ici ou là. Je me suis abstenu sur ces questions, non pas

parce que je suis contre, je suis pour une bonne gestion, transparente, qui n'appelle pas des soupçons de clientélisme. Quand la Caisse des Ecoles sert à offrir des fournitures scolaires, les images que vous publiez le démontrent, que ce ne sont pas les professeurs qui fournissent les cahiers, les stylos, etc ... là il faut venir à la Mairie chercher son cartable avec ses fournitures. On vient chercher pratiquement des mains du Maire, comme ça se faisait autrefois, le cadeau. On consacre une grande partie de la somme de la subvention, ça me choque un peu, aux cadeaux des enfants des maternelles – (Un parent, qui pourrait fréquenter l'épicerie sociale, situation financière difficile, la dame me disait « cette année j'ai eu du mal à offrir un beau cadeau à mon enfant » et son enfant (5-6 ans) lui a répondu « je m'en fous, la Mairie de toute façon m'offrira un beau cadeau » - cette mère a été choquée par cette réaction d'un enfant et moi aussi, car ça veut dire qu'à Puteaux, un enfant de 6 ans est déjà clientélisé) - Ce témoignage est exact

Réponse de Mme CECCALDI – C'est absolument incroyable de vous entendre dire des choses pareilles – à 5-6 ans – du clientélisme. Je note que vous êtes encore contre les fournitures scolaires, les cadeaux de Noël aux enfants des maternelles, vous êtes contre tout. Si nous avons pu faire en sorte qu'un enfant ait un cadeau de Noël alors que les parents ne pouvaient pas le lui en offrir ce n'est que louable.

Rapporteur – Mme CECCALDI

N° 49 - Le Conseil Municipal par 34 voix pour (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **1 voix contre** (M. GREBERT) **3 abstentions** (M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. CHAURIAL) **1 élu ne prenant pas part au vote** (Mme CANCELLONI) **maintient, pour 2012, les taux des trois taxes communales :**

- taxe d'habitation	6,91%
- foncier bâti	8,93%
- foncier non bâti	11,51%

Rapporteur – Mme CECCALDI

N° 50 - Le Conseil Municipal par 34 voix pour (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **4 voix contre** (M. GREBERT, M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **1 élu ne prenant pas part au vote** (Mme CANCELLONI) **fixe à 1,70%, pour 2012, le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.** Dans le cadre du transfert de la compétence traitement des déchets à la Communauté d'Agglomération Seine-Défense, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est partiellement reversée à la Communauté d'Agglomération à hauteur des dépenses de traitement et d'adhésion au S.Y.E.L.O.M.

Intervention de Mme HARDY - C'est un souhait. L'année dernière, j'avais demandé qu'on suspende, qu'on fasse un cadeau d'une année de T.E.O.M. à tous les Putéoliens. Ça s'adresse à tous les ménages. C'est une taxe qui est indifférenciée en fonction des revenus. Cette année, on a la réforme du fond de soutien régional d'Ile de France qui va être en baisse de 5 millions par rapport à 2010 et coup de chance, ça fait 5 millions, pareil. On pourrait effectivement, toute chose étant égale, par ailleurs, au niveau des taxes, ne pas bénéficier de cette baisse relativement induite, Stéphane VAZIA dit qu'il ne croit pas à la clause de réactualisation, je ne sais pas, en tout cas, cette année, nous allons en bénéficier : 5 millions, c'est pas baisser le taux de la taxation directe, c'est pas le taux sur le foncier, c'est pas la taxe d'habitation, c'est suspendre une année, c'est faire cadeau d'une année, sans remettre en cause le taux et la taxe future. Faire cadeau d'une année de la T.E.O.M. à tous les Putéoliens, voilà mon souhait.

Réponse de Mme CECCALDI – Il faut payer les prestataires. 5 millions d'euros, si nous baissions la TEOM il nous faudra augmenter les impôts c'est ce que nous ne voulons pas. Le marché des ordures ménagères sera relancé l'année prochaine.

Rapporteur – Mme CECCALDI

N° 51 - Le Conseil Municipal par 34 voix pour (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme ABKARI, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, M. BALLE, Mme PALAT, M. FRANCHI, Mme GIRARD, M. CAVAYE, M. CAUMONT, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme MARTIN, M. MARCHIONI, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, Mlle MOZZICONACCI, M. GRAZIANI qui a donné mandat à Mme MADRID, M. BERNASCONI qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **4 voix contre** (M. GREBERT, M. VAZIA, Mme HARDY, M. CHAURIAL qui a donné mandat à M. VAZIA) **1 élu ne prenant pas part au vote** (Mme CANCELLONI) **adopte le budget primitif 2012, strictement équilibré en dépenses et en recettes :**

Section de fonctionnement

Dépenses	164.110.359,00 €
Recettes	164.110.359,00 €

Section d'investissement

Dépenses	105.682.925,38 €
Recettes	105.682.925,38 €

Intervention de Mme CECCALDI - Le projet de budget 2012 qui vous est présenté s'inscrit dans la continuité de la politique menée par la majorité depuis le début du mandat. Il s'agit d'un budget rigoureux qui préserve néanmoins le programme d'investissement ambitieux de la municipalité, malgré un contexte économique difficile et une réduction des concours de l'Etat, qui porte ses fruits et nous permet de ne remettre en cause ni le programme de réalisation des équipements publics, ni les services à la population qui bénéficie de tarifs très avantageux.

En 2012, les efforts budgétaires porteront sur l'éducation avec la poursuite du programme de rénovation des groupes scolaires, la culture avec les travaux de gros œuvre du Conservatoire et l'aménagement d'espaces publics avec le programme de rénovation de la voirie, la création d'espaces verts, la construction de parkings et l'avancement des ZAC du Théâtre et des Bergères.

L'Etat contraint de rétablir ses finances publiques, la loi de finances 2012 acte la réduction des dotations de l'Etat à destination des collectivités et organise la réforme de la péréquation. L'équilibre budgétaire est ainsi réalisé dans un contexte de réduction des dotations de l'Etat. La dotation globale de fonctionnement est la principale aide en provenance de l'Etat dans le financement des collectivités locales. Son montant est fixé chaque année par la loi de finances. Dans un contexte de rétablissement des finances de l'Etat, les dotations s'inscrivent globalement en stagnation mais cela se traduit pour la ville par une perte de 580.000 € en prenant en compte la diminution de la dotation parcellaire qui est versée au niveau de la CASD.

Un autre élément clé de ce budget est lié à la réforme de la péréquation fiscale dont le nouveau mécanisme de plafonnement est pour le moment favorable aux finances de la Ville. Néanmoins, les incidences positives de cette réforme peuvent n'être que temporaires ; une clause de revoyure est programmée pour la fin d'année 2012 et la réforme pourrait s'avérer beaucoup moins bénéfique pour nos finances.

En fonctionnement : des dépenses maîtrisées pour favoriser des actions de terrain.

Le budget prévisionnel des dépenses réelles de fonctionnement de la Ville s'élève à 140,4 millions d'euros. 44,8% de ce montant correspondent aux dépenses de personnel, pourcentage très inférieur aux autres villes de même taille qui se situe à 57%. La bonne gestion des dépenses salariales se retrouve dans la baisse des crédits consacrés aux charges des personnels et permet de renforcer toutes les actions en faveur de la population.

En ce qui concerne la fiscalité, le budget de la Ville est équilibré sans augmentation de la fiscalité. Les taux votés sont parmi les plus faibles du département. Il s'établissent comme suit, nous l'avons vu tout à l'heure :

Taxe habitation : 6,91% - Taxe foncière : 8,93% - TEOM : 1,70%.

Le taux de la taxe d'habitation est inchangé depuis 2006. En 2012, le taux de la TEOM de Puteaux sera le plus faible du département.

En investissement : les dépenses relatives aux travaux d'investissement et d'aménagement sont prévues à hauteur de 96 millions pour l'ensemble des secteurs d'activités. L'ensemble de ces programmes d'investissement

qui vise à améliorer le cadre de vie des habitants et à renforcer l'attractivité de la Ville se réalise sans recours à l'emprunt. Les projets d'équipements concernent tous les quartiers de la Ville.

La répartition du budget par secteurs d'activités est la suivante :

En ce qui concerne la sécurité et la prévention, nous avons inscrit 6,9 millions, 4,3 en fonctionnement et 2,6 en investissement, pour le développement de la phase 2 de la vidéo protection, l'aménagement de la Maison du droit et pour des travaux dans la caserne des pompiers.

A ce jour, la Ville est équipée de 166 caméras, réparties entre l'espace public et les parkings, l'Office d'HLM, elle, dispose de 161 caméras, soit un total de 327 caméras sur l'ensemble du territoire de la Ville.

En ce qui concerne l'enseignement : 13,1 millions d'euros sont inscrits dont 10 en fonctionnement, 3 en investissement, pour les travaux de rénovation des groupes scolaires des Deux Coupoles et Défense 2000, pour l'agrandissement de la cour de l'école République, avec la création d'un local poussettes, pour l'installation de tableaux et de tables numériques interactives dans les écoles élémentaires.

Je voulais vous dire que si l'on prend un enfant, en classe de CE2, qui va aux études dirigées jusqu'à 18 h ou en accueil de loisirs, les dépenses annuelles de fonctionnement de la Ville pour les enfants scolarisés sont passées de 2.580 à 2.475 entre 2011 et 2012.

A la rentrée scolaire : 2.071 enfants ont été scolarisés en primaire et 1.942 en maternelle. Ils étaient respectivement 2.093 et 1.517 à la rentrée 2010/2011.

Au niveau de la culture, nous avons inscrit 34,9 millions d'euros – 12 en fonctionnement, 22 en investissement – pour la construction du Conservatoire Municipal de musique, danse et d'art dramatique, du Musée De Dion Bouton et pour le soutien aux associations culturelles.

En ce qui concerne le sport et la jeunesse : 22,7 millions d'euros – 14 en fonctionnement et 8,7 en investissement – pour le réaménagement du hall des sports, les travaux de réduction des dépenses énergétiques (cela on l'a supprimé) pour l'installation des vestiaires modulaires pour les terrains de sport, football et rugby et pour le soutien aux 29 associations sportives de la Ville qui comportent 4.970 adhérents et également pour les séjours hiver et été pour les jeunes.

En ce qui concerne la petite enfance et la famille, nous avons inscrit 21,8 millions d'euros – 15 en fonctionnement et 6,2 en investissement – pour l'acquisition de 25 berceaux dans la nouvelle structure rue des Bas Rogers, pour la construction et l'exploitation de la nouvelle structure de 60 berceaux, rue Lucien Voilin, ce qui portera la capacité d'accueil à 800 places et pour la mise en délégation de service public de 2 structures actuellement gérées par la Ville.

Pour l'action sociale et la santé, 8,9 millions d'euros sont inscrits – 7,3 en fonctionnement et 1,6 en investissement – pour la mise aux normes Handicap dans les bâtiments communaux, pour l'aménagement du 5^{ème} étage du centre médical Dolto dont une partie sera consacrée à la prise en charge de l'autisme, pour le soutien au C.C.A.S. dans le cadre de ses activités - aide sociale, épicerie sociale, distribution des repas, micro crédits - et pour les subventions aux associations à vocation sociale.

Pour le logement, 3,7 millions d'euros sont inscrits – 0,2 en fonctionnement et 3,5 en investissement – pour l'OPAH énergétique et de lutte contre l'habitat indigne, pour la subvention en faveur de l'Office d'HLM pour la rénovation du parc de logements sociaux.

En ce qui concerne l'aménagement urbain et l'environnement, sont inscrits 64,2 millions d'euros – 22 en fonctionnement, 42 en investissement – pour la création du parking du Conservatoire et l'aménagement de son parc paysager avec fontaines et aires de jeux pour enfants, pour la poursuite du programme de rénovation et d'aménagement de voirie, pour l'aménagement d'un restaurant intégré dans une serre au-dessus du parking du marché – rue Eichenberger – pour l'extension du réseau du buséolien, pour le montage d'une nouvelle phase du FISAC, pour la poursuite de la mise en œuvre de l'agenda 21, l'aménagement du passage des roses, l'aménagement du centre médical Dolto.

Dans le quartier du centre-ville, les crédits permettront la création d'un bâtiment serre accueillant un restaurant avec l'aménagement du parc paysager au-dessus du parking, l'aménagement de la place Stalingrad avec la mise en place d'une margelle et l'installation d'un container enterré pour la récupération du verre qui nous a été demandé rue du Bicentenaire.

Dans le quartier du vieux Puteaux, un campanile pour le clocher de la vieille église sera créé, un atelier Gaston Garino consacré aux voitures De Dion Bouton sera aménagé, et nous créerons un parking avec aménagement paysager rue Auguste Blanche.

Sur le quartier Pressensé, nous construirons le Conservatoire, un parking et amènerons un parc paysager.

Sur l'île de Puteaux, la mise en lumière des terrains de football et rugby sera réalisée - nous avons récupéré les terrains départementaux - des vestiaires modulaires seront créés, et la réhabilitation complète du hall des sports M. Régnier débutera.

Voilà le programme d'investissement 2012 qui sera établi quartiers par quartiers.

Intervention de M. VAZIA – Nous avons titré notre dernière intervention au Budget Prévisionnel 2011 : une dégradation financière attendue, redoutée mais pas anticipée. La dégradation que nous redoutions est intervenue pour le pays. L'écart avec notre principal partenaire s'accroît et toute notre économie se trouve au ralenti. N'en tirons pas de gloire à l'avoir vu venir, cette dégradation, tellement celle-ci était prévisible. Vous parliez l'an dernier, comme les années précédentes, de reprise économique. Un début, écriviez-vous, alors que tous les indicateurs étaient déjà dans le rouge, que le chômage continuait sa progression, que la crise financière se poursuivait, que la consommation des ménages se dégradait. A l'époque, déjà, seul le Président sortant voyait des améliorations, il en voyait encore récemment lors de sa déclaration de candidature, méthode COUE ou complète déconnexion des réalités car le Président ne peut pas se moquer de nous aussi ouvertement. Ces éléments contractuels devraient orienter votre budget avec une priorité, la solidarité, toujours plus de solidarité, pour les plus faibles et ceux qui souffrent de cette conjoncture. Au lieu de cela, un budget qui s'annonce en paillettes, encore avec florilèges d'investissements, de parades, et une nouvelle fois l'humain, les Putéoliens dans leur vie quotidienne, sont oubliés.

Quel programme pour les logements sociaux, au regard de la liste d'attente qui s'allonge. Quelles mesures pour le pouvoir d'achat dont ce fut le thème de votre Mentor encore à la veille de la fin de son quinquennat. Mme HARDY vous demandait tout à l'heure de supprimer la T.E.O.M. pour essayer de réinjecter du pouvoir d'achat dans votre commune dont les Putéoliens ont bien besoin. Vous nous avez rappelé les dépenses qui augmentent, pour les citer une nouvelle fois, les fluides, les dépenses de personnel et cette année, nous l'avons noté, pas de fond de solidarité I de F., comme vous le faisiez les années précédentes, nous y reviendrons ... L'augmentation des fluides, comment en être étonnés, car chaque année, lors de ce vote budgétaire, vous nous faites le coup de l'étonnement. Au C.A. 2006 nous dépensions sur le poste 606.12 - 2.500 KE en fluide - au C.A. 2011, nous sommes à 4.200 KE. Le B.P. prévoit 4.400 KE, cette augmentation forte, quasiment le double en quelques années, contrairement aux autres budgets que j'évoquais tout à l'heure. Voilà donc qu'encore cette année, vous vous étonnez de l'augmentation de ce poste.

Vous avez négligé avec un tel mépris les signaux nombreux et anciens sur la nécessité de réaliser des économies d'énergie, au lieu de cela, persuadée d'être assise sur une mine d'or intarissable, vous avez fait construire de nombreux bâtiments, au détriment élémentaire des règles de bonne consommation : la médiathèque, le palais des sports avec sa piscine à ciel ouvert, chauffée toute l'année, l'école de la Pyramide, froide glaciale l'hiver, des températures au-delà du raisonnable du mois de Mai-Juin - et vous vous étonnez de l'augmentation de ce poste. Alors nous, une nouvelle fois, ça ne nous étonne pas.

Qu'avez-vous entrepris pour limiter cette consommation. Quels travaux visent à réduire notre empreinte carbone ? aucun.

Des frais de personnel en légère diminution, optimisation des coûts, non, plutôt externalisation. Voilà le mot que vous employez. Que nous ne nous attendions pas à entendre dans l'enceinte du Conseil Municipal. Externalisation des prestations municipales : gestion des crèches, livraison des repas. Partout vous faites reculer les services municipaux pour laisser la place au privé avec une précarisation des emplois. Alors cette année, vous ne citez pas le fond, j'y reviens, de solidarité I de F. Oui ces dispositions mises en place par les socialistes avec l'article 25.31 du CGCT avait pour objectif de rééquilibrer la fiscalité et donc la solidarité entre les Communes, dont la fiscalité avantageuse, liée à la présence de sièges sociaux et les autres communes de la région, est un principe équitable. Cette année, la création d'un nouveau fonds, le fond de péréquation intercommunale et communale va s'ajouter au fond de solidarité I de F et ce cumul de fonds va nous rapporter 4,5 millions au B.P. 2012 Notre commune sera donc moins solidaire. Ce contexte économique, ces dépenses qui augmentent, qui progressent pour les ménages devraient nous conduire à un deuxième principe de notre budget, plus de solidarité mais moins d'insouciance. Au-delà de ça, on nous présente un budget avec des projets en forte augmentation : la ZAC des Bergères 51 millions d'euros, le fameux conservatoire, mainte fois critiqué, pour une hauteur rabaisée depuis, 36, le parking Pressensé 8,5. Je suis déçu car je n'ai pas vu ce que j'appelle la rivière enchantée de la Cité Lorilleux. Je me demande encore s'il ne s'agit pas d'une blague car il ne peut pas s'agir d'une revendication des habitants. Rien sur la cascade magique du rond-point des Bergères, sans doute dans les

51 millions de ce projet. Une ville, Madame, que vous transformez peu à peu en parc d'attractions. Nous aurions aimé, dans ce budget, la solidarité tout d'abord. Les difficultés des Putéoliens vont s'accroître, et le Budget du C.C.A.S. aurait dû être davantage soutenu. Pour cette année 4,1 millions alors que le C.A. 2006 le présentait déjà à 3,7. Aucun effort accru en direction des personnes âgées, des familles mono parentales qui sont de plus en plus nombreuses et bien entendu les plus en difficulté. Nous devrions faire des efforts sur le logement en préemptant davantage les terrains et les immeubles indignes afin de les réserver pour les logements sociaux. Vous l'avez fait pour les équipements publics, vous devez le faire pour les logements. Enfin, ceci dit, vous avez commencé à le faire pour le 19 rue Collin, on s'en réjouit, que vous commenciez à préempter dans ce bâtiment qui mérite toute notre attention et que nous devrions réhabiliter avec pour objectif de reloger, in fine, les locataires actuels, ce que je crains que vous ne fassiez pas. Non, nous l'avons vu, au lieu de préempter, vous cédez encore des terrains, sur la rue des tilleuls, avec quelle cohérence ? pourquoi acheter des terrains d'un côté, en vendre de l'autre, ça manque un peu de cohérence.

Enfin, nous devrions faire un effort pour les écoles. Vous parlez de rénover les façades de Jacotot, ce magnifique bâtiment se dégrade depuis longtemps et des filets retiennent les briques de la façade. Avez-vous enfin, comme vous en avez l'obligation : accueillir les enfants dans les cantines, augmenter les fournitures scolaires pour les enseignants, mettre en place, généraliser ce qu'on appelle les TNI, les tableaux numériques interactifs, allez vous compenser le désengagement du Conseil Général en finançant un plan d'aide à la lecture, allez vous compenser la suppression des 81 postes de RASED en proposant des suivis aux enfants en difficulté, allez-vous enfin construire une école publique, comme la loi vous l'autorise en en taille humaine, le projet de la rue Moulin va-t-il enfin sortir des cartons, vous n'en parlez pas dans votre budget, je crains que le projet tant attendu ne soit pas au rendez-vous cette année. Pourquoi ne pas lancer ces projets que nous réclamons depuis plusieurs mandats. Au lieu de cela, nous avons un budget Caisse des Ecoles ridicule. J'y reviens pas / 500 KE en 2006, à peine 550 au C.A. 2011. Alors au regard de ce que vous nous présentez, je crains qu'une nouvelle fois, nous ne puissions voter votre budget parce que vous avez, une nouvelle fois, oublié l'essentiel dans vos dépenses pharaoniques, les gens, et vous le savez, la gauche en général, nous aimons les gens.

Réponse de Mme CECCALDI – Vos propos liminaires sont très politiques et concernent plutôt la politique nationale, vous avez voulu faire une intro, c'est très bien.

Vous nous dites vous n'êtes pas pour la solidarité, vous ne faites rien pour les uns ou les autres. Je vous ai édicté une liste, voilà quelques instants concernant le C.C.A.S. Je pourrais faire de même pour l'OPH, rappelons que notre ville compte 30,8% de logements sociaux, chiffre communiqué par la Préfecture.

En ce qui concerne les fluides, vous n'avez pas indiqué que nous étions en diminution au niveau du taux. Nous diminuons de 1,63%.

Sur le FSRIF, le fonds de solidarité, et bien, nous donnons 18 millions aux communes pauvres. Vous pensez que cela n'est pas de la solidarité. Nous allons avoir effectivement sur le parc Lorilleux un grand parking souterrain et au-dessus un parc aménagé pour les enfants et pour les adultes. Il n'y a rien d'extraordinaire et ce n'est hélas pas Euro Disney.

Chaque école est pourvue d'1 TBI, elles en auront un 2^{ème} cette année. Pour les façades de Jacotot, un projet vous sera soumis prochainement.

En ce qui concerne le RASED, ce n'est pas de ma compétence, mais de celle de l'Education Nationale. Ne mélangeons pas tout. Le projet rue du Moulin – projet d'école – est toujours inscrit – Les acquisitions sont en cours (76%) de façon à pouvoir réaliser, la réhabilitation de l'immeuble Bergères, la maison de retraite à côté du marché, des équipements école, crèche, et un parking souterrain sous le rond-point.

En ce qui concerne les préemptions, nous préemptons pour éliminer l'habitat insalubre. Je l'ai fait sur la rue Collin et grâce à l'appui du Syndic bénévole nous avançons bien dans ce dossier. Alors c'est bien beau de critiquer, c'est pas comme ci, c'est pas comme ça ... si vous nous proposiez un autre projet de budget, un contre budget, voilà qui serait intéressant.

Intervention de M. VAZIA – Une commission d'examen de ce budget en amont de ce conseil afin que vos services puissent décortiquer la façon dont il est établi, ça se fait dans d'autres communes, permettrait d'avoir une analyse plus pertinente. On n'a que quelques jours pour étudier ces dossiers (travail monstrueux, mépris pour l'opposition).

Intervention de M. GREBERT – Vous parlez d'un budget rigoureux, d'un budget de sacrifice, et bien ce soir, je pense au Maire de SEVRAN – en Seine Saint-Denis – que doit-il dire, lui qui a moins de moyens que nous. Rappelons que PUTEAUX est une ville très riche, qui a des marges de manœuvres encore énormes malgré les difficultés. Les revenus fiscaux de notre Commune, le potentiel fiscal atteint 4.270 € alors que la moyenne, en commune équivalente en taille, est de 1.147 €. On a un revenu fiscal, un potentiel fiscal, quatre fois plus élevé que la moyenne par habitant. Ce n'est pas une raison pour autant, que cet argent facilement gagné peut être utilisé n'importe comment, d'autant que les réformes fiscales en cours et à venir risquent de diminuer sérieusement cette rente et on voit là que vous décalez déjà sur après 2014, c'est-à-dire sur notre mandat à nous, certaines dépenses d'investissement. Depuis 2008, le groupe Alternance Puteaux a donc entrepris de dénoncer les gaspillages votés par la Majorité. Une meilleure gestion permettrait très aisément de maintenir et surtout d'améliorer le niveau de services offerts à la population tout en réduisant le montant des dépenses. Calculons mieux et Puteaux pourrait alors diminuer les impôts locaux. Je l'ai dit il y a quelques semaines, prenons exemple sur ISSY les Moulineaux, autre ville riche des Hauts-de-Seine, moins riche que nous, qui a décidé de baisser de 20% sa taxe d'habitation, c'est donc possible. En période de crise, cet argent redistribué aux Putéoliens serait certainement mieux utilisé que par notre Municipalité bling bling. Ce positionnement pour une baisse des impôts locaux n'est pas démagogique, il est le fruit de plusieurs années de travail de l'opposition, sur le fonctionnement, la gestion de la municipalité de Puteaux. Il apparaît que d'années en années, le budget présenté par la majorité UMP est chaque fois insincère, à la fin de l'année, il reste plusieurs millions d'euros inutilisés dans les caisses : 15 millions fin 2011. Il s'agit donc d'argent prélevé pour rien aux habitants, aux propriétaires et entreprises de Puteaux. Le but de la manœuvre est pernicieux, en maintenant un niveau élevé de prélèvements, le Maire peut affirmer qu'il gère bien la Ville puisqu'il ne fait jamais appel à l'emprunt : 0 euro de dette. Effectivement, vous êtes la seule commune de France à atteindre ce chiffre. Mais quel mérite ! lorsque les 2/3 de La Défense, avec ses revenus fiscaux, se trouve sur le territoire de notre Commune. La commune a 0% de dette peut-être, mais sur le dos des contribuables. En réalité, nous avons bien une dette sur les Putéoliens à qui nous avons emprunté cette année passée encore 15 millions d'euros. Voilà la réalité. Par ailleurs, on peut remarquer que pour la partie investissement d'un budget communal, l'emprunt est logique puisqu'il s'agit d'investir dans un équipement destiné à servir plusieurs dizaines d'années, ainsi on fait payer aux seuls Putéoliens d'aujourd'hui le coût d'un bien qui servira aux Putéoliens de demain. Dans la situation présente, décider d'une baisse des impôts nous paraît une évidence. Ce serait à la fois une mesure de bonne gestion mais aussi de justice. C'est loin d'être le cas. Les taux restent identiques plaidez-vous, mais les bases elles, augmentent respectivement de 2,84 pour la taxe d'habitation, et de 2,63 pour le foncier. Pour maintenir le niveau des impôts, il aurait donc fallu baisser les taux. Comme vous refusez de dire la vérité aux Putéoliens, l'opposition le fait. En réalité, les habitants de Puteaux paieront plus d'impôts cette année encore. Et pourquoi, pas pour plus de logements, quand vous dites que nous avons 30,8% de logements sociaux, déjà c'est en comptant tous les organismes de logements sociaux, pas celui de la Commune de Puteaux qui représente, elle, la majorité de ces logements, mais ¼ au niveau de l'ensemble des logements à Puteaux. Et ce taux là baisse puisque depuis 10 ans nous ne construisons plus rien et il va encore baisser car, vous l'avez dit vous-même ce soir, dans les projets actuels de ZAC, le taux de logements sociaux prévus est de 20%. Donc c'est simple, en diminuant le logement social dans du logement privé, on arrivera à un taux inférieur très progressivement, très notablement ce taux de 30%, malheureusement qui est un minimum en Région Parisienne, baissera dans les années qui viennent et a déjà baissé, pas pour plus de logements, pas pour plus de réhabilitation de logements non plus, les 3 millions de subventions aux HLM ne suffisent pas, pas pour un parc social vieillissant, pas pour plus de services, plus de social, plus d'aide aux personnes âgées, les familles et les personnes en difficulté, plus de soutien aussi aux entreprises et aux commerces créateurs d'activités, de lien social et d'emplois. On voit encore aujourd'hui que ce n'est pas non plus pour le développement durable puisque le seul programme de développement durable prévu par la Municipalité, la création, l'installation sur le toit de la piscine de cellules photovoltaïques a été annulé et pourquoi dites-vous, parce que ça n'est pas rentable, extraordinaire déclaration dans une mairie comme Puteaux où chacun constate tous les jours que la rentabilité n'est pas le critère principal dans vos décisions.

Ces investissements ne sont pas faits non plus pour le nécessaire et l'utile, il s'agit plus souvent de dépenses pour le futile, Stéphane Vazia l'a rappelé, un projet de rivière artificielle à la ZAC des Bergères alors que c'est un tunnel souterrain pour relier les quartiers dont il aurait sans doute fallu, un palais du Conservatoire qu'on annonce à 36 millions plus le parking, moi je dis 50 millions, et on verra bien à la fin que la facture sera bien de ce montant là, alors que c'est d'une école dont on aurait besoin dans ce nouveau quartier d'habitations. L'endettement par habitant reste à 0 et la fiscalité n'augmente pas, dites vous encore ce soir. Je viens de faire la démonstration du contraire. Puteaux a une dette envers la population et les entreprises de cette ville et pourtant leur feuille d'impôts, depuis 2006, ne cesse d'augmenter et augmentera encore cette année. Mais je voudrais dire aux habitants de cette ville, encore deux ans à tenir avant l'alternance, jusqu'au nécessaire changement de la politique locale pour plus de justice, de sincérité, plus d'équité fiscale pour une meilleure utilisation de l'argent public et pour de meilleurs services à la population.

Réponse de Mme CECCALDI – Je pense que la construction d'un budget est un exercice particulièrement délicat. Le Budget 2012, je le répète, se veut raisonné et rigoureux. Il a été finalisé sans recours à l'emprunt et sans augmentation de l'impôt.

Je voudrais vous demander, M. Grébert – qu'est-ce que le potentiel fiscal ? sans chercher dans votre ordinateur ...

Intervention de M. GREBERT – Je veux bien vous répondre, à une condition, posez la question à votre fils

Réponse de Mme CECCALDI – Je vous pose la question à vous – dont acte – vous êtes incapable de répondre. Ma forme de rigueur, elle est là : continuer à faire des investissements, continuer à travailler pour le bien être des habitants de Puteaux et cela sans augmentation d'impôt.

Vous dites que c'est un budget insincère, non ... heureusement qu'il y a des excédents. Vous parlez des dettes, et bien heureusement que nous n'en avons pas car aujourd'hui il est difficile pour les communes d'obtenir des prêts. Des collègues me disent que pour avoir les sommes nécessaires, ils sont obligés de faire des prêts dans diverses banques et combien il est difficile d'en obtenir.

Vous parlez de logements sociaux, il y a une loi que vous connaissez par cœur, c'est la loi SRU qui nous impose uniquement 20% de logements sociaux. On va au-delà à Puteaux puisqu'on a 30,8%. Je voudrais signaler que pour construire du logement, il faut avoir du foncier et on en a de moins en moins. Nous nous sommes engagés, en phase avec la loi SRU, à faire en sorte que dans nos ZAC il y ait des logements sociaux à hauteur de 20% (Théâtre et Bergères).

Sur le développement durable, nous avons mis en place l'Agenda 21, de nombreuses actions ont déjà été réalisées, vous méconnaissez cela, c'est la preuve que vous ne lisez pas beaucoup notre journal. Nous travaillons également sur des agendas 21 scolaires : il y en a un à Marius Jacotot et l'année prochaine, ce sera dans deux nouvelles écoles.

Ces dépenses, vous dites elles sont inutiles. Moi je crois au contraire qu'elles sont utiles pour tous. Quand vous nous parlez du Conservatoire en disant ce n'est pas une école, mais si, c'est une école de musique importante que j'ai promise aux habitants de Puteaux.

Je signale également puisque vous avez l'impression que tout se passe mieux ailleurs, que la Région a augmenté les impôts, ainsi que certaines villes détenues par vos amis et ce d'une façon considérable.

Intervention de Mme HARDY – Je voudrais d'abord faire quelques remarques sur les dossiers qui nous sont soumis :

- toujours aucune amélioration dans les délais d'envoi des dossiers, 5 jours francs avant le Conseil Municipal, pas un jour de plus ni de moins, « la loi rien que la loi » avez-vous toujours rétorqué ! Malgré nos demandes répétées, je constate que depuis 4 ans, vous campez sur vos positions, au mépris du travail de vos élus.

- deuxième point, et malgré là aussi nos demandes, il n'y a aucun travail de présentation du budget, en sus des comptes légaux, pour le comparer au réalisé des années précédentes, aucun tableau synthétique sur les évolutions dans le temps, et pire encore maintenant, aucun travail de pro-forma pour retracer l'impact des transferts à la CASD (Communauté d'Agglomération Seine Défense). Merci Madame le Maire, c'est là encore le constat d'un profond manque de considération pour le travail et la compréhension de vos élus, représentants les citoyens.

1°) Ce manque de comparaison entre le réalisé de 2011 et le nouveau budget 2012 est bien illustré par le chapitre des charges à caractère général, l'un des plus importants du budget communal. Le feuillet de commentaires qui accompagne les comptes mentionne une « simple » augmentation de 2,9%, c'est en fait une augmentation de 6,6% de toutes ces charges générales que vous budgétiez puisque le montant va atteindre 53,8M€ contre un réalisé en 2011 de 50,4M€ soit +3,4M€ : on notera la forte hausse du poste achat de prestations de services +9% à 6,474M€, du poste frais de nettoyage des locaux en hausse de 62% à 1,845M€ et des es honoraires avec +10% à 0,674M€.

La note explicative justifie ces hausses par l'externalisation des services tels que nettoyage et portage des repas à domicile, et comme je l'ai dit dans mon intervention sur les comptes 2011, ce choix politico économique nécessite une analyse, en liaison avec le poste charges de personnel.

2°) Charges de personnel : ce poste est annoncé dans votre note en baisse de 0,8% à 63M€, mais c'est en fait une hausse 2,1% que nous constatons pas rapport au réalisé de 2011 ; avouez que cette présentation ne fait absolument pas sens ! La concomitance de cette augmentation des charges de personnel avec la hausse des charges générales due à l'externalisation de prestations ne me semble pas cohérente. Merci de vos analyses.

3°) Recettes de gestion courante : elles sont en forte hausse apparente passant de 150,3M€ à 160,2M€ mais ce chiffre doit être corrigé du changement de mode de prise en charge du FSRJF (fond de péréquation en faveur

des communes moins riches) entre la commune et la CASD pour 11M€. Au final elles sont stables entre 2011 et 2012, malgré une budgétisation 2012 (réaliste ???) d'une forte baisse des droits de mutation à 5M€ contre 8,3M€ perçus en 2011.

Les produits financiers budgétisés pour 2012 sont en baisse à 2,9M€ contre 4,9M€ perçus en 2011, alors que le montant placé en titres s'élève encore à 67M€ fin 2011.

Les recettes semblent donc prévues là encore de manière très prudente, et depuis de nombreuses années elles ont toujours été plus élevées que le budget.

Minimiser les recettes prévues et maximiser les dépenses permet de présenter un budget primitif équilibré, comme le veut la loi, démontrant ainsi par cet exercice « orienté » qu'une baisse de la fiscalité n'est pas possible. Or toutes les années, depuis 2008 au moins, démontrent que les comptes ont toujours été meilleurs que les prévisions, générant ainsi des excédents reportés d'année en année, sans avoir souscrit à la moindre baisse des impôts locaux.

4°) Les investissements : le budget reste élevé à 104M€ contre un réalisé de 86M€ en 2011 - le budget primitif prévoyait 90M€ - hors placements financiers. Je doute à nouveau de notre capacité à lancer et gérer tous ces travaux mais là aussi, il faut bien équilibrer recettes et dépenses...

Pas de nouveaux programmes lancés, poursuite de la ZAC des Bergères, de la construction du conservatoire et de son parking, sur lesquels vous prévoyez respectivement 12, 20 et 7M€ de crédits de paiement. Par contre, nous notons l'abandon du seul programme de développement durable, voté pour 2,5M€, sur lequel 0,74M€ auront été dépensés... en pure perte ? (il s'agissait de panneaux photovoltaïque sur le palais des sports) Quel dommage !

Pour conclure mes commentaires, je ne redirai pas tout ce que j'ai écrit (faute de l'avoir dit puisque j'ai quitté la salle en solidarité avec l'expulsion de C Grébert par la police) sur le débat d'orientation budgétaire, je terminerai juste en renouvelant mes 3 souhaits ou droits de suite :

- Avoir à l'avenir une comparaison du budget avec le réalisé et pas de budget à budget
- Obtenir une analyse sur l'externalisation des certaines prestations, en lien avec l'évolution des charges de personnel
- Obtenir une analyse des différents postes de fluides depuis plusieurs années, volume et prix.

Réponse de Mme CECCALDI – La loi donne obligation de vous donner les documents dans un délai de cinq jours francs. Il y a aussi un personnel qui fait un immense travail, jamais une pensée d'ailleurs pour le personnel communal qui se dévoue sans compter, c'est vous qui méprisez leur travail.

La maquette comptable, vous le savez très bien, c'est la M14 et elle est ainsi faite, on ne peut pas la changer. Ensuite vous parlez du bilan de l'interco, il sera présenté au plus tard le 30 juin, un exposé comptable vous montrera ce qui a été transféré.

J'en reviens aux recettes. Vous me dites en ce qui concerne le fonds de solidarité, aujourd'hui vous ne payez plus que 13 millions mais cela est sans compter ce qui a été transféré à la CASD

Intervention de Mme HARDY – 13 millions, c'est tout compris, il y a 0,8 qui vont être payés en 2012 à la CASD, il y a un tableau dans le document. J'insiste ...

Réponse de Mme CECCALDI – Vous avez raison, j'ai fait une erreur. Vous comparez souvent le C.A. et le B.P. alors qu'il faut comparer de B.P. à B.P., sinon cela est vicié.

Depuis 1997, on vote chapitre par chapitre, il est temps de s'en rendre compte.

L'externalisation des crèches, c'est une décision que j'ai dû prendre faute de personnel et vous le savez bien. Cela nous a permis également de faire des économies importantes.

Sur la fiscalité, vous parlez de cash, on n'est pas dans un casino, on fait du service public. Les recettes fiscales, elles augmentent, et cela nous permet de ne pas toucher justement aux charges Ménage. On fait plus d'investissement à Puteaux qu'ailleurs.

En ce qui concerne le développement durable, vous dites qu'il n'y a rien, mais dans la ZAC des Bergères, il y a 4 millions qui sont prévus pour le développement durable.

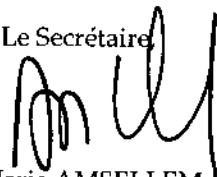
En ce qui concerne vos souhaits de comparaison du budget à l'année N-1, ce sera difficile, cela représente encore du travail supplémentaire par rapport à ce qui nous est demandé. On est passé à la M14 et il faudrait retourner comme auparavant. On va voir si on peut le faire. Je ne vous promets rien.

L'analyse sur les externalisations des prestations, oui, on vous fera les comparatifs, et l'analyse sur les fluides, je vous l'ai promise.

Je voulais dire à M. Grébert, qui s'amuse à tweeter pendant le Conseil Municipal, que pendant ce temps là, il ne travaille pas et il n'écoute rien.

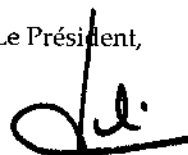
La séance est levée à 23 H 05.

Le Secrétaire



Anne-Marie AMSELLEM
Maire-Adjoint

Le Président,



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD
Maire de Puteaux
Député des Hauts-de-Seine

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012

QUESTION N° 4

<p>COMMUNICATIONS</p>

COMMUNICATION DES DECISIONS PRISES
EN APPLICATION
DES ARTICLES L.2122-21 et L.2122-22
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES
TERRITORIALES

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRÊTÉ DU MAIRE

Fixation du tarif appliqué à la vente
de DVD de spectacles à visée pédagogique
organisés par le Conservatoire municipal de Puteaux

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE
AR n° 092-219200623-20120330-18628-AR

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du 27 mars 2008 portant délégation de pouvoirs au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le rapport annexé,

Considérant qu'il y a lieu de fixer le tarif appliqué à la vente de DVD de spectacles à visée pédagogique organisés par le Conservatoire municipal de Puteaux,

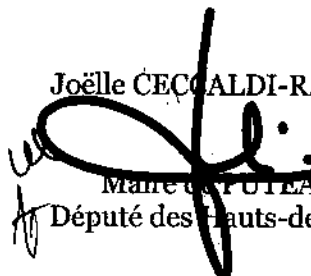
ARRETE :

Article 1^{er} : Le tarif d'un DVD est fixé à 5 euros (cinq euros).

Article 2 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine
- Monsieur le Receveur municipal de Puteaux

Fait à Puteaux le : **30 MARS 2012**

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de PUTEAUX
Député des Hauts-de-Seine

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRÊTÉ TELETRANSMIS EN
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 - 20120601 - 1912-AR

FIXATION DES TARIFS DES PLACES DES FILMS DOCUMENTAIRES – DEBAT « CAP MONDE »

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Vu l'arrêté du Maire du 11 juillet 2011 fixant les tarifs des places de spectacles pour la saison 2011-2012,

Considérant qu'il y a lieu de fixer les tarifs des places des films documentaires - débats « Cap Monde » qui s'appliqueront à compter de la saison 2012/2013,

Vu le rapport du service des affaires culturelles en date du 15 mai 2012, ci annexé,

ARRÊTÉ

Article 1 : Le tarif des places des conférences Cap Monde s'établit comme suit :

Tout public :

Tarif des places à l'unité	7€
Abonnement aux 7 conférences	35€

Tarif scolaire :

	Elèves	Accompagnateurs
Scolaires	Gratuité	Gratuité


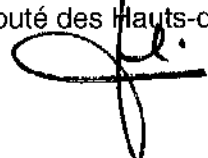
Les places pour les conférences CAP MONDE sont proposées en placement libre.

Article 2 : Les billets de conférences ne sont pas remboursables, sauf annulation de représentations.

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le préfet des Hauts-de-Seine
- Monsieur Le Trésorier Principal Municipal de Puteaux

Fait à Puteaux, le - 1 JUIN 2012

Le Maire,

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD
Député des Hauts-de-Seine


Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification

19126

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRÊTÉ DU MAIRE

FIXATION DU TARIF
« ATTRACTIONS FORRAINES »
LA GUINGUETTE DU 24 JUIN 2012

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE
AR n° 092-219200623 - 20120605 19126 AR

Le Maire de Puteaux,
Député des Hauts-de-Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

considérant qu'il y a lieu de fixer un tarif pour l'accès à des attractions foraines lors de la manifestation « Guinguette » le dimanche 24 juin 2012,

Vu le rapport du service ci-annexé,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif d'accès aux attractions est fixé à 2€ par personne.

ARTICLE 2 : La fête de la Guinguette se déroulera sur deux jours, le 23 et le 24 juin sur l'île de Puteaux.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Puteaux.

Fait à Puteaux, le - 5 JUIN 2012

Joëlle CECCALDI RAYNAUD


Maire de Puteaux

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRÊTÉ DU MAIRE

INSTAURATION DES TARIFS
DU SALON DES GOUTS ET SAVEURS

Le Maire de Puteaux,
Député des Hauts-de-Seine,

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE

AR n° 092-219200623-20120521-18971 AK

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Vu l'arrêté du Maire n° 1609 en date du 18 juillet 2008 fixant le tarif de location des emplacements du salon du goût et des saveurs ;

Vu le rapport du service ci-annexé,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les exposants du salon des Goûts et Saveurs s'acquitteront d'une participation de 70 € pour les 3 jours, pour la location de l'emplacement, et d'une caution de 100 € pour la réservation de l'emplacement.

ARTICLE 2 : Le salon se déroulera sur une durée de trois jours, soit les 21, 22, 23 septembre 2012 sur l'Esplanade de l'Hôtel de Ville.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Puteaux.

Fait à Puteaux, le

21 MAI 2012

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD


Maire de Puteaux
Député des Hauts-de-Seine.

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 - 20120521 - 18991 AR

ARRÊTÉS DU MAIRE

FIXATION DU TARIF D'ACCUEIL DES CLUBS SPORTIFS APPLIQUES A LA RESIDENCE DE VACANCES « LES TROIS HAMEAUX » A PLOEMEUR HORS PERIODE ESTIVALE

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les demandes récurrentes des clubs sportifs de foot et de rugby pour louer le site hors période estivale dans le cadre de tournois sportifs,

Considérant que le centre de vacances de PLOEMEUR n'est pas occupé aux périodes sollicitées,

Vu le rapport de la Direction Générale, ci-annexé,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le montant de la nuitée par personne est fixé à 8 € lors de séjour aux « Trois Hameaux » à PLOEMEUR (56) à l'occasion des rencontres sportives organisées par des associations.

ARTICLE 2 : Le montant de la caution pour l'accueil de l'ensemble des groupes est fixé à 1 500 €

ARTICLE 3 : La recette sera perçue sur le compte 7063, chapitre 70, du budget de l'exercice en cours.

ARTICLE 4 : Cet arrêté ne concerne pas les associations sportives de Puteaux qui bénéficient de la gratuité.

Fait à Puteaux, le

21 MAI 2012

Le Maire,


Joëlle CECCALDI-RAYNAUD
Député des Hauts-de-Seine

MAIRIE DE PUTEAUX

Fixation des tarifs des activités,
sportives, culturelles, de la jeunesse
et du conservatoire.

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de Puteaux,
Député des Hauts-de-Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE
AR n° 092-219200623 - 20120525 - 19036AR

Vu la délibération du Conseil Municipal du 27 mars 2008 portant délégation de pouvoirs au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du Maire n° 14580 en date du 13 avril 2011 fixant pour la saison 2011/2012, les tarifs des activités liées à la Jeunesse, à la Culture, au Sport ainsi que du Conservatoire de la Ville de Puteaux,

Vu le rapport ci-annexé,

ARRETE :

ARTICLE 1 : TARIFS

Les tarifs des activités pour la saison 2012/2013 du Conservatoire, du Sport, de la Culture, et de la Jeunesse sont réévalués à hauteur de 15 % et s'établissent, comme suit :

1- CONSERVATOIRE :

- Cursus (cycles de 3 à 5 ans)	184,00 €
- Cursus Danse (cycles de 3 à 5 ans)	195,00 €
- Parcours Découverte (cycle de 2 ans maximum)	88,00 €
- Parcours Accompagné	184,00 €
- Initiation et Ateliers Danse*	80,00 €
- Initiation et Atelier	69,00 €

- * Les tarifs de danse tiennent compte des dix euros (10,00 €) de participation aux frais d'achat de costume.
- Une réduction au prorata sera appliquée sur les cotisations pour toute inscription faite au-delà du 1 décembre 2012 :
 - 25 % du 1^{er} décembre de l'année scolaire au 28 février suivant,
 - 50 % du 1^{er} mars de l'année scolaire à la fin de l'année scolaire.

2- SPORT :

a) Pour toutes disciplines de base :

(Sauf pour les activités Musculation, Fitness, Cours Aquatique Adultes et Tennis)

- Enfant (- de 18 ans) **80,50 €**

- Adulte **115,00 €**

b) Pour toutes disciplines spécifiques :

- Escrime **147,00 €**

- Bébés nageurs* **224,00 €**

* Tarif ne bénéficiant pas de la revalorisation de 15 %

3- CULTURE :

a) Pour toutes disciplines de base :

- Enfant (- de 18 ans) **80,50 €**

- Adulte **115,00 €**

b) Pour toutes disciplines spécifiques :

- Poterie Céramique Adulte **1 32,00 €**

- Dessin Peinture Adulte **132,00 €**

- Loisir Création Adulte **132,00 €**

- Petits Gourmets pour 5 mois **158,50 €**

- Abat-jour,
émaux-céramique, peinture
sur faïence, sur tissu,
sur porcelaine, **163,00 €**

- Art culinaire : pour 5 mois **163,00 €**
Cuisine du moment
(de septembre à janvier et de février à juin)

- Art culinaire : Plaisirs de la Table (de septembre à janvier et de février à juin)
163,00 €

- Sculpture, Plâtre Direct **210,00 €**

- Tiffany, vitrail **304,00 €**

4- JEUNESSE :

a) Pour toutes disciplines de base :

- Enfant (- de 18 ans) **80,50 €**

- Adulte **115,00 €**

b) Pour toutes disciplines spécifique :

- Aéromodélisme **132,00 €**

- Maquettes Vitrines Diorama **132,00 €**

5- REDUCTIONS :

A) Des réductions non cumulables sont accordées aux résidents de Puteaux sur les droits d'inscription, par discipline, dans les cas suivant :

- | | |
|--|--------|
| 1) Inscription à une deuxième discipline ou plus : | - 25% |
| 2) Inscription d'un deuxième enfants ou plus : | - 20% |
| 3) Titulaire de la carte famille nombreuse : | - 20 % |
| 4) Titulaire de la carte d'invalidité : | - 20 % |
| 5) Allocataire RMI/ASSEDIC : | - 20 % |
| 6) Retraité et Sénior de 65 ans et plus : | - 20 % |
| 7) Etudiant : | - 20 % |

B) Aucune réduction ne sera admise sur les dispositifs suivants :

- Eveil Initiation,
- Ateliers.

ARTICLE 2 : REMBOURSEMENT

- 1) Toute année commencée est intégralement due.
- 2) A titre exceptionnel, il pourra être procédé au remboursement du montant de la cotisation. La Ville de Puteaux conservera 10 % du montant de la cotisation pour les frais de dossier.
- 3) La date butoir pour tout remboursement est fixée au 31 octobre 2012. Il ne sera accepté aucun remboursement après cette date.

ARTICLE 3 : AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

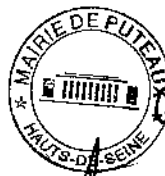
- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Puteaux.

Fait à Puteaux, le **25 MAI 2012**

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
 - Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois
- A compter de sa publication/notification

Madame CECCALDI-RAYNAUD



Maire de Puteaux
Député des Hauts de Seine

DEPARTEMENT
des Hauts-de-Seine

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

19063

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRÊTÉ DU MAIRE

**DON D'UN PIANO DROIT RAMEAU
AU PALAIS DE LA DANSE DE LA VILLE DE PUTEAUX**

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Considérant qu'il y a lieu d'accepter le don d'un piano droit Rameau en date du 15 mai 2012,

ARRETE

ARTICLE 1 : Accepte le don d'un piano droit Rameau.

ARTICLE 2 : Cet instrument sera remis au Palais de la Danse de la Ville de Puteaux.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- * Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- * Monsieur le Receveur Municipal de Puteaux.

Fait à Puteaux, le

25 MAI 2012

Le Maire,


Joëlle CECCALDI-RAYNAUD
Député des Hauts-de-Seine

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARRETE DE MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR
DU CONSERVATOIRE DE LA VILLE DE PUTEAUX**

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 - 20120525 - 19062-AR

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Considérant qu'il y a lieu de modifier le règlement intérieur du Conservatoire de la Ville de Puteaux à compter du 1^{er} septembre 2012,

ARRETE

ARTICLE 1 : Annule et remplace le règlement intérieur du Conservatoire de la Ville de Puteaux à compter du 1^{er} septembre 2012.

ARTICLE 2 : Valide et accepte le nouveau règlement intérieur à compter du 1^{er} septembre 2012.

- * Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- * Monsieur le Receveur Municipal de Puteaux.

Fait à Puteaux, le 25 MAI 2012

Le Maire,

Joëlle CECCAL-RAINAUD
Député des Hauts-de-Seine

Règlement intérieur du Conservatoire

INSCRIPTIONS

ARTICLE 1

Toute inscription au Conservatoire vaut acceptation du présent règlement intérieur.

ARTICLE 2

Le règlement intérieur est composé de trois parties : les généralités usagers, le règlement pédagogique et le règlement intérieur à l'attention du personnel.

ARTICLE 3

Les inscriptions au Conservatoire sont annuelles et se font en fonction des places disponibles et de la cohérence du projet de l'élève face aux dispositifs pédagogiques proposés.

ARTICLE 4

Les tarifs sont fixés par arrêté municipal.
(cf : grille tarifaire)

ARTICLE 5

Le Directeur a la mission de veiller à ce qu'une activité ne soit pas néfaste à l'épanouissement ou l'intégrité physique d'un élève. Si cela se produisait, le Directeur pourrait inviter l'élève à arrêter en cours d'année et à être remboursé de manière exceptionnelle au prorata de l'année écoulée.

ARTICLE 6

L'accès aux salles de cours n'est permis qu'aux élèves inscrits c'est à dire à ceux qui sont à jour avec leur dossier d'inscription et notamment avec le règlement de leur cotisation.

ARTICLE 7

Les conditions d'inscription au Conservatoire sont les suivantes :

- Être en position de conformité vis-à-vis du règlement pédagogique
- Respecter les délais et formalités d'inscription.

ARTICLE 8

Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, les élèves ont un droit d'accès et de modifications des données nominatives qu'ils ont fournies.

ARTICLE 9

Si le nombre d'élèves est jugé insuffisant, le Conservatoire peut modifier les modalités du cours ou le supprimer (si cela se produit avant le 31 octobre). Dans ce cas, l'élève est remboursé.

ARTICLE 10

En cas d'absence ponctuelle d'un professeur, celui-ci ne sera pas remplacé et la séance ne sera pas reportée.

ARTICLE 11

Les familles peuvent, par courrier, faire une demande de remboursement de cotisation jusqu'au 31 octobre. Au-delà de cette période, les démissions ne donneront lieu à aucun remboursement.

ARTICLE 12

Une attestation de paiement et une carte d'élève (avec photographie) sont remises à la rentrée. Par mesure de sécurité, l'élève doit être en possession de sa carte pendant ses activités.

ARTICLE 13

Les cours sont dispensés au Conservatoire ou dans ses antennes selon le calendrier adapté du calendrier scolaire proposé à la rentrée.

ARTICLE 14

Pour toutes les activités corporelles, les élèves ne sont acceptés en cours qu'une fois donné un certificat médical d'aptitude de la discipline datant de moins de 3 mois.

SECURITÉ

ARTICLE 15

L'accès aux salles de cours, aux vestiaires et aux circulations entre les salles de l'établissement est strictement réservé au personnel et aux élèves (sauf accord express du Directeur).

Pour les vestiaires de danse, le Directeur peut désigner des parents délégués accompagnant le professeur pour l'aide à la mise en tenue des plus jeunes). Plus précisément et sauf autorisation de la Direction, les parents ou accompagnateurs ne peuvent pas assister aux cours.

L'accès aux salles de cours, aux vestiaires et aux circulations entre les salles de l'établissement est strictement réservé au personnel et aux élèves. Le déshabillage des enfants inscrits en cours de danse, doit s'effectuer uniquement à l'intérieur des vestiaires, et est strictement interdit dans les couloirs. Pour les vestiaires de danse, le Directeur peut désigner des parents délégués pour l'aide à la mise en tenue des plus jeunes. Plus précisément, et sauf autorisation de la Direction, les parents accompagnateurs ne peuvent pas assister aux cours.

ARTICLE 16

L'obligation d'encadrement et de surveillance du conservatoire est limitée aux heures de cours.

En dehors de ces horaires, les mineurs demeurent sous la responsabilité des parents.

L'obligation d'encadrement et de surveillance du conservatoire est limitée aux heures de cours.

En dehors de ces horaires, les mineurs demeurent sous la responsabilité des parents qui doivent donc les récupérer juste après le cours.

ARTICLE 17

Il est interdit aux élèves et autres ayants droits :

- d'emprunter les issues ou passages qui ne sont pas normalement prévues pour la circulation des élèves
- d'accéder aux locaux techniques, aux toitures et terrasses
- de manipuler tout appareil lié à la sécurité des personnes ou des biens (sauf les extincteurs dans le cas d'incendie).

ARTICLE 18

Les élèves ainsi que le personnel doivent signaler immédiatement au secrétariat toute anomalie qu'ils pourraient constater : dégagement encombré, odeur de fumée, étincelles électriques etc.

ARTICLE 19

Tout acte de non-respect du règlement intérieur, de dégradation, de violence, de vol ou d'incorrection de la part des élèves ou des parents accompagnateurs est passible de sanctions.

ARTICLE 20

En cas d'urgence médicale au sein de l'établissement, les parents autorisent le Conservatoire à prendre toutes les dispositions nécessaires (appel du Samu, des pompiers).

ARTICLE 21

La possession et l'usage de photocopies de partitions (en dehors du cadre défini par le Conservatoire) sont formellement interdits dans l'établissement. A la suite d'un éventuel contrôle des autorités, le Conservatoire se retournerait contre tout contrevenant tenu individuellement responsable des conséquences.

La possession et l'usage de photocopies de partitions (en dehors du cadre défini par le Conservatoire) sont formellement interdits dans l'établissement. A la suite d'un éventuel contrôle des autorités, le Conservatoire se retournerait contre tout contrevenant tenu individuellement responsable des conséquences.

D'autre part, le photocopieur ne peut en aucun cas servir à un usage personnel ou privé.

ARTICLE 22

Il est interdit d'apporter des objets dangereux (armes blanches, produits inflammables) ou pouvant occasionner chutes ou désordre (roller skate, trottinette, skate-board).

ARTICLE 23

L'administration du Conservatoire doit obligatoirement avoir connaissance et copie des ordonnances médicales pour toute consommation de médicament qui devrait avoir lieu dans l'enceinte de l'établissement par un enfant mineur.

ARTICLE 24

Les élèves et accompagnateurs s'engagent à respecter toute mesure qui serait imposée pour des raisons de sécurité.

ARTICLE 25

Les chiens même tenus en laisse ne sont pas admis à l'intérieur des locaux (sauf les chiens au service de personnes handicapées).

Les animaux même tenus en laisse ne sont pas admis à l'intérieur des locaux (sauf chiens au service de personnes handicapées).

ARTICLE 26

La Ville de Puteaux n'est pas responsable des objets personnels des adhérents notamment en cas de dégradation, de perte ou de vol. Il est tout à fait recommandé de n'apporter aucun objet de valeur au Conservatoire a fortiori lorsque l'adhérent utilise un vestiaire. (erreur à corriger)

ARTICLE 27

En aucun cas, le matériel du Conservatoire ne pourra être sorti sans autorisation expresse du Directeur.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES PÉDAGOGIQUES

ARTICLE 28

Un élève ne peut pas suivre des cours de la même discipline dans deux conservatoires simultanément, deux conservatoires simultanément, sauf accord des deux directeurs concernés.

ARTICLE 29 (A rajouter)

Conformément à la circulaire n°40 du 09/10/1995 du Ministère de la Santé, les téléphones portables doivent être mis en position arrêt dans l'enceinte du Conservatoire (salles de cours, couloirs et salle d'attente), car ils risquent de perturber le bon déroulement des cours.

ARTICLE 30

Le refus de participer :

- à un cours obligatoire (voir règlement pédagogique)
- aux évaluations (examens, concours, modules, etc.)
- ou à un concert ou audition après sollicitation du professeur ou du Directeur peut entraîner une sanction ou, à défaut, une réorientation en cours d'année. Le conservatoire s'engage, de son côté, à prévenir les familles suffisamment à l'avance de toutes ses sollicitations.

ARTICLE 31

En cas d'absence manifeste de travail et/ou de motivation durant trois cours, signalée par l'enseignant, l'élève (ou le parent pour un mineur) est convoqué par la

Direction et reçoit un avertissement. Si, suite à cela, la situation devait persister, le conseil de discipline devrait statuer sur l'exclusion de l'élève.

ARTICLE 32

Lorsqu'il y a formation de groupes, le professeur dispose d'un délai d'un mois (4 cours) pour éventuellement réaffecter un élève en fonction de critères particuliers (niveau, parité hommes/femmes, etc.).

ARTICLE 33

Pour les cours de danse (atelier/cursus) et d'initiation à la danse, il est exigé une tenue commune ainsi qu'une coiffure adaptée à la pratique (queue de cheval ou chignon pour le jazz ou le contemporain, chignon pour l'initiation à la danse ou cursus par exemple...)

Pour les cours de danse (atelier/cursus) et d'initiation à la danse, il est exigé une tenue commune ainsi qu'une coiffure adaptée à la pratique (queue de cheval ou chignon pour le jazz ou le contemporain, chignon pour l'initiation à la danse ou cursus par exemple...) Les sous-vêtements ne sont pas autorisés sous la tenue de danse pour l'initiation, la danse jazz, la danse classique et la danse contemporaine à l'exception des sous vêtements spécifiques à la danse (ringrave, chair...). Les chaussures de sport type « baskets » ne sont pas autorisées sauf pour les cours de Hip Hop et de Break Danse.

LES ELEVES ET LES PARENTS

ARTICLE 34 (A rajouter)

Les familles ont l'obligation d'informer en temps utiles l'administration du conservatoire de tout changement de coordonnées (adresse, téléphones, adresse mail).

ARTICLE 35

Les sanctions applicables aux élèves sont: l'avertissement, l'exclusion temporaire ou l'exclusion définitive qui est sans appel. Cette dernière est prononcée par le conseil de discipline. Ces sanctions font l'objet d'un courrier. En aucun cas, les sanctions disciplinaires ne peuvent donner lieu à un quelconque remboursement de cotisation (ou autre).

ARTICLE 36

Les élèves doivent suivre avec ponctualité et assiduité les cours auxquels ils sont inscrits.

Tout élève absent sans justification durant deux semaines consécutives fait l'objet d'un signalement envoyé à la famille. En cas de deux absences supplémentaires sans justification, l'élève est radié des effectifs, considéré comme démissionnaire.

ARTICLE 37

En cas d'absence, les parents (ou l'élève majeur) doivent prévenir l'administration du conservatoire par l'administration du conservatoire par avance (sauf cas de force majeure). Ils adressent par la suite une information sur le carnet de correspondance. Un certificat médical doit être adressé au secrétariat en cas d'absence pour maladie dont la durée excède deux semaines.

ARTICLE 38

La bonne tenue des élèves conditionne la qualité de l'enseignement dispensé. Tout manquement aux principes de bonne conduite à l'égard d'un professeur ou d'un membre de l'administration du Conservatoire peut être sanctionné.

ARTICLE 39

Les élèves doivent prendre le plus grand soin des instruments ou costumes qu'ils utilisent ou qui leur sont confiés par le Conservatoire. Il est interdit à toute personne d'emporter sans autorisation expresse du Directeur les objets appartenant à l'école (instruments, partitions, etc.).

ARTICLE 40

Toute dégradation faite aux bâtiments, au mobilier, aux instruments ou aux partitions sera imputées au responsable (élève majeur ou tuteur de l'élève mineur).

ARTICLE 41

Les parents doivent

- veiller à ce que le carnet de correspondance soit en possession des élèves
- le consulter chaque semaine
- porter connaissance à la direction et au professeur toute indication familiale, sociale ou médicale importante dans la vie de l'enfant.

ARTICLE 42

Un matériel obligatoire pour les études est indiqué en début d'année et chaque fois que nécessaire. Les élèves doivent disposer de ce matériel dans des délais raisonnables (instrument, partitions, fournitures, etc.). L'inscription en cours d'instrument implique la possession à domicile de l'instrument considéré. Une dérogation peut être accordée par le directeur dans le cas de disciplines particulières (orgue, percussions). Concernant le piano, l'enseignement du piano ne peut se faire sur un clavinova (ou piano électrique) à partir de la 3^e année.

ARTICLE 43

Sur demande, le directeur peut offrir aux élèves l'accès aux salles de cours pour des répétitions.

ARTICLE 44

Les parents doivent veiller à la compatibilité, sur le plan des horaires, des cursus et activités suivis par les élèves au conservatoire et en dehors du Conservatoire. En cas de difficultés récurrentes, la famille de l'élève peut être invitée à effectuer un choix entre les activités que l'élève mène de front, sous peine d'exclusion d'une discipline prononcée par le conseil de discipline.

ARTICLE 45

Il est demandé aux parents d'élèves mineurs et aux élèves majeurs de souscrire une assurance civile personnelle, et une assurance pour l'instrument utilisé, le cas échéant.

INSTITUTIONNEL

ARTICLE 46

Un Conseil consultatif est un organe de concertation paritaire (les membres élus le sont pour 3 ans) qui se réunit une fois par an (au moins) pour aborder toute question relative au fonctionnement de l'établissement. Il est présidé par le Maire ou son Il est présidé par le Maire ou son représentant qui dresse l'ordre du jour dont les points sont présentés par le Directeur. Un document précise les modalités du conseil.

ARTICLE 47

Le conseil pédagogique est composé d'enseignants. Il permet la concertation pédagogique dans l'établissement. Il est convoqué par département ou en formation ordinaire c'est-à-dire en formation ordinaire c'est-à-dire avec l'ensemble des professeurs coordinateurs.

ARTICLE 48

Le conseil de discipline se tient lorsque nécessaire, à la demande du Directeur. Il est composé du Directeur et/ou de son adjoint, des professeurs concernés par l'activité de l'élève ainsi que d'un représentant de parent, du représentant des élèves, du Maire et/ou de son représentant et du Directeur général des services et/ou son représentant. À leur demande, les parents de l'élève (ou l'élève) peuvent être entendus.

Autorisation d'ouverture
exceptionnelle des commerces
relevant de la branche « habillement et chaussures »

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRÊTÉ TELETRANSMIS EN
PRÉFECTURE

AR n° 092-219200623 - 20120511-18956.AR

Le Maire de la Ville de PUTEAUX,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu le Code du Travail et notamment son article L. 3132-26, L.3132-27
et R.3132-21 ;

Vu la circulaire du Préfet des Hauts de Seine en date du 30 mars 2009,
laquelle précise que les dérogations temporaires au repos dominical accordées
par le maire doivent être accordées de façon collective par branche de
commerces de détail, sans pouvoir être limitées à un seul établissement d'une
même branche ;

Considérant que par courrier en date du 30 Avril 2012, l'enseigne « LA
HALLE AUX CHAUSSURES », appartenant à la branche professionnelle
« habillement et chaussures », sollicite une autorisation d'ouverture
exceptionnelle, le dimanche 1^{er} Juillet 2012 ;

Considérant que par courrier en date du 9 Mai 2012, les syndicats CGC,
CFTC, APAC, FO-UDAL, CGT, AISP ont été contactés afin qu'ils émettent un
avis pour cette ouverture de magasin ;

Considérant qu'il y a lieu d'accorder, à l'ensemble des établissements
relevant de l'activité commerciale concernée, une autorisation d'ouverture
exceptionnelle le dimanche 1^{er} Juillet 2012 ;

ARRÊTÉ

Article 1er. - Autorise l'ouverture exceptionnelle des magasins
appartenant à la branche professionnelle « habillement et chaussures » le
dimanche 1^{er} Juillet 2012.

Article 2. - Les conditions dans lesquelles le repos compensateur est
accordé soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou
dans celle qui suit la suppression du repos.

Article 3. – Ampliation du présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et ampliation en sera adressée à :

- M. Le Préfet des Hauts de Seine

Fait à PUTEAUX le 11 MAI 2012

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification .



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD


Maire de PUTEAUX
Député des Hauts-de-Seine

18905

Autorisation d'ouverture
exceptionnelle des commerces
relevant de la branche « commerces
et réparations automobiles »

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRÊTÉ TELETRANSMIS EN
PREFECTURE

AR n° 092-219200623-20120516-18905 AR

Le Maire de la Ville de PUTEAUX,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu le Code du Travail et notamment son article L. 3132-26, L.3132-27
et R.3132-21 ;

Vu la circulaire du Préfet des Hauts de Seine en date du 30 mars 2009,
laquelle précise que les dérogations temporaires au repos dominical accordées
par le maire doivent être accordées de façon collective par branche de
commerces de détail, sans pouvoir être limitées à un seul établissement d'une
même branche ;

Considérant que par mail en date du 9 Mai 2012, l'enseigne
«Automotion la défense », appartenant à la branche professionnelle « commerces
et réparations automobiles », sollicite une autorisation d'ouverture
exceptionnelle, le dimanche 10 Juin 2012 ;

Considérant que par courrier en date du 11 Mai 2012, les syndicats
CGC, CFTC, APAC, FO-UDAL, CGT, AISP ont été contactés afin qu'ils
émettent un avis pour cette ouverture de magasin ;

Considérant qu'il y a lieu d'accorder, à l'ensemble des établissements
relevant de l'activité commerciale concernée, une autorisation d'ouverture
exceptionnelle le dimanche 10 Juin 2012.

ARRÊTÉ

Article 1er. - Autorise l'ouverture exceptionnelle des magasins
appartenant à la branche professionnelle du « commerces et réparations
automobile » le dimanche 10 Juin 2012.

Article 2. - Les conditions dans lesquelles le repos compensateur est
accordé soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou
dans celle qui suit la suppression du repos.

Article 3. – Ampliation du présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et ampliation en sera adressée à :

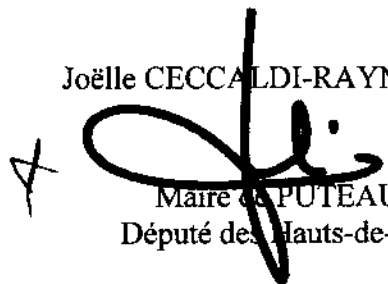
- M. Le Préfet des Hauts de Seine

Fait à PUTEAUX le **15 MAI 2012**

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification .

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a vertical stroke, is written over the printed name and title.

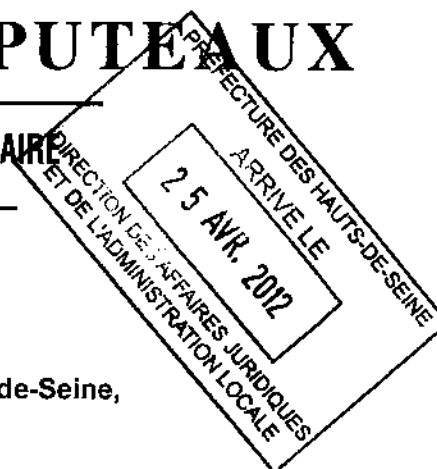
Maire de PUTEAUX
Député des Hauts-de-Seine

MAIRIE DE PUTEAUX

Retrait de l'arrêté du 1^{er} décembre 2011
Portant exercice du Droit de Prémption
par la Ville de Puteaux à l'occasion
de la vente d'un bâtiment en totalité
appartenant à Madame ORLIANGE
sis 15, rue Anatole France et cadastré T n° 91.

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,
Député des Hauts-de-Seine,



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.210-1 et suivants et L.300-1, modifiés par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment son article L.1112-3,

Vu le Plan d'Occupation des Sols partiel n°1, approuvé le 19 décembre 2001, mis en révision le 23 juillet 2002, modifié les 27 novembre 2006, 14 février 2008 et 26 septembre 2009,

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date des 30 juin 1986, 29 janvier 1987 et 24 septembre 1987, décidant et maintenant l'instauration du Droit de Prémption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines et d'urbanisation future figurant au Plan d'Occupation des Sols partiel n° 1 de la Commune et l'extension du Droit de Prémption Urbain aux aliénations et cessions visées à l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du 27 mars 2008 par laquelle le Conseil Municipal a accordé au Maire, pour la durée de son mandat, délégation pour les matières visées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celle relative à l'exercice des droits de préemption,

Vu les formalités de publicité des délibérations susvisées dûment accomplies,

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner souscrite par l'étude notariale GERACI-REBOUX, représentant Madame VANDEN-BLECKEN, veuve ORLIANGE, reçue en Mairie le 3 octobre 2011, concernant la vente au prix de SEPT CENT SOIXANTE SEPT MILLE EUROS (767.000 €) en ce non compris une commission d'agence à la charge de l'acquéreur d'un montant de 38.000 € :

- d'un immeuble en totalité, libre de toute occupation ou location, d'une surface utile déclarée de 210 m² environ situé 15, rue Anatole France, cadastré section T n° 91.

Vu la Délibération approuvée en Conseil Municipal le 11 avril 2012,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant exercice du droit de préemption par la Commune de Puteaux à l'occasion de la vente d'un bâtiment en totalité situé 15, rue Anatole France et cadastrée section T n°91,

Vu la lettre du 10 avril 2012 portant accord pour une vente amiable, par la propriétaire Madame ORLIANGE,

Considérant qu'il convient de procéder au retrait de l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant exercice du Droit de Préemption par la Ville de Puteaux à l'occasion de la vente d'un bâtiment en totalité appartenant à Madame ORLIANGE sis 15 rue Anatole France, cadastré section T n° 91,

A R R E T E

Article 1 : L'Arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant exercice du droit de préemption par la Commune de Puteaux à l'occasion de la vente d'un bien en totalité appartenant à Madame ORLIANGE sis 15 rue Anatole France, cadastré section T n° 91 est retiré.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié sous pli recommandé avec accusé de réception ou par porteur contre décharge à :

Madame Yolande ORLIANGE
3, rue Masséna
06110 LE CANNET

SCP GERACI-REBOUX
Notaires
5, rue Masséna
06117 LE CANNET Cedex

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de la Ville de Puteaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Payeur Général des Hauts-de-Seine.

Fait à Puteaux, le 24 AVR. 2012

Joëlle GASCARDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux
Député des Hauts-de-Seine

PRÉFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

ARRIVE LE

16 MAI 2012

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES
ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE**MAIRIE DE PUTEAUX**

Exercice du Droit de Prémption
par la Ville de Puteaux à l'occasion de la
vente d'un fonds de commerce appartenant
à la société Le Progrès Multimédia dans l'immeuble
sis 40, rue Godefroy
cadastré section S n°206.

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,
Député des Hauts-de-Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.214-1 et suivants et R.214-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19 juillet 2007 instituant un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et instaurant au profit de la Commune un droit de préemption concernant les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux, visées à l'article L.214-1 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du 27 mars 2008 par laquelle le Conseil Municipal a accordé au Maire, pour la durée de son mandat, délégation pour les matières visées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celle relative à l'exercice des droits de préemption,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 septembre 2011 étendant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité relatif au droit de préemption sur les fonds artisanaux, fonds commerciaux, baux commerciaux et sur des terrains portant ou destinés à porter des commerces d'une surface de vente comprise entre 300 et 1 000 m²,

Vu la Déclaration Préalable déposée en Mairie le 21 mars 2012 par la Société LE PROGRES MULTIMEDIA, dont le représentant légal est Monsieur AYEB Aroussi, concernant la vente au prix de SOIXANTE QUINZE MILLE EUROS (75.000 €) :

- d'un fonds de commerce, à l'enseigne LE PROGRES MULTIMEDIA, ayant une activité de « Téléboutique avec cyber café et taxiphone (bail commercial de 12 années ayant pris effet le 1^{er} avril 2007 moyennant un loyer annuel, hors taxes et hors charges de 10.061, 76 €), les objets mobiliers et le matériel décrits en annexe de la promesse, le droit de portage de la ligne téléphonique,

Les locaux dans lesquels est exploité le fonds de commerce se composent d'un rez-de-chaussée comprenant une boutique d'environ 37 m² avec au sous-sol une cave.

Le tout situé à Puteaux dans l'immeuble sis 40 rue Godefroy et cadastré sous la section S numéro 206.

Vu les formalités de publicité des délibérations susvisées dûment accomplies,

Vu l'avis de la Direction Générale de la Comptabilité Publique (France Domaine) en date 14 mai du 2012,

Considérant que le projet du bénéficiaire de la promesse ne permet pas de préserver la diversité commerciale et artisanale dans l'avenue du Général De Gaulle.

Considérant que l'acquisition du fonds mis en vente permettra, après rétrocession, de sauvegarder le commerce de proximité et d'assurer une diversité commerciale et artisanale,

ARRETE

Article 1 : Pour les causes susmentionnées, la Ville de Puteaux exerce son droit de préemption à l'occasion de la vente du fonds de commerce ayant fait l'objet de la Déclaration Préalable et de la promesse de vente précitée.

Article 2 : Le prix de SOIXANTE QUINZE MILLE EUROS (75.000 €) pour le fonds cédé, au jour de la prise de possession et avec le mobilier et le matériel figurant en annexe à la promesse et dans la Déclaration Préalable précitées, n'est pas accepté par la Ville de Puteaux qui propose d'acquérir aux prix et conditions fixés par l'autorité judiciaire à savoir le Juge de l'expropriation du Département des Hauts de Seine du Tribunal de Grande Instance.

Article 3 : Le bénéficiaire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié sous pli recommandé avec accusé de réception ou par porteur contre décharge à :

**Société Le PROGRES MULTIMEDIA
Monsieur AYEB Aroussi
40 rue Godefroy
92800 PUTEAUX**


**Monsieur BOUGHMADI Farhad
15 avenue du 8 mai 1945
95200 SARCELLES**

**SCI Bleuets
40 rue Godefroy
92800 Puteaux**

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de la Ville de Puteaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Payeur Général des Hauts-de-Seine,

Fait à Puteaux, le **16 MAI 2012**

 **Joëlle CECCALDI-RAYNAUD**
Maire de Puteaux
Député des Hauts-de-Seine

DÉPARTEMENT
des Hauts-de-Seine



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

18626

Mairie de PUTEAUX

Exercice du Droit de Prémption
par la Ville de Puteaux à l'occasion de la vente
d'un fonds de commerce appartenant
à la Société TABAC TOTEM dans l'immeuble
sis 81, avenue du Général De Gaulle
cadastré section K n°175.

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,
Député des Hauts-de-Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.214-1 et suivants et R.214-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19 juillet 2007 instituant un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et instaurant au profit de la Commune un droit de préemption concernant les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux, visées à l'article L.214-1 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du 27 mars 2008 par laquelle le Conseil Municipal a accordé au Maire, pour la durée de son mandat, délégation pour les matières visées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celle relative à l'exercice des droits de préemption,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 septembre 2011 étendant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité relatif au droit de préemption sur les fonds artisanaux, fonds commerciaux, baux commerciaux et sur des terrains portant ou destinés à porter des commerces d'une surface de vente comprise entre 300 et 1 000 m²,

Vu la promesse synallagmatique de cession de fonds de commerce signée le 11 janvier 2012 entre Monsieur Jacques MANCINI et son épouse Madame Viviane HAMON représentant la société TABAC TOTEM et Monsieur Ahcene AHDJOUJ et son épouse Madame Djamila AOUINA,

Vu la Déclaration Préalable souscrite par Maître DUBUC, Avocat, représentant les propriétaires du fonds de commerce, la Société TABAC TOTEM, dont les représentants légaux sont Monsieur Jacques MANCINI et son épouse Madame Viviane HAMON, reçue en Mairie le 1^{er} février 2012, concernant la vente au prix de TROIS CENT SOIXANTE MILLE EUROS (360.000 €) :

- d'un fonds de commerce, à l'enseigne TABAC TOTEM, ayant une activité de « Librairie, Papèterie, Article de fumeurs, Cadeaux, Jouet, Maroquinerie, auxquelles sont annexés une gérance de DEBIT TABAC, une activité de DIFFUSEUR DE PRESSE essentiellement fournie en dépôt, une activité de LOTO et jeux dérivés et un point dépositaire de titres de transport de la RATP » comprenant la clientèle,

l'achalandage, le droit au bail (bail commercial de 9 années ayant pris effet le 17 mai 2005 moyennant un loyer annuel, hors taxes et hors charges de 9.047,04€), les objets mobiliers et le matériel décrits en annexe de la promesse, le droit de portage de la ligne téléphonique,

Les locaux dans lesquels est exploité le fonds de commerce se composent d'un rez-de-chaussée comprenant une boutique d'environ 63 m² avec au sous-sol une cave d'environ 39 m² ainsi qu'un local d'habitation appartement 1000 de type F5, dans le bâtiment W au 14^{ème} étage.

Le tout situé à Puteaux dans l'immeuble sis 81 avenue du Général De Gaulle et cadastré sous le n° 175 de la section K.

Vu les formalités de publicité des délibérations susvisées dûment accomplies,

Vu l'avis de la Direction Générale de la Comptabilité Publique (France Domaine) en date du 27 mars 2012,

Considérant que le projet du bénéficiaire de la promesse ne permet pas de préserver la diversité commerciale et artisanale dans l'avenue du Général De Gaulle.

Considérant que l'acquisition du fonds mis en vente permettra, après rétrocession, de sauvegarder le commerce de proximité et d'assurer une diversité commerciale et artisanale,

A R R E T E

Article 1 : Pour les causes susmentionnées, la Ville de Puteaux exerce son droit de préemption à l'occasion de la vente du fonds de commerce ayant fait l'objet de la Déclaration Préalable et de la promesse de vente précitée.

Article 2 : Le prix de TROIS CENT SOIXANTE MILLE EUROS (360.000 €) pour le fonds cédé, avec le personnel au jour de la prise de possession et avec le mobilier et le matériel figurant en annexe à la promesse et dans la Déclaration Préalable précitées, n'est pas accepté par la Ville de Puteaux qui propose d'acquérir aux prix et conditions fixés par l'autorité judiciaire à savoir le juge de l'expropriation du Département des Hauts de Seine du Tribunal de Grande Instance de Nanterre.

Article 3 : Le bénéficiaire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié sous pli recommandé avec accusé de réception ou par porteur contre décharge à :

Maître Michèle DUBUC
Avocat
10 rue Cimarosa
75116 PARIS

Société TABAC TOTEM
Monsieur et Madame MANCINI
18 rue Henri Sellier
92800 PUTEAUX

Monsieur et Madame AHDJOU DJ
68 rue Desnouettes
7515 PARIS


OPHLM
13 rue chantecoq
92800 Puteaux



Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de la Ville de Puteaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Payeur Général des Hauts-de-Seine,

Fait à Puteaux, le 30 MARS 2012

 **Noëlle CECCALDI-RAYNAUD**
Maire de Puteaux
Député des Hauts-de-Seine

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE PORTANT
REGLEMENTATION DU
VIDE – GRENIERS DU
DIMANCHE 20 MAI 2012

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE
AR n° 092-219200623-20120320-18301-AR

Le Maire de Puteaux,
Député des Hauts- de- Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu du Code du Commerce,

Vu le décret N°96-1097 du 16 décembre 1996, relatif à la prévention et répression du
recel et organisant la vente ou l'échange d'objets mobiliers usagers,

Vu le décret n° 2009-16 du 7 Janvier 2009 relatif aux ventes au déballage,

ARRETE

Article 1 : La ville de Puteaux organise le dimanche 20 mai 2012, un vide - greniers
sur la Place des Marées de 10h00 à 18h00.

Article 2 : Le droit d'emplacement est fixé à 10 € la table d'étalage pour la durée
mentionnée à l'article ci-dessus.

Article 3 : L'installation des exposants pourra se faire à partir de 9 h.

Article 4 : L'attribution des places sera faite en prenant en compte l'ordre des
inscriptions. Celles-ci auront lieu du 25 avril au 16 mai 2012 soit par Internet, soit en
utilisant les formulaires d'inscription mis à disposition à l'accueil de la Mairie et du
Puteaux Point Info.

Article 5 : Toute personne s'installant sans autorisation à un emplacement autre que
celui qui lui aura été affecté fera l'objet des dispositions prévues par l'article 12 du
présent arrêté.

Article 6 : Le vide - greniers est réservé aux personnes physiques. Aucune place ne
peut donc être attribuée aux associations.

Article 7 : Les exposants s'engagent à signer une attestation sur l'honneur de non participation à plus de deux vide -greniers sur l'année civile.

Article 8 : Toute installation des stands ou de vente à la sauvette sera interdite dans les rues adjacentes. La vente de meuble est interdite.

Article 9 : Aucun exposant ne pourra se prévaloir d'un emplacement privilégié. Chaque exposant ne pourra obtenir plus de deux tables (sachant qu'une table mesure environ 1,80 mètres)

Article 10 : Une voie de 2,50 mètres minimum devra demeurer obligatoirement libre à la circulation piétonne au centre des rangées d'exposants afin de permettre le passage des piétons ou l'intervention du personnel de secours.

Article 11 : La ville se réserve le droit d'annuler et de reporter la date de cette manifestation en cas de force majeure. Seuls les exposants ayant acquitté leur droit d'emplacement pourront être remboursés en cas d'annulation.

Article 12 : Toute infraction au présent règlement donnera lieu à l'expulsion des contrevenants par les agents de la force publique.

Article 13 : Le Directeur Général des Services de la Ville, le commissaire de la Police Nationale, le Responsable de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Puteaux le 20 MARS 2012

 Joëlle CECALDI-RAYNAUD
Maire de Puteaux
Députée des Hauts de Seine

Le Maire,
- Certifie sous sa responsabilité le caractère
Exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet
D'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et / ou
d'un recours contentieux devant le Tribunal
Administratif compétant dans un délai de 2 mois
à compter de sa notification.

MAIRIE DE PUTEAUX

Réglementation relative à
l'organisation du Vide Greniers
Place des Marées

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE
AR n° 092-2192006232012-042318662A1

Le Maire de PUTEAUX, Député des Hauts de Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la Ville de Puteaux organise un vide -greniers le 20 mai 2012,

Considérant qu'il convient à cette occasion de réglementer l'Occupation du Domaine Public,


ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur David DUVAL demurant 6 Terrasse Boieldieu 92 800 Puteaux, est autorisé à installer un stand de produits sucrés (crêpes, gaufres) place des Marées le dimanche 20 Mai 2012 de 9h00 à 18h00 à l'occasion du vide - greniers organisé par la Ville de Puteaux.

ARTICLE 2 : Le montant de la redevance d'occupation du domaine public est fixé 80 € pour cette journée.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera affiché conformément à la loi n°82213 du 2 mars 1982.

Fait à Puteaux le **23 AVR, 2012**


Joëlle CECCALDI-RAYNAUD
Maire de Puteaux
Député des Hauts de Seine

Le Maire,
- Certifie sous sa responsabilité le caractère
exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet
d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et / ou
d'un recours contentieux devant le Tribunal
Administratif compétant dans un délai de 2 mois
à compter de sa notification.

MAIRIE DE PUTEAUX

Réglementation relative à
l'organisation du Vide Greniers
Place des Marées

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRÊTÉ TELETRANSMIS EN
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 2012 04 23 18670 A1

Le Maire de PUTEAUX, Député des Hauts de Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la Ville de Puteaux organise un vide - greniers le 20 mai 2012,

Considérant qu'il convient à cette occasion de réglementer l'Occupation du Domaine Public,


ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Sameh ZAKHER demeurant 5 rue des Frères Chappelles 92170 Vanves, est autorisé à installer un camion de vente de Pizza Place des Marées le dimanche 20 mai 2012 de 9h00 à 18h00 à l'occasion du vide -greniers organisé par la Ville de Puteaux.

ARTICLE 2 : Le montant de la redevance d'occupation du domaine public est fixé à 120 € pour cette journée.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera affiché conformément à la loi n° 82213 du 2 mars 1982.

Fait à Puteaux le **23 AVR. 2012**

 M^{lle} CECCALDI-RAYNAUD
Maire de Puteaux
Député des Hauts de Seine

Le Maire,
- Certifie sous sa responsabilité le caractère
exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet
d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale
et / ou d'un recours contentieux devant le Tribunal
Administratif compétent dans un délai de 2 mois
à compter de sa notification.



19028

3ème Modification de l'institution
relative la régie de recettes auprès
du Palais de la Médiathèque

MAIRIE DE PUTEAUX

Le Maire de la Ville de Puteaux
Député des Hauts-de-Seine

ARRÊTÉ DU MAIRE

Vu le Code général des collectivités territoriales et son article L.2122-22 alinéa 7 ;

Vu l'article 18 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976, et son arrêté du 29 juillet 2005 portant application de l'article 11, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux codifiés aux articles R.1617-1 à R.1617-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 22 avril 2004, donnant délégation au Maire pour la création des régies d'avances, régies de recettes et régies d'avances et de recettes ;

Vu le rapport de la Directrice des bibliothèques municipales informant du souhait de pouvoir procéder à la vente des livres sortis de l'inventaire ;

Vu les arrêtés du Maire en date du 14 janvier 2008 (n° 32 403), du 07 février 2008 (n° 32 482) et du 11 septembre 2009 (n° 8152) instituant et modifiant la régie de recettes du Palais de la Médiathèque ;

Vu l'avis conforme du Trésorier Principal Municipal en date du 14 mai 2012 ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'article 3 de la présente institution ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Il est confirmé une régie de recettes auprès du Palais de la Médiathèque de la Ville de Puteaux.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée au 122, rue de la République 92 800 PUTEAUX.

ARTICLE 3 : La régie encaisse des produits liés à la perception sur place des recettes suivantes :

- Des cautions,
- Des droits d'inscriptions pour les hors putéoliens,
- Des remboursements des documents en cas de perte, de dégradation ou non restitution,
- Ventes de cartes rechargeables pour photocopies et impressions au sein des bibliothèques municipales,
- Frais liés à la perte de la carte d'adhérent,
- Vente de livres sortis de l'inventaire.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. En numéraire,
2. Par chèque bancaire ou postal,
3. Par carte bancaire.

ARTICLE 5 : Le montant maximum de l'encaisse (en numéraire) que le régisseur titulaire est autorisé à conserver est fixé à 700 €.

ARTICLE 6 : Un fonds de caisse d'un montant de 180 € est mis à disposition du régisseur. Ce fonds de caisse sera défini de la manière suivante, 100 € dans le distributeur automatique et 80 € dans la caisse.

ARTICLE 7 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de celui-ci.

ARTICLE 8 : Le régisseur titulaire est tenu de verser au Trésorier Principal Municipal, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5 et au minimum deux fois par mois.

ARTICLE 9 : Le régisseur titulaire verse auprès du Trésorier Principal Municipal, la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum deux fois par mois, le dernier versement devant être effectué avant le 31 décembre de l'année.

ARTICLE 10 : Le montant moyen des recettes encaissées mensuellement est estimé inférieur à 4 600 €.

ARTICLE 11 – Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Lorsque les mandataires suppléants assurent le remplacement du régisseur absent pour une durée ne pouvant excéder deux mois, ils sont responsables personnellement et pécuniairement des opérations de la régie et peuvent percevoir une indemnité de responsabilité pendant la période effective où ils exercent la fonction de régisseur.

ARTICLE 14 : Le régisseur titulaire est responsable personnellement et pécuniairement des opérations (conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables, exactitude des décomptes de liquidation) réalisées en son nom et pour son compte par les mandataires.

ARTICLE 15 : Le régisseur titulaire et ses mandataires suppléants peuvent contracter une assurance en vue de couvrir tout ou une partie de leur responsabilité personnelle et pécuniaire.

ARTICLE 16 : Le Maire et le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 17 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

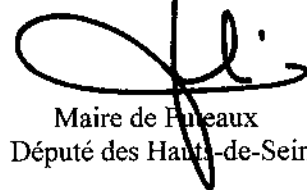
Fait à Puteaux le, **23 MAI 2012**

Alain PINATEAU

Trésorier Principal Municipal



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD


Maire de Puteaux
Député des Hauts-de-Seine

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.

18668

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRÊTÉ TELETRANSMIS EN
PREFECTURE
AR n° 092-219200623 - 20120420 - 18668 AR

ARRÊTÉ DU MAIRE

Arrêté portant autorisation d'occupation du domaine public du bar de la piscine

Le Maire de Puteaux, Député des Hauts-de-Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Considérant qu'il convient de proposer, pendant la période estivale (du 25 avril au 30 septembre 2012 inclus) et plus particulièrement pendant l'opération «Puteaux en Plage 2012», un service de restauration rapide (et confiserie), afin de permettre aux visiteurs de se restaurer et de se désaltérer sur place,

Considérant, que la société FRANCEVENTS – GAUTIER EVENTS propose des services de restauration avec un rapport qualité-prix tout à fait satisfaisant,

Considérant que ces prestations doivent être assurées sur des emplacements appartenant au domaine public de la ville de Puteaux,

Considérant qu'il convient d'autoriser la société FRANCEVENTS – GAUTIER EVENTS à occuper le domaine public de la ville de Puteaux,

ARRETE

Article 1 Le présent arrêté porte autorisation d'occupation du domaine public par la société FRANCEVENTS – GAUTIER EVENTS. La société est donc autorisée à occuper et exploiter le bar de la piscine.

Article 2 La société s'engage à reverser une redevance d'occupation du domaine public comprenant, d'une part, une partie fixe s'élevant à 5 000 € et, d'autre part, une partie variable s'élevant à 5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé pour la durée d'occupation. Cette redevance devra être versée par l'occupant dans un délai maximum de 2 mois à compter de la date de fin de l'occupation.

Article 3 La ville de Puteaux s'engage à prendre en charge les repas des centres de loisirs.

Article 4 La société s'engage à prendre toutes les assurances nécessaires à l'exploitation du présent restaurant.

Article 5 L'autorisation d'occupation du domaine public court à compter du 25 avril au 30 septembre 2012 inclus.

Article 6 Le présent arrêté sera affiché conformément à la loi n°82213 du 02 mars 1982.

Fait à Puteaux, le 20 AVR. 2012



Joëlle CECALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux
Député des Hauts-de-Seine

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif territorialement compétant dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

MAIRIE DE PUTEAUX

Objet : Arrêté portant approbation
d'une convention d'occupation précaire
et temporaire portant sur un terrain situé
102 bis rue de la République à Puteaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRÊTÉ TELETRANSMIS EN
PRÉFECTURE
AR n° 092-219200623 20/12/04 M. 18680 M.

Le Maire,
Député des Hauts-de-Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22, 5° et L.2122-23,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment son article L.221-2,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 27 mars 2008 portant délégation de pouvoirs au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 7 novembre 2011 fixant les tarifs des droits de voirie,

Considérant que l'entreprise FRANCO SUISSE est titulaire d'un marché concernant des travaux de construction d'un ensemble immobilier de 87 logements et de 2 commerces, dénommé VILLA CELINA sis 104 à 114 rue de la République 92800 à Puteaux,

Considérant que l'entreprise FRANCO SUISSE sous-traite avec la société BRAGA CONSTROI pour les travaux de construction de l'opération VILLA CELINA décrit ci-avant,

Considérant que ladite société a sollicité de la Ville l'occupation d'une emprise de 136 m² dépendant de la parcelle cadastrée section T n° 82 et située 102 bis rue de la République afin d'installer sa base de vie de chantier,

Considérant la convention d'occupation précaire et temporaire d'un terrain communal signée entre la société BRAGA CONSTROI et la Ville de Puteaux ci-annexée,

Considérant que ce chantier d'une durée de vingt-trois mois doit s'achever février 2013,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Il est approuvé une convention d'occupation précaire et temporaire, d'une durée de vingt-trois mois à compter du 11 avril 2012, au nom de la société BRAGA CONSTROI sis 21 rue Lieutenant Thomas 93170 BAGNOLET, portant sur une emprise de 136 m² environ dépendant d'un terrain communal situé 102 bis rue de la République à Puteaux moyennant une redevance mensuelle de 2 720 €.

ARTICLE 2 :

Cette recette sera enregistrée au chapitre 70-70323 du budget communal

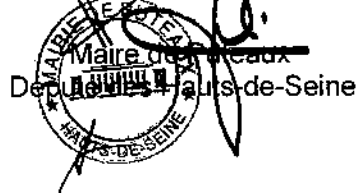
ARTICLE 3 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal, Receveur Municipal de la Ville de Puteaux
- La société bénéficiaire

Fait à Puteaux, le **24 AVR. 2012**

Joëlle DECCALDI-RAYNAUD



**CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE ET TEMPORAIRE
D'UN TERRAIN COMMUNAL (Gendarmerie avec un terrain)
située 102 Bis RUE DE LA REPUBLIQUE**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 20120424 18680 M

La Commune de Puteaux, propriétaire, représentée par son Maire en exercice, Madame Joëlle CECCALDI – RAYNAUD, Député des Haut de Seine, élisant domicile de l'Hôtel de ville sis, 131 rue de la république 92800 Puteaux, dûment habilitée aux présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008.

Ci après dénommée le Bailleur
D'UNE PART

Et : la société BRAGA CONSTROI sis 21 rue Lieutenant Thomas, 93170 BAGNOLET.

Ci après dénommée le Preneur
D'AUTRE PART

Préalablement à la convention, objet des présentes, il est exposé ce qui suit :

La société BRAGA CONSTROI est titulaire d'un marché concernant des travaux de construction d'un ensemble immobilier de 87 logements et de 2 commerces 104 à 114 rue de la République, 92800 Puteaux.

Ce chantier d'une durée de vingt trois mois, doit démarrer début Mars 2012 et nécessite l'occupation d'un terrain pour installer un cantonnement avec base de vie (vestiaires et sanitaires).

La société BRAGA CONSTROI s'est rapprochée de la Commune pour solliciter l'occupation d'un terrain communal mitoyen audit chantier.

La ville de Puteaux est propriétaire du bien, sis, 102 bis rue de la République et cadastré section n°82.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET ET DESIGNATION DES LOCAUX

La Commune de Puteaux consent à la société BRAGA CONSTROI qui accepte, une convention d'occupation, à titre précaire et temporaire, sur le terrain communal désigné ci-dessous :

- emprise de 136 m² dépendant d'un terrain nu situé 102 bis, rue de la République et cadastré section n°82.

ARTICLE 2 : DESTINATION

Le terrain mis à disposition, dans le cadre de l'activité de la société, est destiné uniquement à l'installation d'un cantonnement de chantier avec base de vie et accès piétons audit chantier.

Toute mise à disposition ou cession de droits, totale ou partielle, à titre onéreux ou gratuit, au profit de tiers est interdite, sous peine de résiliation immédiate de la convention.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de vingt trois mois à compter du 26 Mars 2012 qui s'achèvera le 26 Février 2014.

Le preneur reconnaît expressément que les présentes ne lui confèrent aucun droit de se maintenir sur le terrain mis à disposition, lorsque celui-ci sera repris par le bailleur en vue de son utilisation définitive.

En conséquence, aucune indemnité ne sera due au preneur en cas de résiliation de la présente convention en vue de l'utilisation définitif dudit terrain.

ARTICLE 4 : REDEVANCE

La présente convention est consentie et acceptée moyennant le paiement d'une redevance mensuelle fixée à 20 € du m².

La redevance mensuelle sera de : deux mille sept cent vingt euros (2.720 Euros), exigible dès réception de l'avis de paiement émanant de la Recette Municipale.

ARTICLE 5 : REVISION DE LA REDEVANCE

La redevance mensuelle peut faire l'objet d'une réévaluation de la fixation Du Tarif des Droits de Voirie fixé en délibération du Conseil Municipal pendant la durée de la Convention. Aussi, le nouveau tarif sera du à compter de la dite délibération rendue exécutoire.

ARTICLE 6 : CONDITIONS GENERALES

La présente convention est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes que le preneur s'oblige à exécuter et accomplir sous peine de résiliation immédiate de ladite convention.

- 1) Le PRENEUR veillera au bon respect des lieux mis à disposition/ le terrain devra ainsi être dûment et régulièrement nettoyé. Il s'engage à cet effet, à installer tout réceptacle de propreté devant éviter le dépôt à même le sol, la propagation et/ou l'envol des déchets résultant de son activité dans son ensemble. Il respectera la disposition des bungalows et les distances inscrites dans le plan joint à la présente convention.
- 2) Le PRENEUR s'engage à maintenir clos le terrain mis à disposition et à assurer le bon entretien de cette clôture.
- 3) Le PRENEUR garantit le BAILLEUR contre toute contestation extérieure pouvant résulter de la nature de l'activité réalisée.
- 4) Le PRENEUR s'engage à ne pas nuire à la sécurité, la tranquillité et la salubrité publique et à ne pas nuire abusivement au voisinage de par son activité. Il déclare à cet effet parfaitement connaître et appliquer l'arrêté préfectoral relatif aux nuisances sonores et le Règlement Sanitaire Départemental des Haut de Seine. Il s'engage de même à respecter toutes les règles de l'art imposées à son activité.
- 5) Le PRENEUR devra jouir des lieux en bon père de famille, ne commettre aucun abus de jouissance susceptible d'engager la responsabilité du BAILLEUR. Il s'engage à cet effet, à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que ses installations ne seront pas l'objet d'un accident. Il veillera notamment à pleinement sécuriser l'accès à d'éventuels engins et vérifier leur bonne installation.
- 6) Le PRENEUR s'assurera contre tous les risques relatifs à l'occupation des lieux.
- 7) Le PRENEUR ne pourra exercer aucun recours contre LE BAILLEUR, en cas de vol et de dégradations dans les lieux occupés. Le PRENEUR assume ainsi la pleine et entière responsabilité pour l'activité qu'il mène au sein du terrain mis à disposition et pour le matériel qu'il a entreposé et/ou qu'il utilise.
- 8) Le PRENEUR s'engage à prendre le terrain en l'état et à le restituer en l'état d'origine.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

A défaut par Le PRENEUR, d'exécuter l'une des conditions des présentes, comme aussi à défaut par lui d'acquitter sa redevance, la présente convention d'occupation pourra être résiliée de plein droit par LE BAILLEUR, dans le 8 jours de la première mise en demeure demeurée infructueuse, d'accomplir la condition non exécutée ou de payer la redevance.

Dans ce cas, comme le cas de résiliation de la convention d'occupation pour cause de reprise du terrain pour motif d'intérêt communal, il pourra être procédé, si besoin est, à l'expulsion du PRENEUR, par une simple ordonnance de référé.

Tout litige relatif à la présente convention sera soumis au Tribunal compétant en la matière.

ARTICLE 8 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, y compris la signification de tous actes, les parties font élection de domiciles à savoir :

Le BAILLEUR en l'Hôtel de ville sis, 131 rue de la république 92800 Puteaux.

Le PRENEUR en son siège social sis 21 rue Lieutenant Thomas, 93170 BAGNOLET.

Fait en trois exemplaires à Puteaux, le 11/04/2012

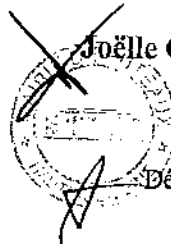
Le PRENEUR

Pines



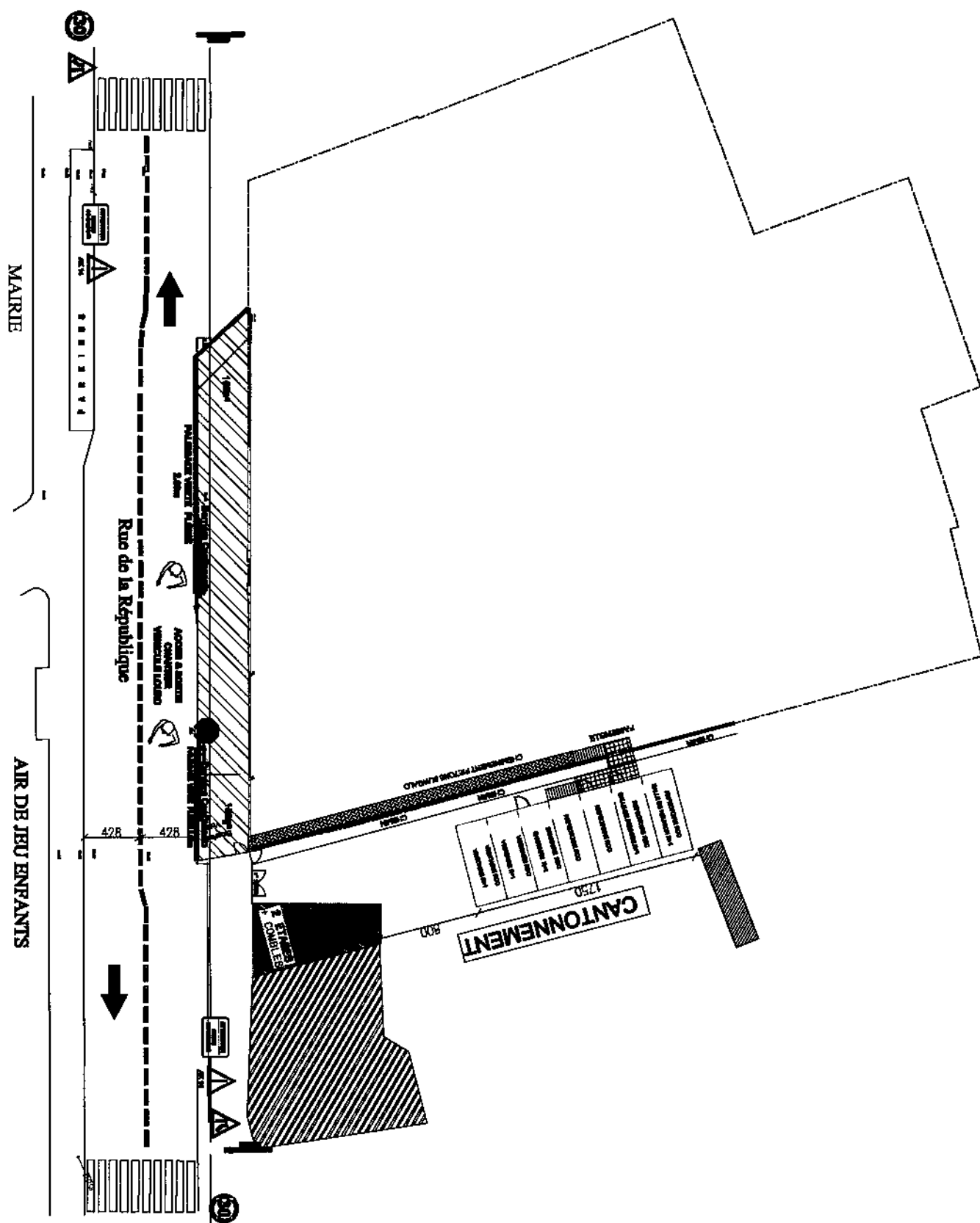
Le BAILLEUR

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD



Maire de Puteaux

Député des Hauts-de-Seine



19064

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRÊTE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 - 20120529 19064 FI

ARRÊTÉ DU MAIRE

Autorisation d'occupation du domaine public par la SARL LES PLANCHES
pour l'exploitation du snack bar sur l'esplanade de l'Hôtel de Ville

Le Maire de Puteaux, Député des Hauts de Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment
les articles L2122-1 et suivants,

Considérant qu'il convient de proposer un service de restauration, afin de
mettre en valeur l'esplanade de l'hôtel de ville, à compter du 17 mai 2012 jusqu'au 15
octobre 2012 inclus (sous réserve des conditions météorologiques),

Considérant que la SARL LES PLANCHES propose des services de
restauration avec un rapport qualité-prix tout à fait satisfaisant et propose des formules
originales,

Considérant que ces prestations auront lieu sur des emplacements
appartenant au domaine public de la Ville de Puteaux,

Considérant qu'il convient d'autoriser la SARL LES PLANCHES à occuper le
domaine public de la Ville de Puteaux,

ARRETE

Article 1 Le présent arrêté porte autorisation d'occupation du domaine public par la
SARL LES PLANCHES. La société est donc autorisée à occuper et exploiter le snack-bar et
la terrasse situés sur l'esplanade de l'hôtel de ville.

Article 2 L'autorisation du domaine public court à compter du 17 mai 2012 jusqu'au 15
octobre 2012 inclus (sous réserve des conditions météorologiques).

Article 3 Le montant de la redevance d'occupation du domaine public est fixé à 6 % du
chiffre d'affaires hors taxes qui sera réalisé par l'occupant.

Cette redevance devra être versée par l'occupant dans un délai maximum d'un (1) mois
après la fin de l'exploitation du kiosque.

Le cas échéant, l'occupant encourt une pénalité de retard de 5 % du montant de la redevance par jour calendaire, après une mise en demeure.

Les caisses enregistreuses devront fournir un double journalier du chiffre d'affaires qui devra être remis, à chaque fin de semaine, au service financier du concédant pour le calcul de la redevance.

Cette redevance sera payable au trésorier payeur après titre de recettes émis par le concédant, après transmission par l'occupant des sommes à percevoir.

Article 4 Les équipements suivants sont mis à disposition de l'occupant :

- Un (1) kiosque de 18 m²
- Deux (2) chalets de 9 m² chacun
- Dix-huit (18) tables
- Cinquante-quatre (54) chaises
- Quatre (4) tentes de 9 m x 4 m chacune

Article 5 Le mobilier est complet et sera tenu dans un état de fonctionnement irréprochable, afin de permettre une exploitation satisfaisante.

L'occupant déclare avoir une parfaite connaissance desdits lieux et les accepter en l'état. Renonçant à ne réclamer aucune réduction de redevance.

Un état des lieux sera établi contradictoirement entre les parties avant l'entrée en jouissance de l'occupant et avant sa sortie des lieux.

L'occupant devra laisser en permanence les lieux en bon état d'entretien et de réparations.

En fin d'occupation, les lieux devront être remis en leur état d'origine et toutes les réparations rendues nécessaires seront à la charge de l'occupant.

L'occupant pourra éventuellement mettre en place d'autres équipements après accord préalable du concédant. Ces équipements seront totalement à la charge de l'occupant.

Article 6 L'entretien du local est entièrement à la charge de l'occupant. L'occupant devra mettre en place un plan HACCP réglementaire.

L'occupant s'engage à maintenir le local et le matériel dans un état de propreté et d'hygiène impeccable. Ils seront nettoyés très régulièrement.

Il veillera journallement à l'aspect des abords immédiats des locaux et procédera à l'enlèvement des gobelets et des papiers qui pourraient être répandus sur le sol.

Article 7 L'occupant ouvrira l'établissement au moins **cinq (5) jours sur sept (7) à compter du 17 mai jusqu'au 15 octobre 2012 inclus** (sous réserve des conditions météorologiques).

L'occupant devra mettre en vente des produits variés et de bonne qualité. Les prix sont laissés à sa discrétion mais devront rester abordables.

L'occupant pourra proposer notamment des friandises, des glaces, des crêpes, des sandwiches, des boissons chaudes et froides et tout autre produit de son choix. La carte des produits proposée par l'occupant devra être acceptée préalablement par le concédant.

Aucune boisson alcoolisée ne pourra être distribuée.

Article 8 L'occupant devra mettre en place le personnel nécessaire sur le site en prenant en compte les variations d'affluence. Il le choisira et le rétribuera. Il devra vérifier que tout intervenant, pour son compte, possède les qualifications professionnelles et assurances requises et en justifier à la première demande écrite du concédant.

Le personnel employé devra être en situation régulière au regard de la loi et notamment du Code du Travail.

Article 9 L'occupant supportera tous droits, contributions et taxes (directes et indirectes) qui sont ou seront dus, en raison d'une ou de l'ensemble des activités réalisées.

L'occupant devra également satisfaire à toutes les charges administratives et de polices imposées par les lois et règlements.

Article 10 L'occupant fera son affaire de toutes les assurances relatives aux risques encourus du fait de son activité, de ses biens et de l'occupation du local.

Il devra justifier à toute réquisition de la ville de Puteaux de l'exécution de cette obligation.

Article 11 En cas de non respect du présent arrêté, la Ville de Puteaux pourra engager la responsabilité de la SARL LES PLANCHES.

Article 12 Le présent arrêté sera affiché conformément à la loi n°82213 du 2 mars 1982.

Fait à Puteaux, le **29 MAI 2012**



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD


Maire de Puteaux
Député des Hauts-de-Seine

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif compétant dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

18801

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE
AR n° 092-219200623 - 2012.0503 - 18801-A

ARRÊTÉ DU MAIRE

Objet : Arrêté portant approbation d'une convention entre la Ville et l'association AFARIF relative à l'accueil des enfants du Centre aéré de la Ville de Ghisonaccia au Village de vacances de la Marine de Caprone

Le Maire,
Député des Hauts-de-Seine

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 27 mars 2008 portant délégation de pouvoirs au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la demande de l'Association Familiale des Rives du Fiumorbu sollicitant la mise à disposition des infrastructures du Village de vacances de la Marine de Caprone,

Vu le courrier de la Ville de Puteaux en date du 27 janvier 2012 faisant droit à cette demande,

Considérant qu'il y a lieu de formaliser cette mise à disposition dans le cadre d'une convention,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Il est approuvé une convention de mise à disposition à titre gracieux entre la Ville et l'Association Familiale des Rives du Fiumorbu des infrastructures du Village de vacances de la Marine de Caprone pour l'accueil des enfants du Centre aéré de la Ville de Ghisonaccia durant la période du 9 Juillet au 17 Août 2012.

ARTICLE 2 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- l'Association Familiale des Rives du Fiumorbu.

Fait à Puteaux, le - 7 MAI 2012

Joëlle CECALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux
Député des Hauts-de-Seine

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification .

CONVENTION

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 - 20120507 - 1880 LAI

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de PUTEAUX, collectivité propriétaire, représentée par Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD Député-Maire dûment habilitée par une délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008.

D'UNE PART,

ET

L'Association loi de 1901 AFARIF (Association Familiale des Rives du Fiumorbu) représentée par Madame Marie-Thérèse OTTOMANI, Présidente.

D'AUTRE PART,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Accueil des enfants du Centre de loisirs Sans Hébergement de l'Association Familiale des Rives du Fiumorbu de la Ville de Ghisonaccia

Les enfants inscrits au CLSH de l'AFARIF pourront être accueillis à titre gracieux dans le Village de vacances de la Marine de Caprone tous les après-midi de 14 heures à 17 heures du lundi au vendredi dans les conditions précisées à l'article 4.

En cas de besoin, le Village de vacances se réserve le droit d'annuler un accueil en prévenant le CLSH au moins 24 heures à l'avance.

ARTICLE 2 : Transport des enfants

Le transport des enfants incombe au CLSH. Les cars transportant ces enfants pourront accéder dans l'enceinte du village selon les horaires établis. Les cars devront déposer les enfants à l'emplacement prévu, proche de la réception.

ARTICLE 3 : Encadrement

Les enfants accueillis devront être encadrés par les propres animateurs du CLSH. En aucun cas, ce dernier ne pourra prétendre à un renfort du personnel de la Ville de Puteaux.

ARTICLE 4 : Equipements mis à la disposition du centre aéré

Les enfants encadrés par leurs animateurs pourront utiliser les équipements suivants : l'aire de jeux pour enfants, le terrain de football, le mini-golf, les terrains recouverts de pelouse (grand jeux), le terrain de basket, la piste cyclable, la plage, les sanitaires communs. Cette utilisation devra faire l'objet d'une autorisation du directeur du Village qui selon la programmation des animations propres au Village indiquera au responsable présent de l'association les occupations et les créneaux horaires d'utilisation possibles par les enfants du centre aéré.

ARTICLE 5 : Responsabilité

Quelle que soit l'activité réalisée par les enfants du CLSH, la responsabilité incombe à l'AFARIF, association gestionnaire du CLSH.

Toutes les activités réalisées par le CLSH sont placées sous le contrôle et la responsabilité du CLSH.

La responsabilité de la Commune de Puteaux, propriétaire du Village ne pourra, en aucun cas, être recherchée notamment au titre de l'encadrement et de la surveillance des activités.

ARTICLE 6 : Assurances

L'Association AFARIF déclare avoir souscrit les polices d'assurances suivantes :

1. Une police d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité ainsi que celle de ses préposés pour les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs occasionnés aux tiers dans l'exercice de son activité.
2. Une police d'assurance de dommages (incendie, vol, dégâts des eaux...) garantissant les matériels et objets dont il est propriétaire ou détenteur, à l'exclusion de ceux prêtés par la collectivité propriétaire.

La Ville de Puteaux déclare avoir souscrit les polices d'assurances suivantes :

1. Une police d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité ainsi que celle de ses préposés pour les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs occasionnés aux tiers.

2. Une police d'assurance de dommages (incendie, vol, dégâts des eaux ...) garantissant les biens dont elle est propriétaire ou détentrice.

ARTICLE 7 : Durée de la convention

La présente convention s'applique durant la période du 9 Juillet au 17 Août 201~~2~~

La dénonciation expresse de la présente convention peut être entreprise par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception reçue deux mois au moins avant l'ouverture estivale du Village de vacances.

Fait le,

27 MAI 2012

Pour l'Association AFARIF
Madame Marie-Thérèse OTTOMANI
Présidente



Pour la Mairie de Puteaux
Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD
Maire

18779

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION
DE L'UTILISATION DU « SKATE PARK »
DE L'ÎLE DE PUTEAUX

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 - 20120503.18779 A 12

Le Maire de Puteaux,

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2211-1, L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2212-5, relatifs aux pouvoirs de police du maire,

VU le décret n° 95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage, et modifiant le code de la Santé Publique,

VU le Code Pénal, et notamment son article R. 610-5 relatif aux amendes prévues pour les contraventions de 1ère classe,

VU la norme Afnor NF EN 14 974, en vigueur relative aux structures pour planches à roulettes, patins à roulettes, patins en ligne et trottinettes,

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire, en vertu de ses pouvoirs de police, de prendre toutes les mesures propres à assurer le maintien du bon ordre, de veiller au respect de la tranquillité publique en élaborant des mesures appropriées,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'assurer le bon ordre et les meilleures conditions de sécurité pour l'utilisation des équipements de sport et de loisirs mis à la disposition du public et des usagers du « skate park » communal,

Vu le rapport du service des sports en date du 23 avril 2012,

ARRETE

Article 1 : Dispositions générales

- Le « skate park » implanté allée Georges Hassoux sur l'île de Puteaux est d'accès libre. Il n'est donc pas surveillé.
- Il est mis à disposition des utilisateurs dès lors qu'ils sont âgés de 8 ans.
- En y accédant, les utilisateurs reconnaissent avoir pris connaissance du présent règlement et en accepter toutes les conditions.
- Notamment, ils acceptent les risques liés à la pratique des activités autorisées et en assument l'entière responsabilité.

Article 2 : Description des équipements

Le « skate park » est constitué :

1 Rampe à spine, 1Quarter (lanceur), 1Plan Incliné, 1Table de saut, 1Tremplin, 1 Slider simple, 1Slider double

Le matériel est réalisé selon la norme Afnor NF S 52 401 en vigueur, relative aux structures pour planches à roulettes, patins à roulettes, patins en ligne et trottinettes, et subit les contrôles techniques prévus par les réglementations applicables.

La commune ne peut être tenue responsable de tout accident dû à l'utilisation normale ou anormale des équipements mis à la disposition des utilisateurs.

Article 3 : Définition des activités

Le « skate park » est exclusivement réservé à la pratique des activités de glisse, c'est-à-dire du skate, du roller et de la trottinette. La pratique de ces activités est placée sous l'entière responsabilité des utilisateurs et de leurs parents, lorsqu'il s'agit d'usagers mineurs.

Le port d'équipements de protection individuelle est obligatoire pour tous les usagers (casque, protège poignets, coudières et genouillères). L'absence de ces équipements de protection entraîne la responsabilité pleine et entière de l'utilisateur.

Toute autre activité notamment le BMX, pour laquelle le « skate park » n'est pas destinée, est interdite : les jeux de ballons, véhicule à moteur (thermique ou électrique), etc.

Article 4 : Conditions d'accès

Les utilisateurs du « skate park » doivent être âgés d'au moins 8 ans (sauf pour les activités encadrées avec un moniteur diplômé).

Il est recommandé de ne pas pratiquer seul ce sport. La présence d'au moins deux usagers est souhaitable sur le site afin de pouvoir, le cas échéant, prévenir les secours, étant précisé que les points téléphoniques les plus proches se trouvent au Palais des Sports.

Numéros d'urgence en cas d'accident :

Pompiers 18

Samu 15

Gendarmerie 17

Mairie 01.46.25.03.63

Les utilisateurs doivent veiller à ne pas mettre en danger la sécurité des autres usagers

et à avoir un comportement respectueux.

Ils doivent en outre être couverts par une assurance en responsabilité civile afin de couvrir les dommages matériels et corporels qu'ils pourraient éventuellement occasionner.

La souscription d'un contrat d'assurance de personne offrant des garanties en cas de dommages corporels est vivement recommandée.

Les spectateurs devront se situer obligatoirement en dehors de l'aire d'évolution et du périmètre de sécurité.

L'utilisation du « skate park » est interdite en cas d'intempéries (pluie, neige, verglas).

Le « skate park » pourra être fermé en cas de réfection ou de présence d'un quelconque danger à l'utilisation pour les usagers.

Article 5 : Horaires d'utilisation

Du 1^{er} avril au 31^{er} octobre, en période scolaire, le « skate park » est ouvert de 10h à 19h les mercredis, samedis, et dimanches et les jours fériés.

Pendant, les vacances d'avril et de novembre, le « skate park » est ouvert tous les jours de 10 heures jusqu'à 19 heures.

Du 1^{er} novembre au 31 mars, en période scolaire, le « skate park » est ouvert les mercredis, samedis et dimanche, de 10h à 17h.

Pendant les vacances d'été, le « skate park » est ouvert tous les jours de 10 heures jusqu'à 21 heures.

Le « skate park » est fermé pendant les vacances de décembre et de février.

Le site n'étant pas pourvu d'éclairage public, toute utilisation nocturne est interdite.

La commune se réserve le droit à tout moment de modifier les horaires d'accès pour garantir les conditions de bonne utilisation.

Article 6 : Conditions d'ordre et de sécurité

Les règles usuelles de circulation et de priorité devront être appliquées (circulation à droite, attente d'espace libre pour s'élancer, prudence, etc.) sur l'aire de glisse.

Il est formellement interdit :

- d'utiliser les surfaces pour d'autres disciplines que le roller skate, le skate-board et la trottinette;
- de modifier, de rajouter, même de façon provisoire, toutes sortes d'obstacles, structures, équipements sur l'aire d'évolution ou d'utiliser du matériel non adapté ou hors normes ;
- d'escalader les installations et équipements.

Il est interdit aux utilisateurs de troubler le calme et la tranquillité des lieux en entraînant des nuisances sonores pour les riverains, en utilisant notamment du matériel sonore (postes de radio, instruments de musique) et/ou par le fait d'un rassemblement.

Les animaux même tenus en laisse sont interdits sur le site.

Il est obligatoire d'avoir une tenue et un comportement corrects afin de ne pas troubler l'ordre public, et de respecter le site.

Il est interdit de dégrader et d'utiliser à mauvais escient le mobilier urbain mis à la disposition du public pour son confort ou son agrément.

Les usagers doivent mettre leurs détritres (bouteilles, papiers, etc) dans les poubelles situées sur le site afin de préserver la propreté de celui-ci.

Il est interdit de pénétrer dans l'enceinte du « skate park » en état d'ivresse et en possession de boissons alcoolisées ou de stupéfiants.

Il est strictement interdit de faire du feu ou des barbecues.

En cas de détérioration, de dégâts ou d'obstacles sur les modules ou sur le site, les usagers sont tenus d'avertir le service des sports de la mairie au 01.46.25.03.63 ou

l'astreinte technique 06.85.55.36.99, dans le but de prévenir des risques éventuels consécutifs, et afin que soient effectuées les réparations nécessaires.

Le non-respect du présent règlement est susceptible d'entraîner l'expulsion des contrevenants du « skate park ».

Les infractions aux dispositions du présent arrêté pourront être constatées et poursuivies. Elles pourront faire l'objet de contraventions de 1ère classe conformément à l'article R. 610-5 du code Pénal.

Article 7 : Manifestations

Les manifestations (spectacles, démonstrations, épreuves sportives, etc.) ne peuvent être organisées sans autorisation du maire qui se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires au maintien du bon ordre.

Lors des manifestations organisées par la commune, le site sera réservé exclusivement au déroulement de celles-ci. Toute autre utilisation sera interdite pendant la durée de ces manifestations.

Article 8 : Affichage du règlement

Le présent arrêté sera affiché à l'entrée du « skate park ».

Article 9 : Exécution

Le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, le responsable du service des sports, le responsable de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le chef du centre d'intervention et de secours de Puteaux
- Madame le Commissaire de Puteaux

Fait à Puteaux, le **03 MAI 2012**



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de PUTEAUX
Député des Hauts-de-Seine

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.

18964

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 - 20120510-18964.AB

ARRÊTÉ DU MAIRE

Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours (P.O.S.S) de la piscine du Palais des Sports

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, octroyant délégation de pouvoir au Maire,

Vu l'article 371-2 du code civil : « Les pères et mères ont à l'égard de l'enfant droit et devoir de garde, de surveillance, »

Vu le décret 81- 324 du 7 avril 1981 fixant les normes d'hygiène et de sécurité applicables aux baignades aménagées,

Vu l'article 6 du décret n° 77-1177 du 20 octobre 1977 modifié le 15 avril 1991 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation,

Vu le décret du 14 novembre 1998 art 10 : Dans tout circuit terminal doit être placé un dispositif de coupure d'urgence, aisément reconnaissable et disposé de manière à être facilement et rapidement accessible, permettant en une seule manœuvre de couper en charge tous les conducteurs actifs,

Vu l'arrêté du 16 juin 1998 publié au journal officiel du 1^{er} août 1998, page 11804, apportant les précisions attendues quant au contenu de ce document,

Vu l'arrêté du 16 juin 1998 relatif au plan d'organisation de la surveillance et des secours dans les établissements de natation et d'activités aquatiques d'accès payant,

Vu l'arrêté du 27 mai 1999 relatif aux garanties de techniques et de sécurité des équipements dans les établissements de baignade d'accès payant,

Vu la loi du 06 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des Activités Physiques et Sportives,

Vu la circulaire n° 2004-139 du 13 juillet 2004 relative à l'enseignement de la natation dans les établissements scolaires du premier et du second degré modifiée par la circulaire n° 2004-173 du 15 octobre 2004,

Considérant qu'il convient de définir le plan d'organisation de la surveillance et des secours de la piscine du Palais des Sports, située 2 allée Georges Hassoux à Puteaux, afin de déterminer les différentes règles applicables en cas d'accident, de sinistre, d'alerte incendie ou chimique.

IDENTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Piscine du Palais des Sports
2, allée Georges Hassoux
01 46 25 03 60

Propriétaire : Mairie de PUTEAUX
131, rue de la République
01 46 92 92 92

Numéro de déclaration DDJSCS
ET002251

Directeur des Sports par intérim
Carolle GUERIN
01.46.25.03.69

Directeur des Piscines
Pierre LELIAS
01 46 25 03 79

ARTICLE 1 : Objet

Le P.O.S.S a pour objectif de prévenir les accidents liés aux dites activités par une surveillance adaptée aux caractéristiques de l'équipement en identifiant les zones de bassin potentiellement dangereuses.

- Préciser les procédures d'alarme à l'intérieur de l'établissement et les procédures d'alerte des secours extérieurs.

- Préciser les mesures d'urgence définies par l'exploitant en cas de sinistre ou d'accident.

- Définir les procédures et les moyens à mobiliser en cas d'accident.

Le P.O.S.S s'adresse à l'ensemble des personnels permanents, saisonniers, remplaçants et vacataires de l'établissement.

Les responsables de groupes, des associations, des centres de loisirs et de l'éducation nationale doivent en prendre connaissance.

ARTICLE 2 : Identification du matériel de secours et de communication

Le personnel ayant mission d'enseignement, d'animation, ou de surveillance des bassins doit impérativement effectuer une vérification quotidienne de la présence et du bon état du matériel de secours et des moyens de communication. Ce contrôle est consigné dans un cahier situé dans le local MNS, près du téléphone.

A l'infirmierie

- 1 armoire à pharmacie;
- 1 brancard rigide;
- 1 lit;
- 1 bouteille d'O2;
- 1 téléphone;
- 1 couverture simple ou métallisée.

Sur le bord du bassin extérieur

- 2 bouteilles d'O2 avec une trousse de premiers secours.

La première bouteille d'O2 est disposée au niveau du pont, la seconde au niveau de la chaise de surveillance située au milieu du grand bain.

A la patangeoire

- 1 bouteille d'O2 avec une trousse de premiers secours.

Sur le bord du bassin intérieur

- 1 bouteille d'O2 avec une trousse de premiers secours;
- 1 brancard rigide;
- 1 défibrillateur semi automatique;
- 1 aspirateur de mucosité;
- 1 jeu de colliers cervicaux réglables pour adultes et enfants;

La bouteille d'O2 est disposée au niveau de la chaise de surveillance située entre les deux bassins intérieurs.

Dans le bureau des Maîtres Nageurs

- 1 armoire à pharmacie;
- 1 téléphone;
- 1 sono (micro).

Chaque bouteille d'oxygénothérapie est équipée d'un ensemble de ballon auto remplisseur à usage unique.

Communication interne

Local MNS 2347	Poste de sécurité et incendie 2363 ou 2318
Bureau chef de bassin 2365	Infirmierie 2367
Accueil 2370	Directeur du Palais des sports 2376
Responsable piscine 2379	6 appareils radio de type Talkie-walkie

Moyen de liaison avec les services publics

Téléphone urbain :.	
POMPIERS.....	1 18 ou 1.01.45.06.00.20
SAMU.....	1 15
POLICE NATIONALE.....	1 17 ou 1.01.55.91.91.40
POLICE MUNICIPALE.....	1.01.46.92.93.50

ARTICLE 3 : Fonctionnement général de l'équipement

Horaires d'ouverture générale de l'établissement

Ouverture permanente		Ouverture estivale	
Lundi	7h-22h	Lundi	8h-20h30
Mardi	7h-22h	Mardi	7h-20h30
Mercredi	7h-22h	Mercredi	8h-20h30
Jeudi	7h-22h	Jeudi	8h-20h30
Vendredi	7h-22h	Vendredi	8h-22h00
Samedi	7h-19h	Samedi	8h-20h30
Dimanche	7h-19h	Dimanche	8h-20h30

Horaires d'ouverture au public des bassins intérieurs et extérieurs

	Période scolaire		Petites vacances scolaires	
	Bassins intérieurs	Bassins extérieurs Octobre à Juin	Bassins intérieurs	Bassins extérieurs Octobre à Juin
Lundi	fermé	fermé	11h-20h	11h-20h
Mardi	7h-9h 12h-14h 16h-20h	12h-14h 16h-20h	11h-20h	11h-20h
Mercredi	12h-21h	12h-20h	11h-20h	11h-20h
Jeudi	12h-14h 16h-20h	12h-14h 16h-20h	11h-20h	11h-20h
Vendredi	12h-14h 16h-21h	12h-14h 16h-21h	11h-21h	11h-21h
Samedi	13h-19h	13h-19h	11h-19h	11h-19h
Dimanche	9h30-19h	9h30-19h	9h30-19h	9h30-19h

Horaires d'ouverture au public de l'établissement au public : période estivale

Ouverture estivale : JUIN ; JUILLET ; AOUT, SEPTEMBRE	
Lundi	11h-20h
Mardi	11h-20h
Mercredi	11h-20h
Jeudi	11h-20h
Vendredi	11h-22h
Samedi	11h-20h
Dimanche	9h30-20h

Fonctionnement général de l'établissement hors vacances scolaires

Lundi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	9h/11h	Scolaires		
	12h15/13h45	Aqua Gym		
	14h/16h	Scolaires		
	16h/17h	Section Sportive		
	17h30/18h15	Pré et Post Natal	17h30/20h	CSMP Natation
	18h15/19h45	Aqua Gym		
	20h/21h30	Aqua Gym	20h/22h	CSMP plongée

Mardi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	7h/9h	Public		
	9h/11h	Scolaires		
	12h/14h	Public	12h/14h	Public
	12h15/13h45	Aqua Gym		
	14h/16h	Scolaires		
	16h30/20h	Public	16h30/20h	Public
	17h30/20h	CSMP Natation	17h30/20h	CSMP Natation
	20h/21h30	Aqua Gym	20h/22h	CSMP Natation

Mercredi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	9h/12h	EMS		
	9h/12h	Jardins d'enfants		
	12h/21h	Public	12h/21h	Public
	12h15/13h45	Aqua Gym		
	17h45/18h30	Aqua Gym	17h30/19h30	CSMP Natation
	20h/21h30	Aqua Gym	20h/22h	CSMP plongée
Jeudi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	9h/11h	Scolaires		
	12h/14h	Public	12h/14h	Public
	12h15/13h45	Aqua Gym		
	14h/16h	Scolaires		
	16h30/20h	Public	16h30/20h	Public
	18h/18h45	Aqua Gym		
	20h/21h30	Aqua Gym	17h30/22h	CSMP Natation
Vendredi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	9h/11h	Scolaires		
	12h/14h	Public	12h/14h	Public
	12h15/13h45	Aqua Gym		
	14h/16h	Scolaires	15h30/16h30	Section Sportive
	16h30/21h	Public	16h30/21h	Public
	20h/21h30	Aqua Gym	17h30/19h30	CSMP Natation
			20h/22h	CSMP Natation
Samedi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	9h/12h	EMS		
	9h/12h	Bébés nageurs		
	13h/19h	Public	13h/19h	Public
Dimanche	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	9h30/19h	Public	9h30/19h	Public

Fonctionnement général de l'établissement lors des petites vacances scolaires

Lundi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	11h/19h	Public	11h/19h	Public
	20h/22h	CSMP plongée	20h/22h	CSMP plongée
Mardi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	11h/19h	Public	11h/19h	Public
Mercredi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	11h/19h	Public	11h/19h	Public
	20h/22h	CSMP plongée	20h/22h	CSMP plongée

Jeudi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	11h/19h	Public	11h/19h	Public
Vendredi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	11h/21h	Public	11h/21h	Public
Samedi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	11h/19h	Public	11h/19h	Public
Dimanche	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	9h30/19h	Public	9h30/19h	Public

**Fonctionnement général de l'établissement lors des grandes vacances scolaires
inclus la dernière semaine de juin et jusqu'à mi septembre**

Lundi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	10h/11h	Centres de loisirs	10h/11h	Centres de loisirs
	11h/20h	Public	11h/20h	Public
Mardi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	10h/11h	Centres de loisirs	10h/11h	Centres de loisirs
	11h/20h	Public	11h/20h	Public
Mercredi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	10h/11h	Centres de loisirs	10h/11h	Centres de loisirs
	11h/20h	Public	11h/20h	Public
Jeudi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	10h/11h	Centres de loisirs	10h/11h	Centres de loisirs
	11h/20h	Public	11h/20h	Public
Vendredi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	10h/11h	Centres de loisirs	10h/11h	Centres de loisirs
	11h/22h	Public	11h/22h	Public
Samedi	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	11h/20h	Public	11h/20h	Public
Dimanche	bassins intérieurs		bassins extérieurs	
	9h30/20h	Public	9h30/20h	Public

Fermetures techniques

Une vidange complète est assurée deux fois par an (arrêté du 07 avril 1981-article 7) et nécessite la fermeture de l'établissement.

ARTICLE 4 : Fréquentation maximale Instantanée: FMI

La Fréquentation Maximale Instantanée est déterminée par le maître d'ouvrage en référence au décret n°81-324 du 7 avril 1981, article 8 mais aussi, en fonction de la réglementation en vigueur relative à la prévention contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les équipements sportifs (art. R 123-3 du CCH).

Ces mesures de prévention et de sauvegarde trouvent leur fondement dans les règles applicables à tous les établissements recevant du public (arrêté du 25 juin 1980 JO réf : 316 850 000) et dans les règles spécifiques selon le type d'établissement et sa classification.

- Fréquentation maximale pour les bassins intérieurs : **495 personnes;**
- Fréquentation maximale saisonnière pour l'ensemble des bassins : **1300 personnes;**
- Moments prévisibles de forte fréquentation : Eté : lors des jours de forte chaleur et des week-ends;
Hiver : mercredis et week-ends.

ARTICLE 5 : Organisation de la surveillance et de la sécurité

Les contrôles journaliers doivent s'effectuer chaque matin, avant l'ouverture de la piscine. Un ensemble de contrôles est obligatoire :

Ces contrôles sont consignés dans un cahier situé dans le local MNS, près du téléphone.

- Faire le tour des bassins pour établir si rien ne s'oppose à l'ouverture de l'établissement.
- Vérifier la mise en place et le bon état du matériel de secours et de communication selon la liste ci-dessous :
- Bouteilles d'oxygénothérapie;
- Matériel DSA;
- Etat de la pharmacie;
- Essai de la ligne directe du téléphone;
- Essai de la sono;
- Essai talkie-walkie;
- Vérification du système POSEIDON;
- Vérification de la liberté des issues de secours (agent de sécurité);
- Extincteurs (agent de sécurité).

Le personnel de surveillance présent pendant les heures d'ouverture au public est réparti ainsi :

- 2 sauveteurs pour les bassins intérieurs;
- 3 sauveteurs pour le bassin extérieur;
- 1 sauveteur à la pataugeoire.

Les zones de surveillance concernant les bassins intérieurs sont les suivantes :

- Le bassin sportif de 25 mètres;
- Le petit bassin;
- Le sas de liaison entre les deux bassins;
- Les plages;
- Les bassins intérieurs sont équipés d'une aide informatisée à la surveillance: le système POSEIDON.

Les zones de surveillance concernant les bassins extérieurs sont :

- Le bassin de 50m et son extension (la rotonde);
- La pataugeoire;
- Les plages;
- Le sas de liaison entre les deux bassins.

Les sauveteurs doivent assurer en permanence la surveillance des bassins autour des plages ou sur les chaises hautes de surveillance. Il leur appartient de se placer au meilleur endroit suivant leur appréciation des dangers. Ils doivent se concerter pour que la réglementation en vigueur soit respectée.

En cas de besoin impératif, un surveillant peut s'absenter quelques instants si le bassin reste surveillé et dans la mesure où la fréquentation le permet. Il le fera en plein accord avec son ou ses collègue(s) et devra préciser l'endroit où il va et la durée approximative de son absence.

ARTICLE 6 : Optimisation des moyens humains

L'ensemble du personnel Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités de Natation (BEESAN) intervenant au sein de l'établissement en enseignement et en surveillance est à jour de ses révisions quinquennales (CAEPMNS) conformément à :

-L'arrêté du 23 juin 1979 qui stipule que les personnels possédant le Brevet National de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) qui souhaitent prolonger la validité de leur brevet doivent aussi se soumettre tous les cinq ans à un contrôle devant un jury lors d'un examen de révision.

-L'arrêté du 26 mai 1983 relatif à l'exercice de la profession de maître nageur sauveteur.

L'ensemble des personnels BEESAN et BNSSA est à jour de la révision annuelle aux premiers secours (PSE1) conformément à :

-L'arrêté du 24 mai 2000 qui institue une formation continue annuelle obligatoire d'une durée minimale équivalente à six heures, pour l'exercice des missions de premiers secours en équipe.

-L'arrêté du 10 septembre 2001 relatif à la formation des secouristes à l'utilisation d'un défibrillateur semi-automatique.

-La circulaire NOR/IN/E/03/00018/C du 5 février 2003 relative à la formation au brevet national de sécurité et des sauvetages aquatiques.

L'ensemble des personnels permanents concernés par la surveillance des bassins est amené à mettre en œuvre le processus d'intervention lors d'exercices de simulation (au moins une fois par an en interne).

Une information est assurée à tout le personnel de la piscine.

ARTICLE 7 : Autre personnel présent dans l'établissement

Le personnel présent dans l'établissement est le suivant :

- Hôtesse d'accueil;
- Agents techniques;
- Agents de sécurité;
- Maîtres-Nageurs Sauveteurs : BEESAN-BNSSA;
- Chefs de bassin;
- Responsable piscine.

ARTICLE 8 : Personnel de surveillance pendant les activités

Selon les activités et les personnes présentes dans l'établissement, le personnel de surveillance est fixé ainsi :

Collèges

Un éducateur BEESAN par bassin utilisé par les collèges (circulaire n° 2004-139 du 13 juillet 2004 modifiée par la circulaire n° 2004-173 du 15 octobre 2004).

Scolaires

Jusqu'à 3 classes évoluant dans le même bassin, un BEESAN est chargé de la surveillance. Au-delà de trois classes, deux BEESAN seront nécessaires (circulaire n° 2004-139 du 13 juillet 2004 modifiée par la circulaire n° 2004-173 du 15 octobre 2004).

Centres de loisirs

1 BEESAN de surveillance ou BNSSA

En référence à l'arrêté du 20 juin 2003, Le responsable de groupe doit :

- Signaler la présence de son groupe au Maître Nageur.
- Se conformer aux prescriptions, aux consignes et signaux de sécurité.

L'encadrement est défini comme suit :

- Un animateur doit être présent dans l'eau pour 5 enfants de moins de six ans.
- Un animateur doit être présent dans l'eau pour 8 enfants de six ans et plus.
- Une liste nominative est remise à l'hôtesse d'accueil ou au maître nageur.
- Un tri est effectué entre nageurs et non nageurs par un maître nageur.

Club Sportif Municipal de Puteaux

L'encadrement des associations sportives est assuré par des moniteurs diplômés. Les diplômes requis sont les diplômes définis par le règlement de la fédération délégataire de la discipline.

Les associations sont responsables de leur groupe en cas d'accident.

ARTICLE 9 : Organisation interne en cas d'accident

Après chaque utilisation, il est nécessaire de veiller à la remise en état et au rangement du matériel utilisé.

Système de communication et d'alarme

Sifflet, Talkie-walkie, Téléphone fixe.

Système d'évacuation des bassins

Alerte verbale, Sifflets, Appels micro.

Personnel désigné pour apporter les premiers secours

BEESAN, BNSSA, agent de sécurité.

Personnel désigné pour alerter les secours extérieurs

BEESAN, BNSSA, agent technique ou autre personne désignée.

Coordonnées des secours des secours extérieurs

Les sapeurs-pompiers par le 18 ou le 01 45 06 00 20 ;

Le SAMU par le 15.

Accueil et guidage des secours

L'agent de sécurité ou l'agent technique,
BEESAN, BNSSA ou personne désignée par celui-ci.

Zones d'accès des secours

Bassin intérieur : l'accès est situé en haut de la rampe handicapée.

Bassin extérieur : l'accès des secours se fait par la double porte donnant sur le solarium, côté du grand bain.

Exercices périodiques

Une fois par an au minimum, regroupant l'ensemble des personnels.

ARTICLE 10 : Processus d'intervention en cas d'accident

Processus dans les bassins : Accident ne nécessitant pas l'intervention de secours spécialisés

La personne de surveillance la plus proche intervient;

Elle prévient son ou ses collègues et se porte au secours de la victime;

Son ou ses collègues restent en surveillance sur les bassins;

Le sauveteur soigne la victime avec le matériel de la trousse de premiers secours.

Processus dans les bassins : Accident nécessitant l'intervention de secours spécialisés

2 surveillants (bassins intérieurs)

Le premier sauveteur repère la victime;

Il alerte son collègue;

Il se porte au secours de la victime;

Il sort la victime de l'eau, fait son bilan et donne les premiers soins.

Simultanément

Le second sauveteur donne l'ordre d'évacuer les bassins, il apporte le matériel de secours, prend connaissance du bilan et va prévenir les secours, le PC de sécurité et l'accueil.

Les deux sauveteurs traitent la victime jusqu'à l'arrivée des secours.

⇒⇒L'AGENT TECHNIQUE se rapproche des MNS. ***

⇒⇒L'AGENT DE SECURITE ouvre les portes d'accès des secours et oriente les secours extérieurs vers la victime.***

⇒⇒LE PERSONNEL D'ACCUEIL signale par micro l'évacuation des bassins, ferme la caisse.***

3 Surveillants (bassins intérieurs, bassins extérieurs)

Le premier sauveteur repère la victime;

Il alerte ses collègues ;

Il sort la victime de l'eau, fait son bilan et donne les premiers soins.

Simultanément,

Le 2^{ème} et le 3^{ème} sauveteur font évacuer les bassins et l'un d'entre eux prend le matériel de secours et l'installe.

Après avoir pris connaissance du bilan.

Le 3^{ème} sauveteur alerte les secours extérieurs, Pompiers, SAMU ainsi que l'agent de sécurité.

Les sauveteurs traitent la victime en équipe jusqu'à l'arrivée des secours.

⇒⇒L'AGENT DE SECURITE⇒⇒LE PERSONNEL D'ACCUEIL ⇒⇒L'AGENT TECHNIQUE
Procédure habituelle et identique, voir plus haut. ***

4 surveillants (bassins extérieurs)

Même processus qu'à 3 sur les bassins extérieurs.

Le surveillant affecté à la pataugeoire évacue la baignade de la pataugeoire et aide à l'évacuation des bassins extérieurs.

⇒⇒L'AGENT DE SECURITE⇒⇒ LE PERSONNEL D'ACCUEIL ⇒⇒L'AGENT TECHNIQUE
Procédure habituelle et identique, voir plus haut. ***

5 surveillants

Même processus qu'à 3 sur les bassins extérieurs (avec évacuation des bassins extérieurs). Le surveillant affecté à la pataugeoire fait évacuer la pataugeoire et le bassin extérieur.

⇒⇒L'AGENT DE SECURITE⇒⇒ LE PERSONNEL D'ACCUEIL ⇒⇒L'AGENT TECHNIQUE
Procédure habituelle et identique, voir plus haut.***

6 surveillants

Après avoir pris connaissance du bilan et selon la gravité de l'accident, 2 sauveteurs resteront auprès de la victime, les 4 autres MNS reprendront leur poste de surveillance.

⇒⇒L'AGENT DE SECURITE⇒⇒LA CAISSIERE⇒⇒L'AGENT TECHNIQUE
Procédure habituelle et identique, voir plus haut.***

Processus d'intervention en cas d'accident à la pataugeoire :

Le surveillant de la pataugeoire alerte ses collègues et commence les premiers soins.

3 ou 4 surveillants sur le bassin extérieur

Même processus qu'à 3 sur le bassin extérieur

5 surveillants et plus

Même processus qu'à 5 sur les bassins extérieurs.

Processus d'intervention avec un seul éducateur sportif sur le bassin (cas pouvant exister dans le cadre associatif) :

L'éducateur sportif se porte au secours de la victime et apporte les soins nécessaires.

Il fait évacuer le bassin.

Il prévient ou fait prévenir le poste de sécurité par le **poste 318**.

L'agent de sécurité ou tout autre personne prévient les secours extérieurs après avoir pris connaissance du bilan auprès de l'éducateur sportif.

L'agent de sécurité ouvre les portes d'accès des secours.

Il dirige les secours auprès de la victime.

Processus d'intervention hors bassin : Bar de la plage; Espace détente; Douches; Vestiaires; Sanitaires:

Les agents du poste de sécurité interviennent en priorité. En cas de nécessité le chef de bassin ou un maître nageur pourra porter secours.

Natation scolaire, collèges, centres de loisirs

Les responsables de groupes, professeurs, instituteurs, animateurs, procéderont à l'évacuation des élèves.

Après les avoir réunis et comptés, ils les dirigeront calmement vers les vestiaires.

ARTICLE 11 : Processus d'évacuation dans le cas d'une alerte incendie ou chimique

La procédure d'évacuation dans le cas d'une alerte incendie ou chimique doit être la suivante :

- Donner l'alerte par les postes **2318 ou 2363** pour être en relation avec le poste de sécurité incendie.
- Evacuer par les cinq issues de secours l'ensemble des usagers à l'extérieur de la piscine.

Issues de secours des bassins extérieurs :

- Au fond du **grand bain du bassin extérieur**, suivre le long du gymnase vers la gauche (quai de livraison).
- Près de la **pataugeoire** vers le solarium en pelouse

Issues de secours des bassins intérieurs :

- Au niveau des **gradins de la piscine intérieure** (accès pompiers)
- dans l'espace détente** vers l'extérieur.
- au niveau de **l'entrée principale**.
- Dans le cadre d'activités scolaires, municipales et associatives : établir la même procédure.
- Contrôler impérativement le nombre de personnes évacuées.
- Le lieu de rassemblement, quelque soit l'issue de secours prise se trouve sur la place principale de la piscine, face à l'entrée et aux caisses.
- Les exercices d'évacuation incendie sont mis en œuvre deux fois par an.

ARTICLE 12 : Fin d'intervention

Avant la reprise des activités, les Maîtres Nageurs Sauveteurs reconditionnent le matériel de secours utilisé. Ils remplissent le rapport d'accident.

ARTICLE 13 : Message d'alerte

Le message d'alerte (appel pompier) doit contenir impérativement les éléments suivants :

- L'identité et fonction de la personne qui appelle;
- La localisation précise de la piscine;
- La localisation précise de l'accident (bassin, vestiaire, etc...);
- La nature de l'accident;
- Les circonstances succinctes de l'accident;
- L'heure;
- Le nombre de blessés apparents et si possible leur état général (Bilan);
- La nature des premiers soins ou en cours;
- L'âge et sexe de(s) victime(s);
- Les dangers éventuels;
- Faire répéter le message (bonne compréhension).

DANS TOUS LES CAS,
NE PAS ARRETER LE MASSAGE CARDIAQUE ET LA RESPIRATION ARTIFICIELLE
TANT QUE LA VICTIME
N'A PAS ETE PRISE EN CHARGE PAR LES POMPIERS OU LE MEDECIN,
NE JAMAIS LAISSER UNE VICTIME SANS SURVEILLANCE,
NE PAS LAISSER REPARTIR LA VICTIME AVANT L'ARRIVEE DES SECOURS.

En cas d'accident, les personnes à contacter sont les suivantes :

- LES SECOURS SPECIALISES ; 1 18 (POMPIERS) OU 1 15 (SAMU)
- LA POLICE; 1 17
- LE MAIRE; PAR LE STANDARD MAIRIE 01 46 92 92 92
- L'ELU DU SECTEUR; PAR LE STANDARD MAIRIE 01 46 92 92 92
- LE RESPONSABLE DE LA PISCINE; 01 46 25 03 79
- LE DIRECTEUR DES SPORTS; 01 46 25 03 76
- LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET DE LA COHESION SOCIALE 01 40 97 45 38;
- PREFECTURE DES HAUTS DE SEINE (VEILLE) 01 40 97 20 00
- LA FAMILLE.

ATTENTION A CE QUE TOUS LES RAPPORTS SOIENT IDENTIQUES :
RECUEILLIR LE MAXIMUM DE TEMOIGNAGES PAR ECRIT

En cas de dégradations, vols, violences, les personnes à contacter sont les suivantes :

- LA POLICE I 17;
- LE MAIRE; PAR LE STANDARD MAIRIE 01 46 92 92 92
- L'ELU DU SECTEUR PAR LE STANDARD MAIRIE 01 46 92 92 92 ;
- LE RESPONSABLE DE LA PISCINE 01 46 25 03 79;
- LE DIRECTEUR DES SPORTS 01 46 25 03 76;
- LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET DE LA COHESION SOCIALE 01 40 97 45 38;

Une plainte doit être déposée au poste de police après avis du Maire.

ANNEXE 1 : Plan du rez-de-chaussée

ANNEXE 2 : Plan du sous-sol

Ampliation du présent arrêté sera adressée :
à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine

Fait à Puteaux, le **10 MAI 2012**



Coëlle CECCALDI - RAYNAUD

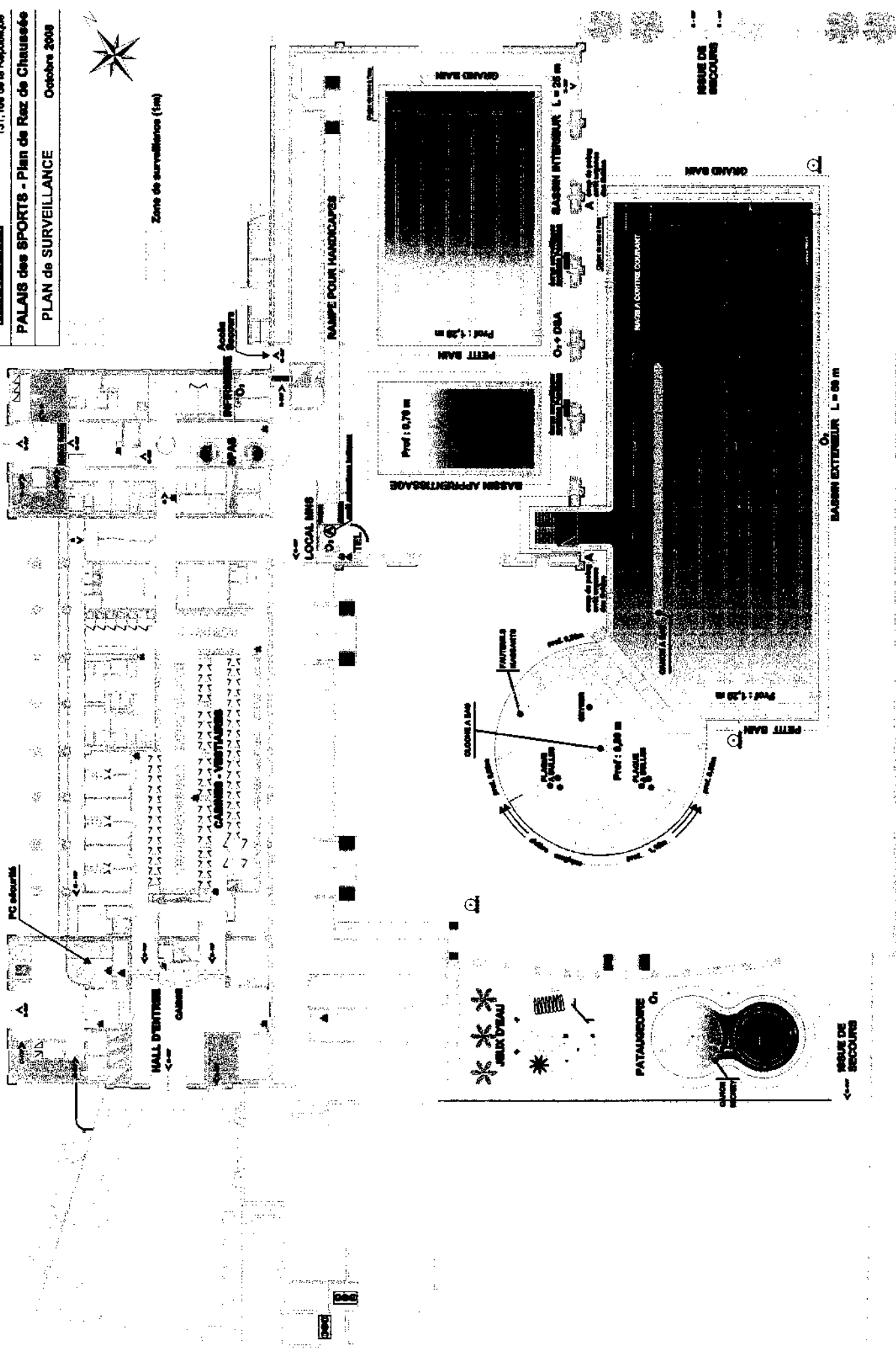
Maire de Puteaux
Député des Hauts-de-Seine

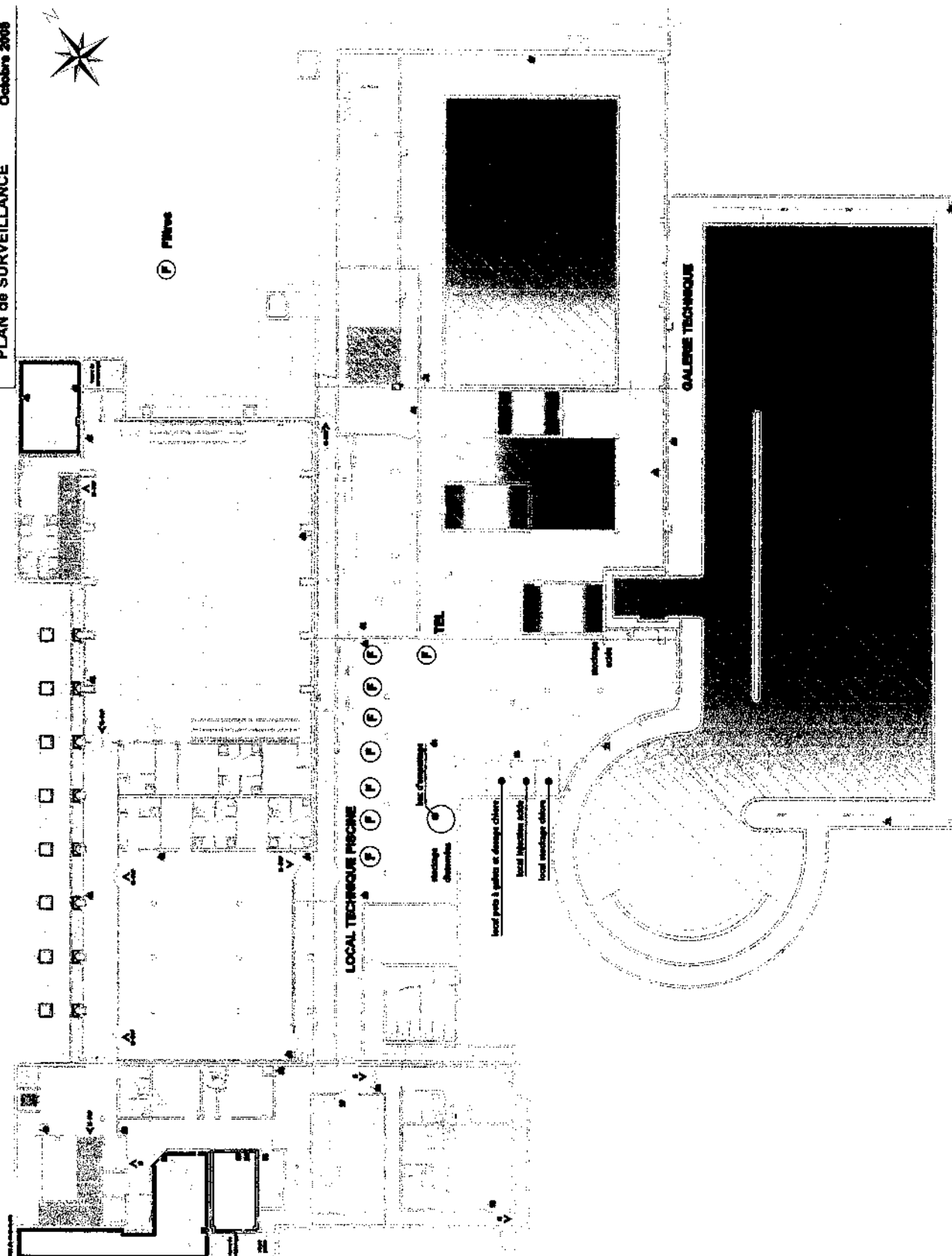
Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.



Zone de surveillance (1:30)





MAIRIE DE PUTEAUX

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE
AR n° 092-219200623 - 20120402 - 18451 - AI

Objet : Arrêté portant approbation d'une convention de mise à disposition d'un local communal au bénéfice de l'Organisme l'ARIAM Ile de France.

Le Maire,
Député des Hauts-de-Seine

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22, 5° et L.2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 27 mars 2008 portant délégation de pouvoirs au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la demande de l'Organisme l'ARIAM Ile de France sollicitant la mise à disposition d'un local sur un temps déterminé,

Considérant qu'une salle de cours située au Conservatoire à Rayonnement Communal Jean-Baptiste Lully est libre et peut être mise à la disposition de l'ARIAM Ile de France,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Il est approuvé une convention de mise à disposition à titre gratuit, au bénéfice de l'organisme l'ARIAM portant sur une salle située au sein du Conservatoire Jean-Baptiste Lully sis au Parc du Moulin 157 rue de la République à Puteaux.

ARTICLE 2 :

Ampliation du présent arrêté sera adressé à
-Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine
- L'organisme ARIAM Ile de France

Fait à Puteaux, le - 2 AVR. 2012

Joëlle CECCALDI RAYNAUD
Maire de Puteaux
Député des Hauts-de-Seine

FB/mars2012/913DD408/CV2012/024

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

Entre les soussignés :

La VILLE de Puteaux

Adresse 131 rue de la République 92800 PUTEAUX

SIRET : 219 200 623 000 11

Code APE : 8411 Z

URSSAF : 92 138 0000 11 700 1168

représentée par Mme Joëlle Ceccaldi-Raynaud
en qualité de Maire de la ville de Puteaux,

et

L'ARIAM Ile-de-France

9, rue La Bruyère 75009 Paris

Siret : 308 089 689 00027

Code APE : 9499 Z

URSSAF : 967 350005616001011 3

représentée par Bernadette GREGOIRE
en qualité de Directrice Générale,

PRÉAMBULE

L'ARIAM Ile de France - Musique et Danse - est un organisme culturel « associé » du Conseil Régional d'Ile de France en collaboration avec le ministère de la Culture et de la communication/Drac Ile-de-France.

Acteur de la formation professionnelle continue au service des politiques culturelles territoriales, l'Ariam s'adresse aux professionnels des collectivités territoriales et de la culture :

- responsables politiques, territoriaux et institutionnels
- enseignants/artistes, responsables de structures culturelles, socioculturelles et de réseaux.

Son projet : Contribuer à la démocratisation des pratiques artistiques.

Ses objectifs :

- une pédagogie vivante et renouvelée
- l'approfondissement et l'élargissement des compétences professionnelles (notamment pour la consolidation de l'emploi)
- l'accompagnement de la professionnalisation des métiers émergents
- la réflexion et l'interaction entre les politiques culturelles et les projets artistiques/pédagogiques
- la valorisation des ressources régionales et la dynamique de réseau.

Ses actions :

- Rencontres professionnelles
- Conseil
- Formation
- Ressources.



La Ville de Puteaux et son Conservatoire ont pour objectifs définis de promouvoir la musique et son enseignement auprès du plus grand nombre et de développer des partenariats avec l'Education Nationale, les conservatoires du département et des organismes culturels afin de mettre en place des projets permettant au conservatoire de rayonner auprès d'un large public.

Objectif

La présente convention a pour objectif de définir les principes et les modalités de la collaboration entre l'ARIAM Ile-de-France et la VILLE de Puteaux pour la mise à disposition d'une salle dans le Parc du Moulin en vue de l'accueil de la formation suivante :

« Musiques contemporaines en école de musique : panorama, analyse et mise en oeuvre »

Les 19, 20, 26, 27 mars, 2, 3 et 10 avril 2012 de 10h à 13h

Avec Jean-François Boukobza, Pedro Amaral et Jean-Marie Cottet.

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

Article 1 Partenariat culturel

L'ARIAM Ile-de-France et la VILLE de Puteaux s'associent pour la mise en place de cette formation dans le but de développer un partenariat de proximité territoriale et de favoriser la circulation des pratiques pédagogiques innovantes.

Article 2 Partenariat administratif et financier

L'ARIAM Ile-de-France prend en charge :

- La rémunération des intervenants en qualité de responsables pédagogiques de la formation.
- L'inscription et la gestion administrative des stagiaires ainsi que le suivi de la formation.
- Toute communication relative à cette formation. L'Ariam Ile-de-France s'engage à mentionner comme partenaire sur tous ses documents de communication le Conservatoire de Puteaux.
- La formation à titre gracieux d'un agent du conservatoire de Puteaux en qualité de stagiaire pour cette formation. Tarif de la prise en charge pour « Musiques contemporaines en école de musique » : 508€. L'adhésion à l'ARIAM de 15€ reste due.

La VILLE de Puteaux s'engage à :

La mise à disposition de la salle Lully dans le Parc du Moulin comme suit :

Les 19, 20 mars avec Jean-François Boukobza

Les 26, 27 mars avec Pedro Amaral

Les 2, 3 et 10 avril 2012 avec Jean-Marie Cottet

De 10h à 13h

La fourniture des lieux en ordre de marche.



Article 3 Utilisation des locaux

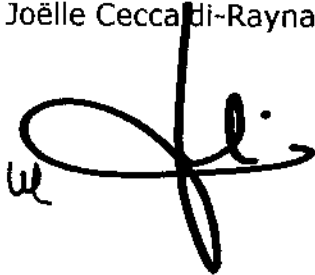
L'Ariam Ile-de-France s'engage à utiliser les locaux conformément à l'objet ci-dessus exposé. Elle s'engage à respecter les règles de sécurité en vigueur et notamment à maintenir libre de tout encombrement les dégagements de la salle occupée et à respecter les plans d'entrée et de sortie.

Article 4 Dommages et assurances

L'Ariam Ile-de-France déclare être assurée auprès de la MAIF pour tous les dommages pouvant découler de l'engagement de sa responsabilité au titre de l'ensemble des activités relevant de l'objet de l'association.

Fait à Paris, en trois exemplaires, le 8 mars 2012

Pour la VILLE de Puteaux,
Joëlle Ceccadi-Raynaud



Maire de la ville de Puteaux

Pour l'ARIAM Ile-de-France,
Bernadette GRÉGOIRE



Directrice générale

18966

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 - 20120515 - 18966 A1

MAIRIE DE PUTEAUX

ARRÊTÉ DU MAIRE

Objet : Arrêté approuvant l'avenant n°1
Consenti par la Ville de Puteaux
À Madame Inès FERNANDEZ du logement
sis 74, rue de la République, 92800 PUTEAUX.

Le Maire,
Député des Hauts-de-Seine

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122-22, 5° et L.2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 27 mars 2008 portant délégation de pouvoirs au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la concession de logement consentie à Inès FERNANDEZ, signée le 9 Décembre 2010, et portant sur le logement situé 74, rue de la République, 92800 PUTEAUX,

Considérant qu'au moment de l'entrée dans les lieux, les travaux de l'école République n'étant pas terminés, le preneur n'a pu bénéficier d'une cave,

Considérant que le preneur a fait la demande d'une cave auprès du bailleur et qu'une cave au sein de l'école Primaire République est libre de toute occupation,

Considérant qu'il y a lieu de rendre, par avenant, de l'objet et la désignation du bien loué ainsi que de la redevance de la concession de logement du 9 Décembre 2010,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

L'avenant n°1, à la concession de logement signée le 9 Décembre 2010 au nom de Madame FERNANDEZ Inès portant sur le logement situé, 74, rue de la République, 92800 PUTEAUX est approuvé.

ARTICLE 2 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal, Receveur Municipal de la Ville de Puteaux,
- Le Preneur.

Fait à Puteaux le **15 MAI 2012**



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD
Maire de Puteaux
Député des Hauts-de-Seine

ARRETE TELETRANSMIS EN
PREFECTURE
AR n° 092-219200623 - 20120515 - 18966 PJ

**AVENANT n°1
À la Concession de logement**

ENTRE :

La Ville de Puteaux, représentée par son Maire en exercice, Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Député des Hauts-de-Seine, domiciliée en l'Hôtel de Ville, 131 rue de la République, 92800 Puteaux, dûment habilitée aux présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008

Ci-après dénommé « **le Bailleur** »,

D'UNE PART,

ET :

Madame Inès FERNANDEZ, Directrice de l'école maternelle Défense 2000, et logée 74, rue de la République, Ecole primaire République, 92800 PUTEAUX

Ci-après dénommée « **le Preneur** »,

D'AUTRE PART,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Par Arrêté en date du 9 Décembre 2010, la Ville de Puteaux a consenti à Madame Fernandez, Directrice de l'école maternelle Défense 2000, un logement situé à l'école primaire République, sis, 74, rue de la République à PUTEAUX.

Considérant qu'au moment de l'entrée dans les lieux dudit logement, les travaux de l'école République n'étant pas terminés, le preneur n'a pas pu bénéficier d'une cave.

A compter de la signature du présent avenant, les articles 1 et 3 de la Concession de logements sont rédigés comme suit :

IF

ARTICLE 1 : OBJET ET DESIGNATION.

La Commune de Puteaux concède à Madame Inès FERNANDEZ le logement ci-après désigné :

-Appartement type F4 de 94 m² environ sis, 74, rue de la République (école primaire République)

-Une cave de 16 m² environ au sein de l'école République

Le preneur déclarant connaître les lieux pour les avoir visités.

ARTICLE 4 : REDEVANCE

Le bailleur déclare que le montant de cette redevance est fixé en fonction de la délibération du Conseil Municipal en date du 28 septembre 2006 portant mise en place d'une tarification pour la location précaire des biens immobiliers du patrimoine communal.

Compte tenu de la précarité de l'occupation du bénéficiaire, la commune prend en charge un abattement de 15% du montant de la redevance mensuelle.

- Redevance brute mensuelle : 376 €
- Abattement de 15 % : 56, 40 €
- Montant de la redevance mensuelle après abattement : **319. 60€**
- Redevance mensuelle pour la cave : 64 €

La présente mise à disposition est donc consentie et acceptée moyennant le paiement d'une redevance mensuelle de **Trois cent quatre-vingt-trois euros et soixante centimes (383, 60 €)** payable mensuellement, à terme à échoir, le 5 de chaque mois.

Il est expressément convenu que cette redevance sera réévaluée chaque année à la date anniversaire de la convention, automatiquement en fonction de la variation de l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE. L'indice de référence de la présente concession étant celui du 2^{ème} trimestre 2010 (118,26).

Les autres dispositions de la Concession de logement signées le 9 Décembre 2010 demeurent inchangées.

Fait à Puteaux en trois exemplaires, le 15 MAI 2012

Le Preneur,



Le Bailleur,



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux
Député des Hauts-de-Seine

COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES
PAR LE MAIRE EN APPLICATION
DE L'ARTICLE L.2122-22 4° DU C.G.C.T.